



**HAL**  
open science

## Concertation et coproduction de la propreté des rues.

Christian Guinchard, Jean-François Havard, Laetitia Ogorzelec

► **To cite this version:**

Christian Guinchard, Jean-François Havard, Laetitia Ogorzelec. Concertation et coproduction de la propreté des rues.. 2012. halshs-00908517

**HAL Id: halshs-00908517**

**<https://shs.hal.science/halshs-00908517v1>**

Submitted on 24 Nov 2013

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

# Concertation et coproduction de la propreté des rues

Terrains comparés à Mulhouse et Besançon (France), Rufisque  
(Sénégal) et Mohammedia (Maroc)

---

**Rapport final**

Équipe scientifique :

GUINCHARD Christian, MCF HDR en sociologie, Université de Franche-Comté  
HAVARD Jean-François, MCF en science politique, Université de Haute-Alsace  
OGORZELEC Laetitia, Ingénieure d'études, Université de Franche-Comté

- *Peut-être, continua Parménide, y a-t-il aussi quelque idée en soi du juste, du beau, du bon et de toutes les choses de cette sorte ?*
- *Assurément, reprit Socrate. [130c]*
- *Eh quoi ! y aurait-il aussi une idée de l'homme séparée de nous et de tous tant que nous sommes, enfin une idée en soi de l'homme, du feu ou de l'eau?*
- *J'ai souvent douté, Parménide, répondit Socrate, si on en doit dire autant de toutes ces choses que des autres dont nous venons de parler.*
- *Es-tu dans le même doute, Socrate, pour celles-ci, qui pourraient te paraître ignobles, telles que poil, boue, ordure, enfin tout ce que tu voudras de plus abject et de plus vil? et crois-tu qu'il faut ou non admettre pour [130d] chacune de ces choses des idées différentes de ce qui tombe sous nos sens ?*
- *Nullement, reprit Socrate ; ces objets n'ont rien de plus que ce que nous voyons ; leur supposer une idée serait peut-être par trop absurde. Cependant, quelquefois il m'est venu à l'esprit que toute chose pourrait bien avoir également son idée. Mais quand je tombe sur cette pensée, je me hâte de la fuir, de peur de m'aller perdre dans un abîme sans fond. Je me réfugie donc auprès de ces autres choses dont nous avons reconnu qu'il existe des idées, et je me livre tout entier à leur étude. [130e]*
- *C'est que tu es encore jeune, Socrate, reprit Parménide ; la philosophie ne s'est pas encore emparée de toi, comme elle le fera un jour si je ne me trompe, lorsque tu ne mépriseras plus rien de ces choses.<sup>1</sup>*

---

<sup>1</sup> Platon, *Parménide*, 130b.

## PREMIERE PARTIE

### DISCOURS DE LA METHODE ET PRESENTATION DES TERRAINS

#### 1 – Retour sur la réponse et ses enjeux théoriques

Nous avons choisi de proposer une recherche sur la concertation dans la coproduction de la propreté des rues à Mulhouse, Besançon, Rufisque et Mohammedia pour les raisons suivantes :

Nous sommes partis du constat qu'au niveau de la propreté des rues, s'il existe de nombreux travaux historiques<sup>2</sup> centrés sur l'analyse des préoccupations hygiénistes au XIX<sup>e</sup> siècle, ainsi que des études mettant l'accent sur les notions de visibilité/invisibilité en matière de nettoyage des rues<sup>3</sup>, il faut reconnaître que les recherches éclairant la notion de concertation autour de cet objet sont quasiment inexistantes<sup>4</sup>. Il s'agissait donc bien de défricher un terrain qui ne peut se confondre avec celui déjà fortement balisé du dispositif de collecte et de gestion des déchets ménagers<sup>5</sup>.

Au niveau de la concertation elle même ; il nous avait semblé que les changements de

<sup>2</sup> Sur ce thème on peut se référer, entre autres, à Barles S. : *La ville délétère. Médecins et ingénieurs dans l'espace urbain XVIII<sup>e</sup> – XIX<sup>e</sup> siècle*, Éditions Champ Vallon, Seyssel, 1999 ; G. Dupuy, C.Knaebel : *Assainir la ville hier et aujourd'hui*, Dunod, Paris, 1982 ; Murard L., Zylberman P. : *L'Hygiène dans la République : la santé publique en France, ou l'utopie contrariée (1870-1918)*, Fayard, Paris, 1996.

<sup>3</sup> B. Prost : « Dissimuler, montrer, oublier nettoyage et nettoyeurs. La propreté des espaces publics parisiens dans la seconde moitié du XX<sup>e</sup> siècle, entre visibilité et invisibilité », in *Hypothèses*, 2006/1, p.67-75 ; M. Kokoreff : « L'espace public du métro : propreté, saleté et civilité », in *Le propre de la ville : pratiques et symboles*, M. Ségaud dir., La Garenne-Colombes, 1992.

<sup>4</sup> Lesbet D. : « La Casbah Une cité en reste », in *Le déchet, le rebut, le rien*, Paris, Champ Vallon, 1999, pp. 123 à 150. Florin B. : « Résister, s'adapter ou disparaître : la corporation des chiffonniers du Caire en question », in *Les travailleurs des déchets*, Sous la direction de Cortel D et Le Play S., Paris, ÉRÉS, 2011.

<sup>5</sup> Botta H., Berdier C., Deleuil J.-M. : *Enjeux de la propreté urbaine*, Presses Polytechniques et universitaires romandes, Lausanne, 2002. Cisse O. : *L'argent des déchets. L'économie informelle à Dakar*, Paris, Karthala, 2007. Sy Hibrahima : *La gestion de la salubrité à Rufisque (Sénégal). Enjeux sanitaires et pratiques urbaines*, Thèse de Géographie, Strasbourg, 2006.

références cognitives, éthiques et politiques permettant de passer de la concertation nécessaire à l'accomplissement des activités de la vie quotidienne telles que peuvent les décrire la phénoménologie<sup>6</sup> l'ethnométhodologie<sup>7</sup> et la sociologie de l'action<sup>8</sup> à la concertation formalisée restaient encore, d'une manière générale peu explorés. De ce point de vue, nous nous demandions si l'étude de la concertation devait être réservée à des questions « extraordinaires » concernant de grands équipements tels que le tracé des voies TGV, les centrales nucléaires, les barrages ou les pylônes EDF. Nous proposons de partir de l'expérience ordinaire des citoyens/citadins telle qu'ils la vivent dans leur environnement quotidien.

L'objet que nous avons choisi nous semblait également heuristiquement fécond dans la mesure où il nous permettait d'éviter l'enfermement dans deux situations désormais assez bien connues. Celle de la concertation cadrée par des procédures institutionnellement pré/définies<sup>9</sup>. Celle de la concertation revendiquée dans le cas de contestation par des groupes déjà organisés (par exemple les mouvements écologistes). Partant d'objets plus « modestes » et moins investis, nous souhaitions également travailler là où de tels groupes ne sont pas constitués.

De plus, si, au final, les objets de la concertation formalisée appellent des décisions univoques assumées par des décideurs d'autant plus légitimes<sup>10</sup> qu'ils savent se présenter comme acteurs d'un grand nombre d'auteur<sup>11</sup>, la coproduction de la propreté des rues repose essentiellement sur la concertation de nombreux interactants dont les multiples décisions ne sont pas nécessairement réunies en une visée unitaire où même clairement explicitées.

Nous n'avons pas non plus cherché à mettre au jour un répertoire de formes préexistantes, une

---

<sup>6</sup> B. Bégout : *La découverte du quotidien*, Paris, Allia, 2005.

<sup>7</sup> H. Garfinkel : *Recherche en ethnométhodologie*, Paris, P. U. F., 2007. M. De Fornel, A. Ogien et L. Quéré (sous la direction de) : *L'ethnométhodologie Une sociologie radicale*, Paris La découverte, 2001.

<sup>8</sup> A. Ogien et L. Quéré : *La sociologie de l'action*, Paris Ellipse, 2005. On se référera également à la revue *Raison pratiques* (Éditions de l'École des hautes études en sciences sociales) qui, depuis 1990 développe une forme de sociologie s'intéressant tout particulièrement à l'action située.

<sup>9</sup> Focus groups, enquêtes publiques, conférences de consensus...

<sup>10</sup> Il faut comprendre ici cette grandeur dans le sens proposé par Boltanski.

<sup>11</sup> Nous pensons qu'à bien des égards, la distinction entre acteur et auteur dans une conception de la personne civile, telle qu'elle fut élaborée par T. Hobbes, pourrait être heuristiquement féconde dans la réflexion sur la concertation.

« grammaire », permettant de justifier réciproquement le point de vue des habitants, des élus locaux et des techniciens dans des « situations troubles ». Même si la prise en compte des *Économies de la grandeur*<sup>12</sup> nous semblait ici incontournable, nous souhaitions aller jusqu'au bout de l'idée que la concertation ne se réduit pas aux mécanismes de justification ; qu'elle repose aussi sur des arrangements tacites et vise également une relative efficacité ou un confort de vie... ne relevant pas forcément des mécanismes « dialogiques » et publics de légitimation dans lesquels il est nécessaire de donner ses raisons afin de construire un accord.

Dans le prolongement de cette remarque, il nous semblait important de rappeler que notre questionnement nous mettait également à distance d'une formulation en termes de « démocratie technique » au sens ou l'entendent les auteurs de *Agir dans un monde incertain*<sup>13</sup>. Même si le partage des connaissances est indispensable, la concertation nécessaire au développement de nos activités quotidiennes ne saurait se réduire à une sorte de démocratisation de l'expertise. Il ne s'agissait pas d'étudier la mise en cause de cette « double délégation » caractérisant l'alliance du savant et du politique dans le l'encadrement des citoyens/profanes mais d'analyser des modalités informelles et formelles de coordination nécessaires au bon déroulement du cours de nos actions ordinaires.

Nous proposons de construire notre recherche sur la concertation dans la coproduction de la propreté des rues dans une perspective pragmatiste, testant la portée heuristique des réflexions de J. Dewey et G. H. Mead sur la continuité de l'expérience, et la constitution de communauté d'enquêteur. Nous sommes ainsi partis de l'idée que, lorsqu'il s'inscrit dans la continuité de l'expérience des personnes concernées, l'état de propreté des rues n'est pas visible et l'on pourrait dire qu'allant de soi, il n'est pas thématiqué. La question n'émerge comme telle qu'à travers des expériences troubles (au sens des pragmatistes).

D'emblée, il nous semblait indispensable de mettre l'accent sur les enjeux politiques liés à notre objet. Nous savions, par exemple, qu'à Mulhouse, constatant l'impossibilité d'une réponse purement technique à ce qui apparaît comme l'un des « problèmes majeurs de la ville », les élus et les responsables des conseils de quartier tentaient de mobiliser les habitants au moyens d'opérations ponctuelles, festives et fortement médiatisées. De même, les

---

<sup>12</sup> L. Boltanski et L. Thévenot : *De la justification, les économies de la grandeur*, Paris, Gallimard, 1991.

<sup>13</sup> Y. Barthe, M. Callon, P. Lascoume : *Agir dans un monde incertain*, Paris, Seuil, 2001.

responsables locaux du Front National mettaient en place un blog où pouvaient s'exprimer les critiques des habitants mécontents de l'organisation des services techniques ainsi que des décisions des élus. Afin de mieux comprendre la politisation de la question de la propreté des rues, nous pensions que ce trouble devait être décrit à partir des réflexions de l'anthropologie sur l'opposition du propre et du sale. En effet, partant des travaux de M. Douglas et de R. Girard, on sait que le dégoût qu'inspire la souillure peut être rapidement reporté sur des individus ou des groupes considérés comme responsables et qui peuvent ainsi être, en quelque sorte, contaminés, stigmatisés et réduits au rôle de bouc émissaire. Le blog que nous évoquons plus haut se faisait l'écho d'un tel fonctionnement en laissant s'exprimer, à mots plus ou moins couverts, le rejet des populations migrantes turques et maghrébines. Nous savions également qu'on retrouve au Sénégal, sur les terrains que nous connaissons par ailleurs, les mêmes mécanismes de rejet et de stigmatisation concernant certaines populations immigrées (Peuls de Guinée, Haoussas du Nigeria...) dont on sait qu'elles ont longtemps été des populations d'éleveurs nomades et qu'elles sont aujourd'hui essentiellement présentes dans le petit commerce de détail qui cristallise nombre de frustrations quotidiennes. Nous voulions comprendre comment cette posture d'accusation empêche la constitution d'une véritable enquête sur le problème, augmente les dualismes et bloque la possibilité de constituer une forme de concertation soutenant la continuité de l'expérience.

Mettant méthodologiquement l'accent sur l'expérience vécue des habitants et des passants, il ne s'agissait pas pour autant de déréaliser les enjeux « objectifs » (sanitaires, économiques, politiques...) de la propreté des rues au profit d'une approche des subjectivités et des intersubjectivités. Dans la perspective que nous avons choisie, la question de la propreté des rues restait une véritable question d'environnement<sup>14</sup>. À cet égard, en tant que cadre familier de nos activités quotidiennes, irréductible aux simples dimensions d'un décor de nos déambulations, la rue est le lieu d'une expérience directe et fondatrice de l'environnement.

Afin de mieux comprendre des formes différents d'engagement dans la coproduction de la

<sup>14</sup> « Un environnement est constitué par les interactions entre des choses et une créature vivante. Il forme fondamentalement la scène d'actions effectuées et de conséquences éprouvées au cours des processus d'interaction », J. Dewey : *Logic*, cité par J. Zask, « Situation ou contexte ? Une lecture de Dewey », *Revue internationale de philosophie*, 2008/3, n° 245, p. 314. J. Zask distingue d'une part l'environnement et la situation constitués de ressources d'actions et de résultats d'actions sur lesquels les individus peuvent agir de manière interactive et, d'autre part, le milieu et le contexte qui, à la manière de préalables, imposent une adaptation passive et limitent l'action des individus. Reprenant cette distinction, nous pensons cependant que l'intérêt d'une approche pragmatiste consiste à étudier les conditions de possibilités des transformations du milieu en environnement et réciproquement.

propreté des rues, il nous semblait nécessaire de distinguer les habitants (ou riverains) des passants. On retiendra en effet que la rue est une forme élémentaire d'un vivre ensemble constitué autant de dispersion et d'indifférence<sup>15</sup> que de rassemblement et d'attachement. Cette tension est liée à deux usages qui font qu'elle peut être un espace de flux se dirigeant ailleurs et un lieu d'ancrage où l'on réside. Selon leurs situations dans la ville les rues sont ainsi plus ou moins passantes ou résidentielles et, de ce point de vue, nous pouvions penser qu'elles forment des « régions morales »<sup>16</sup> différenciées où se coordonnent différemment les interactants coproducteurs de la propreté des rues. Pour affiner cette approche et prendre en compte l'incessant remodelage du tracé des rues dans les villes africaines nous proposons également de nous référer à la notion d'espace interstitiel<sup>17</sup>.

---

<sup>15</sup> Pour I. Joseph, parce qu'elle est « le domaine par excellence des relations sociales entre étrangers », la rue est « l'espace des socialités froides et des liens faibles », (« Reprendre la rue », *Prendre place*, Cerisy, Editions recherche, p. 12).

<sup>16</sup> Selon R.-E. Park : « Il n'est pas nécessaire d'entendre par région morale un lieu ou un milieu forcément criminel ou anormal. C'est plutôt un terme qu'il faut appliquer à des secteurs où prévaut un code moral divergeant ; des régions où les gens sont dominés, plus qu'on ne l'est d'ordinaire, par un goût, une passion ou quelque intérêt qui s'enracine dans la nature originale de l'individu. Cela peut être un art : la musique, un sport, les courses de chevaux... », R.-E. Park : « La ville », in *L'école de Chicago Naissance de l'écologie urbaine*, Paris, Aubier, 1990, p. 130. Pour actualiser cette notion et l'appliquer plus directement à notre objet d'étude on peut se référer à H. Botta, C. Berdier, J.-M. Deleuil : *Enjeux de la propreté urbaine*, Lausanne, Presses polytechniques et universitaires romandes, 2002, pages 93 à 102.

<sup>17</sup> Selon F. M. Trasher : « Est interstitiel ce qui appartient à un espace séparant deux réalités l'une de l'autre. Dans la nature, toute matière étrangère tend à être recueillie et à s'agglutiner dans chaque faille, chaque crevasse, chaque fente. Dans des interstices. De même, il y a dans la texture d'une organisation sociale des fissures et des ruptures. Un gang peut être analysé comme un élément interstitiel dans la structure d'une société et une zone criminelle comme une région interstitielle dans le tracé d'une ville », (F. M. Trasher : *The Gang*, cité par U. Hannerz dans *Explorer la ville*, Paris, Editions de minuit, 1983, p. 58).

## La concertation dans la vie quotidienne :

Afin de revenir en quelque sorte à la base de nos activités quotidiennes, il faudrait comprendre la concertation comme une sorte d'harmonisation implicite des pratiques les plus courantes. Ainsi, par exemple, tenir sa place dans une file d'attente à la caisse d'un super marché, sortir du caddie les produits pour les placer sur le tapis roulant permettant à la vendeuse de faire passer les codes barres devant sa machine enregistreuse, replacer les produits enregistrés dans son caddie, les payer avec de la monnaie ou avec une carte bancaire... tout cela peut être accompli sans même qu'on y pense nettement ou qu'on le mentionne. Pour prendre la mesure du caractère implicite des concertations que ces activités supposent on peut se plaire à imaginer les réactions de la vendeuse à qui l'on croirait nécessaire de préciser qu'elle doit nous rendre la monnaie ! En fait, plus la concertation de chaque actant avec tous ceux que convoque cette situation faussement simple sera efficace, moins leur diversité sera visible. Il en va de même d'un grand nombre d'activités de notre vie quotidienne qui nous semblent aller de soi, telles que prendre un bus, appeler un ami au téléphone, passer une commande dans une boutique... De ce point de vue, on pourrait dire que les formes de concertation qui nous intéressent font partie d'un travail permanent de « familiarisation »<sup>18</sup> des micro/incertitudes que nous affrontons tous les jours.

On comprendra que l'ajustement de l'ensemble de nos activités ordinaires relève d'une sorte d'harmonie préétablie et que nous nous accordons toujours à la manière de nos montres qui, sans avoir d'influence directe les unes sur les autres sont capables d'indiquer la même heure.

Ainsi, lorsqu'il sort sa poubelle, I. Calvino peut penser : « Tout en agissant comme l'humble rouage du mécanisme ménager, je suis déjà investi d'un rôle social, je me constitue en tant que premier engrenage d'une chaîne d'opérations décisives pour la cohabitation collective, je sanctionne ma dépendance des institutions sans lesquelles je mourrais enseveli par mes propres déchets »<sup>19</sup>. On retiendra quelques traits de cette subtile analyse : «...c'est pour respecter un *agreement*, un pacte conclu par un consentement mutuel des parties, que je suis en train de placer cet objet sur ce trottoir, avec tout ce qu'implique l'usage international du

---

<sup>18</sup> « Le trait caractéristique du monde quotidien est de chercher perpétuellement à domestiquer l'horizon flou qui l'entoure par le biais de rituels de familiarisation » (B. Bégout : *La découverte du quotidien*, Paris, Allia, 2005, p. 45).

<sup>19</sup> I. Calvino : *La route de San Giovanni*, Paris, Seuil, 1991, p. 118.

mot anglais »<sup>20</sup>. Par sa couleur et son aspect, la poubelle « annonce le rôle que dans la vie de chacun jouent la dimension publique, les devoirs civiques, la constitution de la polis »<sup>21</sup>.

On ne peut manquer de penser ici au rôle des objets tels que la ceinture de sécurité ou le gendarme couché dans la sociologie de la traduction et à l'effort d' « imagination sociologique » que B. Latour nous propose dans ses *Petites leçons de sociologie des sciences* : « Chaque fois que vous voulez savoir ce que fait un non humain, vous n'avez qu'à imaginer ce que d'autres humains ou d'autres non humains auraient à faire si ce personnage n'était pas en place »<sup>22</sup>.

Une grande partie de la coordination de nos actions relève de dispositifs inscrits dans les objets (qu'on pense à la poubelle d'I. Calvino) ou dans des attentes normatives qui structurent les interactions de la vie quotidienne. Mais, cette coordination est pour une grande part constituée au cours de nos activités ordinaires dans et par les interactions elles-mêmes.

On peut ainsi distinguer 3 niveaux de régulation des interactions qui correspondent à 3 niveaux d'infra/concertation :

1/ Les interactions et les comportements sont cadrés par des objets qui imposent leur logique dans la situation où se rencontrent les inter-actants (dont ils font partie). Ainsi, par exemple, la circulation routière est régulée par des feux rouges à certains carrefours. Lorsque l'on remplace le feu rouge par un rond point, on laisse plus de marges de manœuvres aux conducteurs et on augmente les risques d'accrochage. Les choix d'un pilote de lignes sont fortement encadrés par la distribution des informations dans le cockpit... On peut comprendre à partir de là ce que sont ces dispositifs bisontins où l'on trouve une poubelle, un distributeur de sacs plastiques pour le ramassage des déjections canines, un cendrier et un « attrape gum ».

<sup>20</sup> I. Calvino : *La route de San Giovanni*, Paris, Seuil, 1991, p. 122.

<sup>21</sup> I. Calvino : *La route de San Giovanni*, Paris, Seuil, 1991, p. 117. On rappellera, que selon I. Calvino, le fait de sortir sa poubelle est aussi un rituel purificateur visant à se débarrasser des salissures du jour écoulé pour commencer une nouvelle journée dans une sorte de pureté. « Le contenu de la poubelle représente la part de notre être et avoir qui doit quotidiennement sombrer dans le noir pour qu'une autre part de notre être et avoir puisse rester jouir de la lumière du soleil, soit et soit eue vraiment », (*La route...*, p. 125). Il faut prolonger l'intuition de cette double nature civile et rituelle de notre rapport aux déchets.

<sup>22</sup> B. Latour : *Petites leçons de sociologie des sciences*, Paris, La découverte, 2006, P. 58. Partant de l'idée que les objets peuvent ainsi traduire des liens sociaux et des formes de concertation, on comprendra pourquoi nous avons souhaité aborder notre enquête au moyen de photographies.

La Sociologie de l'Acteur Réseau s'intéresse de près à ces objets. Elle nous rappelle que les objets techniques sont le résultat de concertations passées, voire de controverses refroidies. Ce sont des « boîtes noires » qui nous permettent de faire l'économie d'un travail explicite de concertation. Ce travail reprend à l'occasion des pannes et des dysfonctionnements qui sont ainsi d'excellents « analyseurs » des formes de cristallisation des rapports sociaux dont sont porteurs les objets de notre environnement quotidien. Au fond, les situations stabilisées par les objets peuvent se comprendre comme une effervescence retombée et on peut sans doute les penser à partir de la notion sartrienne de « pratico inerte »<sup>23</sup>.

---

<sup>23</sup> Le pratico inerte désigne ces moments où l'environnement modifié par l'action humaine se retourne contre elle parce que les résultats des actions passées - même si ils ont été souhaités - imposent désormais des contraintes nouvelles à l'action.

Dispositif du centre ville bisontin associant un « attrape gum », un cendrier, un distributeur de sacs pour déjections canines et une poubelle



2/ Les interactions et les comportements sont cadrés par un système d'attentes réciproques qui ne sont pas forcément soutenues par des dispositifs d'objets mais inscrits dans des habitudes ou des traditions. Ainsi s'organise la conversation dans un repas de famille selon un code de préséances et de bienséance plus ou moins clairement établi, dans lequel, selon l'âge, le sexe, la nature des liens de parenté... chacun dispose d'un degré de liberté énonciative bien définie. Il s'agit ici de ces « allant-de-soi », de ces évidences que les ethnométhodologues ont longuement analysées. On peut se référer au deuxième chapitre des *Études d'ethnométhodologie* où H. Garfinkel rapporte de nombreuses situations de ruptures systématiquement provoquées par ses étudiants (se comporter de manière extrêmement polie et formelle dans sa propre famille, adopter une attitude résolument dubitative à l'égard des informations données par un proche ou par un professionnel, négocier le prix d'un éclair au chocolat dans une pâtisserie...) pour se donner une idée de ces formes implicites de concertation qui cadrent la vie ordinaire<sup>24</sup>. Bien entendu, on doit s'intéresser au travail social nécessaire pour rétablir une norme d'interaction, s'expliquer, calmer les interactants déconcertés<sup>25</sup> par de tels comportements. Ne faut-il pas comprendre comme un *breaching* la proposition de ce militant écologiste qui demandait à un père de famille pique-niquant avec sa femme et ses enfants dans un parc public à Mohammedia de ramener ses déchets à la maison au lieu de les abandonner sur place ? Ne faut-il pas décrire le dialogue qui suivit, après la réponse étonnée du père de famille scandalisé à l'idée de devoir ramener des saletés chez lui, comme un enchaînement des « échanges réparateurs » dont parle E. Goffman<sup>26</sup> ?

---

<sup>24</sup> « En ce qui concerne la méthode, je préfère commencer avec des scènes familiales pour me demander ensuite comment on peut troubler cette familiarité. Tout ce qu'on devrait faire pour multiplier les traits de non-sens dans l'environnement perçu ; pour produire et maintenir la perplexité, la consternation et la confusion, pour produire des affects socialement structurés tels que l'anxiété, la honte, la culpabilité ou l'indignation ; et pour désorganiser l'interaction : tout cela devrait nous apprendre quelque chose sur la façon dont les structures des activités quotidiennes sont produites et soutenues de manière ordinaire et routinisée », (*Études d'ethnométhodologie*, p. 100). Il ajoute qu'on peut toujours « rendre étrange un monde obstinément familier », (p. 101).

<sup>25</sup> Déconcerter, n'est-ce pas jeter le trouble, faire apparaître une incohérence dans une totalité auparavant unifiée ? Ne retrouvons-nous pas, ici la notion de situation trouble des pragmatistes ?

<sup>26</sup> L'activité réparatrice a pour fonction de transformer un acte offensant en un acte acceptable, en montrant que l'on accorde de la valeur aux règles que l'on n'a bafouées que par accident et en attestant que l'on reconnaît la valeur de l'autre personne. L'activité réparatrice exerce une fonction rituelle. Comme le remarque Goffman, cette activité réparatrice appelle une réponse de la part de celui à qui elle s'adresse de façon à ce que l'offenseur se sente pardonné. Goffman s'intéresse ainsi à l'échange réparateur qui assure une régulation immanente à l'ordre de l'interaction : il se substitue au contrôle social traditionnel où la régulation est externe puisque les offenses sont résorbées par l'inflexion d'un châtement. Dans l'ordre de l'interaction, les offenses ne sont pas punies par une instance transcendante comme la police, mais corrigées par un amendement spontané du fautif et une acceptation par

3/ Il existe enfin des situations dans lesquelles les cadres sont produits au fur et à mesure qu'évolue l'interaction. Les gens produisent la règle qui leur permet de faire ce qu'ils font en même temps qu'ils le font. Ils s'assurent réciproquement de l'accord des autres interactants en décrivant ou explicitant ce qu'ils sont en train de faire (n'est-ce pas le sens de l'accountability des ethnométhodologues ?) et en guettant les signes (d'approbation, de confirmation, d'étonnement, d'inquiétude...) émis par leurs interlocuteurs afin d'ajuster leur comportement. C'est, par exemple, le cas de la séduction envisagée comme processus social, au cours duquel les règles de l'interaction sont progressivement explicitées en même temps et par le fait même que la relation amoureuse se noue. On peut dire que le cadre se construit en même temps que la relation s'accomplit, sachant que la personne non consentante peut, à tout moment, « recadrer » ou même rompre le lien avec celle qui va trop vite, qui l'emmène « là où elle ne souhaite pas aller ». Les analyses des situations de rupture, de refus de communication, de retrait... sont heuristiquement fécondes et l'on sait que E. Goffman considérait qu'il était impératif de les étudier très attentivement afin de mieux comprendre les formes les plus fines de régulation des interactions. Le moins que l'on puisse dire est que l'enquête que nous avons menée est riche en situations de ce type. Ainsi, par exemple, ne devons nous pas décrire la situation de la personne qui doit déposer ses ordures ménagères dans un container déjà débordant comme une situation socialement comparable à celle d'une personne à qui un interlocuteur potentiel refuse le dialogue ? Afin d'éclaircir le travail dans lequel les acteurs concernés par la question de la propreté des rue doivent s'engager pour produire un cadre collectif d'action, nous aurons à nous interroger sur la pertinence heuristique d'une description en termes de « conversation par gestes » à la manière de G. H. Mead.

C'est en rapport à ces trois modes de construction de la concertation informelle que nous nous interrogerons sur la manière dont les acteurs peuvent réagir à une situation trouble, engager une enquête pour l'explorer, s'unir afin de construire une communauté d'enquêteurs. Très concrètement, que fait la personne que nous évoquons tout de suite, son sac poubelle à la main, au bout de la rue, devant un container plein que les services de nettoyages n'ont pas vidé ? Rentre-t-elle chez elle ? Dépose-t-elle quand même ses ordures sur le tas qui s'amoncelle ? En parle-t-elle à ses voisins ? Écrit-elle au Maire ou va-t-elle se plaindre dans une réunion des habitants de son quartier ? Participe-t-elle à une opération commune,

---

l'offenseur qui voit ainsi sa face restaurée », (Céline Bonicco : « Goffman et l'ordre de l'interaction Un exemple de sociologie compréhensive », in *Philonsorbonne* n° 1/Année 2006-07, p. 41).

militante ou bénévole de nettoyage fortement médiatisée ?

On nous permettra d'exposer ici, de manière sans doute trop abstraite, quelques idées que nous empruntons à J. Dewey. Lorsqu'elle s'inscrit dans la continuité de l'expérience des personnes concernées, allant de soi, la question du sens de la situation n'est pas thématifiée. Les actions des uns et des autres produisent alors des effets attendus qui confirment leur ajustement avec l'environnement. Des ruptures apparaissent lorsque surviennent des situations troubles dont les éléments constitutifs « ne tiennent pas ensemble »<sup>27</sup>, et lorsque les personnes qui s'y trouvent engagées ne parviennent pas à réaliser certaines tendances à l'action que leurs habitudes ont renforcées (ce qui est le cas de l'individu qui porte son sac poubelle au container plein). La situation nécessite alors un travail d'ajustement que J. Dewey désigne sous le nom d'enquête<sup>28</sup>.

Il importe de retenir que la situation n'est pas en soi problématique, mais que c'est l'enquête qui la pose comme telle. « Le premier résultat de la mise en œuvre de l'enquête est que la situation est déclarée problématique. Constaté qu'une situation exige une enquête est le premier pas de l'enquête (...) Un problème représente la transformation partielle par l'enquête d'une situation problématique en une situation déterminée. C'est un dicton familier et plein de sens qu'un problème bien posé est à moitié résolu. Découvrir ce que sont le ou les problèmes qu'une situation problématique pose à l'enquête, c'est déjà être bien avancé dans l'enquête »<sup>29</sup>. Décontenancé, l'homme au sac poubelle peut rentrer chez lui, il peut abandonner son sac poubelle sur place pour, en quelque sorte, se débarrasser du problème, il peut chercher à s'informer auprès de ses voisins ou de la mairie<sup>30</sup>...

---

<sup>27</sup> « L'enquête est la transformation contrôlée ou dirigée d'une situation indéterminée en une situation qui est si déterminée en ses distinctions et relations constitutives qu'elle convertit les éléments de la situation originelle en un tout unifié » : Dewey J. : *Logique La théorie de l'enquête*, Paris, P. U. F., 1967, p. 169.

<sup>28</sup> Dewey J. : *Logique La théorie de l'enquête*, Paris, P. U. F., 1967, p. 169.

<sup>29</sup> Dewey J. : *Logique La théorie de l'enquête*, Paris, P. U. F., 1967, p. 172.

<sup>30</sup> Une rapide plongée dans les détails du processus d'enquête nous paraît indispensable pour donner une idée de la « logique » que nous souhaitons mettre au jour :

Si l'on veut restaurer la continuité de l'expérience, les situations troubles doivent être explorées afin de recenser et d'identifier les obstacles et les ressources parmi les éléments dispersés qui les composent ; elles doivent être « examinées afin d'y trouver des éléments qui puissent mener à les définir puis à les résoudre » (J. Zask, « l'enquête sociale comme inter-objectivation », dans *La croyance et l'enquête. Aux sources du pragmatisme*, revue Raisons pratiques n°15, Paris, EHESS, 2004, p.143) Il faut d'abord rechercher les éléments constitutifs déterminés de la situation indéterminée. Puisqu'il existe des faits déterminés « le premier pas dans l'établissement d'un

Il importe de comprendre ici que l'enquête ne vise pas seulement une meilleure connaissance de l'environnement mais qu'elle concerne également le sujet qui s'y engage et qui apprend, par là, à mieux se connaître tout en se modifiant lui-même. De ce point de vue, l'enquête est une expérimentation produisant une exploration de nos possibilités d'action et une transformation de nous-mêmes autant que de l'environnement.

Dans une vision pragmatique de l'environnement, on ne s'accorde pas en référence à la réalité ou à la vérité mais « en fonction de la convergence de nos activités »<sup>31</sup>. Cette dernière remarque nous permet d'envisager la constitution d'une « communauté d'enquêteurs »<sup>32</sup>

---

problème est de les organiser dans l'observation » (J. Dewey, *Logique : La théorie de l'enquête*, Paris, P.U.F., 1993, p. 174). Ces observations constituent « les éléments du problème ». Il faut en tenir compte pour proposer une solution. La solution se présente sous la forme d'une idée. « Les idées sont des conséquences anticipées (des prévisions) de ce qui arrivera quand certaines opérations seront effectuées en tenant compte des conditions observées et sous leur direction » (J. Dewey, *Logique : La théorie de l'enquête*, Paris, P.U.F., 1993, p. 174). L'observation des faits et la suggestion des significations ou idées se développent en corrélation : « Plus les éléments du problème viennent au jour après avoir été soumis à l'observation, plus claire et plus pertinentes deviennent les conceptions concernant la façon de traiter le problème constitué par ces faits » (J. Dewey, *Logique : La théorie de l'enquête*, Paris, P.U.F., 1993, p. 174). L'enquête s'en trouve désormais *dirigée* : certains des faits nouvellement observés seront choisis et décrits en fonction de leur capacité à s'associer aux faits précédemment observés. « Le nouvel ordre de faits suggère une idée modifiée (ou hypothèse) qui occasionne de nouvelles observations dont le résultat de nouveau détermine un nouvel ordre de faits et ainsi de suite jusqu'à ce que l'ordre existant soit unifié et complet. Au cours de ce processus sériel les idées qui représentent des solutions possibles sont éprouvées ou prouvées » (J. Dewey, *Logique : La théorie de l'enquête*, Paris, P.U.F., 1993, p. 179).

<sup>31</sup> J. Zask, « l'enquête sociale comme inter-objectivation », dans *La croyance et l'enquête. Aux sources du pragmatisme*, revue Raisons pratiques n°15, Paris, EHESS, 2004, p. 322.

<sup>32</sup> « L'établissement de communautés d'enquêtes n'est (...) utile que dans la mesure où celles-ci permettent à des publics dispersés, à des « individus perdus » ou à des groupes sociaux exclus ou sacrifiés d'identifier leurs intérêts relatifs à un environnement dont les significations et les dynamiques, complexifiés par les effets des sciences, en sont venu à leur échapper complètement, et auxquelles les traductions et habitudes partagées ne se connectent plus », (J. Zask, « l'enquête sociale comme inter-objectivation », dans *La croyance et l'enquête. Aux sources du pragmatisme*, revue Raisons pratiques n°15, Paris, EHESS, 2004, p. 323).

## 2 - Eléments de mise en œuvre de la méthode

### 2 – 1 *La méthode comparative*

À un premier niveau, on peut dire que, par l'analyse des dissemblances et des ressemblances, la comparaison permet de faire apparaître pleinement la singularité de chaque site et de produire des généralisations directement contrôlables.

À l'inverse d'une démarche inductive, courant fatalement le risque d'une grande perte d'informations, nous retiendrons que la comparaison, nous enjoignant de ruser avec l'inépuisable indexicalité des situations sociales qui nous intéressent<sup>33</sup>, respecte les caractéristiques singulières d'« individualités historiques »<sup>34</sup> de chacune des entités comparées. Ainsi, se produisent des connaissances précises et contrastées, des analyses toujours améliorables, d'une généralité toujours conditionnelle et limitée mais contrôlée.

À l'égard d'un contrôle des généralisations abusives, il importe de faire remarquer ici que le fait que deux villes de notre enquête se trouvent en France, une au Maroc et une au Sénégal ne nous amène pas à mettre l'accent sur la dimension internationale de la comparaison. De ce point de vue, nous ne prétendons absolument pas que ces villes puissent être « représentatives » de leur cadre national.

Nous verrons plus loin que la démarche comparative a fait apparaître, entre les terrains que nous avons choisis, des singularités incomparables. Ce que l'on peut considérer comme déchet, par exemple, varie d'une ville à l'autre et les détritiques organiques ou les matières plastiques sont affectées de statuts différents. De plus, la force de contamination symbolique - voire de stigmatisation - des déchets sur l'espace de la rue et sur les riverains varie également d'un site d'enquête à l'autre.

Prenant consciences de ces différences, il nous a fallu également surmonter notre tendance à projeter nos conceptions de l'« espace public », issues de l'histoire occidentale et plus particulièrement européenne, sur l'espace des rues marocaines et sénégalaises. Ce « détour »

---

<sup>33</sup> J.-C. Passeron : *Le raisonnement sociologique*, Paris, Albin Michel, 2006, p. 369.

<sup>34</sup> M. Weber : *Essais sur la théorie de la science*, Paris, Plon, 1965, p. 152.

nous a ensuite permis de « découvrir l'étrangeté dans le familier »<sup>35</sup> et d'interroger les limites heuristiques de cette notion dans nos tentatives d'analyse concernant la coproduction de la propreté des rues dans les deux villes françaises ou nous enquêtons.

On sait que M. Mauss et P. Fauconnet affirmaient qu'« une comparaison bien conduite peut donner, en sociologie, des résultats équivalents à une expérimentation »<sup>36</sup>. Cette citation pourrait se comprendre, dans le prolongement des *Règles de la méthode sociologique*, comme l'aveu plus ou moins masqué d'une nostalgie épistémologique. La comparaison ne serait que l'ersatz d'une expérimentation inaccessible. Il nous semble cependant possible de reprendre cette expression à notre compte en donnant un sens différent à ce que peut être une expérience ou une expérimentation<sup>37</sup>, en assumant les changements de postures provoqués par l'enquête dès lors qu'elle nous impose un ajustement permanent à la diversité des situations observées. Ces transformations des enquêteurs par la comparaison sont la base de notre rapport de recherche.

## 2 - 2 Photographies, observations, entretiens...

Cette enquête s'est organisée autour de l'observation et de la photographie d'objets (les déchets, les poubelles, les caniveaux...) cristallisant, dans les rues, des rapports sociaux autant que sur la réalisation d'entretiens. Nous reviendrons plus loin et plus précisément sur nos méthodes d'investigation. Nous voudrions d'abord expliquer ici que cette approche par les objets a immédiatement mis en question les rapports sociaux qu'ils matérialisent.

En effet, nos séances de photographie ont été l'occasion de nombreuses interpellations des passants ou des riverains. Indignation, incrédulité, surprise, inquiétude... « Eh, mais vous photographiez les tas d'ordures ?! » Faut-il penser que ce que nous faisons alors était

---

<sup>35</sup> L. Lima et M. Staffen : « Comparaison internationales en politiques publiques, stratégies de recherche, méthode et interprétation », in *Revue internationale de politique comparée*, 2004/3 – vol. 11, p. 340.

<sup>36</sup> P. Fauconnet et M. Mauss : « Sociologie. », in M. Mauss, *Essais de sociologie*, Paris, Les Éditions de Minuit, 1969, p. 36.

<sup>37</sup> « Du point de vue herméneutique, l'expérience désigne une traversée qui modifie celui qui la subit. Cette traversée est une épreuve, et celle-ci peut être occasionnée par la confrontation avec un texte, une œuvre d'art, un événement ou une situation. Impliquant l'exploration et l'explicitation des effets de l'interaction qui la fonde, elle est source de découvertes sur le monde et sur soi, et elle révèle de nouvelles possibilités de compréhension et d'interprétation » A. Ogien, L. Quéré, *Le vocabulaire de la sociologie de l'action*, éditions ellipses, 2005, p.37.

« obscène », que ce qui devait rester in/vu, précipitait à la conscience de tous, cristallisait à la vue ? Il s'en suivait souvent des scénettes impromptues qu'on pourrait décrire comme autant d'échanges réparateurs permettant de resituer chacun et chaque chose à sa juste place. Nous interrogeons, devant tous les co/présents, le sens de cette scène qu'est la rue en visant ostensiblement des choses qui, pour tous, restaient « in/vues ». Il fallait donc donner un sens à la situation, sauver la face de tous les interactants (nous compris). Et puis, il fallait aussi sauver l'image de la rue, de la ville, du pays... Cela commençait le plus souvent par une explication de notre comportement bizarre, que nous devions fournir en guise d'excuse préalable. « Ah bon, vous travaillez sur la propreté des rues... vous savez la propreté des rues, nous, c'est pas vraiment notre truc... », ou encore : « ici, ça n'a pas toujours été comme ça, avant on aimait bien rester un peu dans la rue, maintenant c'est plus pareil on passe et c'est tout », « bon, alors, nous-mêmes on fait plus attention ». De nombreuses tentatives de détournement du discrédit étaient alors tentées en accusant les jeunes étourdis et négligents, les services municipaux incompétents, les nouveaux habitants du quartier mal éduqués...

Par ailleurs, comme nous l'expliquerons plus loin, afin de ne pas substantialiser le produit de nos visées, nous avons confié des appareils photographiques à des « indigènes ». Ces photographies ont été réalisées pour nous faire plaisir, mais dans de nombreux cas une certaine incompréhension fondamentale subsistait. Comment peut-on photographier ce qui est laid ou sale ? Est-ce que ces photographies ne donneront pas une très mauvaise image de la ville, du quartier ? Qu'est-ce que vont dire ceux qui nous verront faire ? Afin de comprendre la violence de l'exercice que nous avons demandé, on peut se référer à une remarque S. Carol Rogers qui, lors d'une séance de séminaire sur les enquêtes qu'elle a menées en France, rappelait que de nombreuses questions ne peuvent se poser sans risque qu'avec un accent étranger !

Nous avons pensé que les entretiens fondés sur la présentation de photographies prises par nous ou par des habitants seraient plus difficiles à assumer dans la mesure où les photographies que nous souhaitions présenter aux interviewés pourraient apparaître comme des provocations. Nous avons eu la surprise de constater qu'il n'en était rien. Comme nous le verrons plus loin, militants politiques, bénévoles associatifs, habitants, professionnels et élus documentent et objectivent leurs argumentaires concernant la question de la coproduction de la propreté des rues avec de nombreuses photographies. Le choc des photos n'a donc pas eu lieu, mais nous avons eu l'occasion de réfléchir plus profondément sur leur rôle dans les

argumentaires et dans la recherche en anthropologie.

À propos des entretiens, il convient de remarquer qu'il n'a pas été difficile d'obtenir de rendez-vous, sauf à Mulhouse où les cadres supérieurs de l'agglomération et de la mairie, conscients que la question de la propreté des rues est une question sensible fortement investie par le Front National, ont tenté de nous dissuader de poursuivre notre investigation, ont repoussé de nombreuses réunions et rendez-vous...

### 3 - Présentation des quatre terrains

#### Mohammedia

L'ancienne ville de Fédala a été renommée Mohammedia par le roi Mohammed V en 1960 à l'occasion de l'inauguration de la raffinerie de la SAMIR<sup>38</sup> devenue depuis lors le premier employeur de la ville<sup>39</sup>. On comptait 300 habitants dans l'ancienne Fédala en 1910, 25 000 en 1954 et 335 000 habitants vivent à Mohammedia en 2010<sup>40</sup>. Le port industriel créé en 1913<sup>41</sup> a permis un rapide développement économique et démographique dès le début du Protectorat. Depuis la création de la SAMIR, Mohammedia tient la première place dans les installations pétrolières marocaines ainsi que dans le développement des industries chimiques. La croissance démographique, depuis les années 70, est liée à un fort exode rural provoqué par une sécheresse récurrente. L'arrivée massive de ces personnes paupérisées a placé la ville face à un problème permanent de résorption des bidonvilles que la construction de logements neufs, ciblant le plus souvent les classes moyennes et supérieures, ne parvient pas à loger. Du point de vue de la structure urbaine, cette dynamique incontrôlée a coupé la ville en deux zones séparées par la voie ferrée (voir la carte page suivante). Cependant, si les « mal logés » se regroupent à certains endroits, il convient de reconnaître également l'existence d'habitats de fortunes disséminés dans la ville.

---

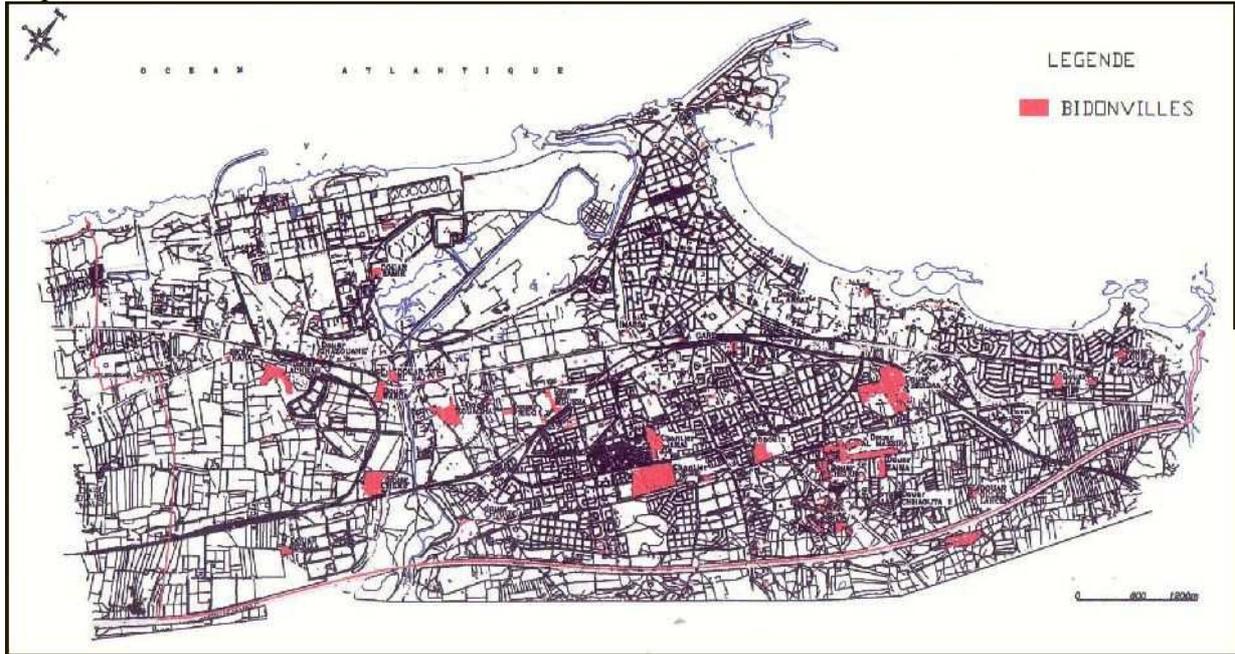
<sup>38</sup> Société Anonyme Marocaine de l'Industrie du Raffinage.

<sup>39</sup> La SAMIR emploie plus de 3000 salariés.

<sup>40</sup> A noter que la population de Mohammedia [est](#) passée de 223 000 habitants en 2003 à 327 000 en 2004 du fait du nouveau découpage administratif par l'adjonction de Ain Harrouda et [Ben](#) Yakhlef.

<sup>41</sup> Le 30 juillet 1913, le gouvernement du Maroc concédait à la compagnie Franco-Marocaine de Fédala la construction et l'exploitation du port.

## Répartition des bidonvilles à Mohammedia en 2003<sup>42</sup>



La situation de Mohammedia est désormais liée à l'évolution de Casablanca, mégapole de 5 à 6 millions d'habitants qui se trouve 30 kms face à laquelle la ville des 10 000 palmiers doit affirmer sa singularité, voire son autonomie<sup>43</sup>.

Si une part importante du développement local est due à l'industrie, il reste que Mohammedia s'est voulue « cité des fleurs et des sports élégants » avec, notamment, la création d'un golf en 1928 et d'une esplanade en 1938. « Les beaux jardins de Fédala ont transformé une plaine sablonneuse en des parterres verdoyants et fleuris toute l'année. Tout a été compris, dans cette station aussi bien hivernale qu'estivale pour le plaisir des hôtes qui viennent y chercher le repos dans le silence et dans le calme. Le motif recherché dans l'ornementation florale est des plus complexes. Tantôt de nombreuses allées se prolongent sous les palmiers ; tantôt des sentiers bordés de lauriers roses, d'ibiscus ou de bougainvillées taillées en formes diverses, serpentent au milieu des plus fraîches pelouses ; tantôt des parterres étalent la noble simplicité de leurs surfaces et de leurs lignes ; tantôt c'est la somptuosité de massifs débordants de vigueur et offrant avec profusion la double séduction de leurs fleurs et de leurs parfums. Tout

<sup>42</sup> Gaour W. Nade M. : *La gestion de la croissance informelle des villes du sud : l'exemple de la ville de Mohammedia au Maroc*, Mémoire de Master I Génie Urbain, mai 2006.

<sup>43</sup> Un document de planification, sans date, intitulé *Stratégie de développement socio/économique de la préfecture de Mohammedia*, rappelle : « Il est d'usage de dire que Mohammedia dort à côté de deux éléphants – Casablanca et Rabat – avec tous les risques que cela suppose : être écrasé ou phagocyté » (page 3).

est ici une fête pour le regard »<sup>44</sup>.

De ce point de vue, comme le souligne assez justement Péroncel – Hugoz, et comme en témoignent les photographies que nous avons prises, il semble bien que le développement industriel et le tourisme cohabitent difficilement. « Rien ne dit que les 250 hectares de la baie moha-fédalienne, aujourd'hui en majeure partie encore réservée aux nageurs et plaisanciers, et aux derniers pêcheurs – les déchets de naphte et la surpêche n'ont évidemment pas ménagé faune et flore sous marine... -, ne verront pas surgir demain ou après-demain de nouveaux quais, de nouveaux bassins et réservoirs, de nouveaux navires toujours plus pansus... Déjà, en 2010, les installations pétrolières mohammédiennes devraient ingurgiter quelques 10 millions de tonnes d'or noir, séoudien, russe ou autre – soit 4 millions de plus qu'au début de notre millénaire »<sup>45</sup>.

Afin d'assumer la double vocation industrielle et balnéaire de l'ancienne Fédala, la SAMIR, régulièrement accusée dans la presse de polluer l'air et l'eau, tente de sauver son image et celle de la ville en participant activement au nettoyage annuel des plages et en assumant l'entretien des jardins publics.

Malgré de nouveaux investissements dans la création d'infrastructures hôtelières, Mohammedia ressemble à une cité balnéaire déchue où les traces délabrées de sa splendeur passée côtoient les bâtiments les plus récents destinés à attirer une clientèle internationale fortunée. « La cité, qui affiche ses ambitions touristiques bien au-delà de la clientèle nationale, rêvant de recevoir estivants ou hivernants "hauts de gamme", Arabes du Proche-Orient, Européens, Russes, Japonais, Nord-Américains, etc., cette même cité détruit comme mécaniquement, depuis peu de lustres, ses principaux attraits traditionnels : hôtels fermés sine die ou démolis, piscine olympique en déshérence, palais Murat à tuiles vertes abandonné au jeu des gamins parmi les ronces, Casino muré, villa balnéaire royale rasée, projets immobiliers de jeter à bas même le Sphinx et l'immeuble du parc, deux chef-d'œuvre d'après guerre mondiale dus à Albert Planque (1910-1972), que viennent encore contempler des architectes étrangers de passage »<sup>46</sup>. « Il y a quelques années, des acteurs américains venaient

---

<sup>44</sup> Extrait de la revue : *Le Maroc du nord au sud* - revue mensuelle de tourisme - année 1938.

<sup>45</sup> Péroncel - Hugoz : *Le Maroc par le petit bout de la lorgnette 2000 ans d'histoires à travers le prisme d'un port atlantique (Fédala – Mohamédia)*, Atelier Fol'fer, Anet, 2010, p. 123.

<sup>46</sup> Péroncel - Hugoz : *Le Maroc par le petit bout de la lorgnette 2000 ans d'histoires à travers le prisme d'un port atlantique (Fédala – Mohamédia)*, Atelier Fol'fer, Anet, 2010, p. 215.

ici » nous diront plusieurs fédaliens. Il nous faudra comprendre comment la présence de ces infrastructures laissées à l'abandon influent sur la question de la propreté des rues.

Dans un document présentant une stratégie de développement social et économique de la région, on peut lire : « Quelques soient les choix stratégiques concernant l'industrie de Mohammedia, elle restera toujours la ville de la SAMIR, de la SNEP... du pétrole ! À notre avis, l'image de Mohammedia ne pourra être corrigée qu'avec l'image de ses grandes industries. Certaines ont commencé à verser dans l'antipollution. Il faudra aller plus loin en créant au pied de ces usines des parcs protégés (par exemple pour les oiseaux migrateurs tels que la sarcelle dorée) et des parcours sportifs. Il faudra que toutes les industries communiquent sur leurs efforts en la matière, sans se contenter de leurs sites internet. Il faudra aussi que la préfecture rende publics, en toute transparence, les résultats des mesures de la qualité de l'air qu'effectue son laboratoire, le premier à être installé au Maroc »<sup>47</sup>.

Comme élément de cadrage nous permettant d'introduire plus directement notre sujet, nous retiendrons cette remarque de Péroncel – Hugoz : « Qui aimant bien, châtiant bien, j'ai gardé pour la fin les deux sommets, l'un de laideur, l'autre d'horreur qui, à mon sens, grèvent l'avenir de "plage sélecte" voire "modèle" auxquels édiles, caïds, pachas ou gouverneurs prétendent rituellement croire pour Mohammedia...

La laideur : partout au Maroc d'ailleurs, et pas seulement l'endroit qui nous occupe ici, lequel devrait spécialement se surveiller, vu ses ambitions ; ladite laideur, donc est matérialisée par les *mika*, appellation locale des universels sacs en plastique, ici généralement noirs ou blancs, et qui déshonorent peu à peu les plus majestueux paysages de mer, campagne ou montagne, sans parler des agglomérations où ils sont quand même enlevés de temps en temps. Lorsqu'il vente, ils s'envolent ces terribles, ces increvables *mika*, ils forment des commandos allant se percher pour toujours sur les arbres, ils enlaidissent encore plus les grillages et autres barbelés, ils brillent vilainement sur champs et plages au coucher du soleil, parfois la brise les plaque sur votre pare-brise, voire sur votre bouche, peut-être pour vous empêcher de dénoncer cette atteinte à la beauté générale du pays... je peux témoigner que certains voyageurs européens, enchantés par le Maroc, ne reviennent point y séjourner à cause des seuls *mika*... »

Il importe enfin de signaler que notre recherche s'est déroulée dans une période de crise entre la mairie de Mohammedia et l'organisme délégataire chargé du ramassage des ordures

---

<sup>47</sup> *Stratégie de développement socio/économique de la préfecture de Mohammedia*, p. 28.

ménagères et du nettoyage des rues. D'un côté la mairie accuse la Techmed<sup>48</sup> de ne pas respecter le cahier de charges en ne ramassant pas régulièrement les ordures ménagères, de laisser les bacs dans lesquels les habitants déposent leurs déchets dans un état de délabrement désastreux, de ne pas nettoyer ce matériel, de ne pas le renouveler, de n'utiliser que 2 camions au lieu des 10 prévus... De l'autre, la Techmed rétorque en invoquant une dette de 48 millions de MDH que la ville n'apure pas, ce qui l'empêche de renouveler les bacs de ramassage et d'entretenir son parc de machines et de camions. Elle rappelle également que la décharge publique est inadaptée et dangereuse, qu'elle y abîme son matériel, que le nombre d'habitants, et par conséquent le volume de déchets, a considérablement augmenté. Elle affirme que les habitants se débarrassent des déchets hors des normes du cahier de charges (encombrants, gravats et déchets liés à l'entretien des jardins privés...). Les tensions sont devenues explicites en 2010 et le conflit s'est déclaré au début de l'année 2011. En novembre 2011, une nouvelle société, Sita El Beïda, a supplanté la Techmed et obtenu la délégation.

---

<sup>48</sup> Entreprise espagnole privée qui est également délégataire dans d'autres villes du Maroc comme Casablanca, Rabat, Agadir, Tanger...

Mohammedia entre tourisme et industrie...



## La communication « verte » de la SAMIR



## Mulhouse<sup>49</sup>

Les historiens de Mulhouse n'ont pas manqué de souligner les conséquences du spectaculaire essor économique de la ville au XIX<sup>e</sup> siècle et de son développement urbain<sup>50</sup>. Cité pionnière de la révolution industrielle en France, tenue en main par une bourgeoisie conquérante, Mulhouse réalise son extension spatiale selon les tracés d'une dialectique complexe intégrant industrie, urbanisme, culture technique et politique sociale.

Le projet d'urbanisme est en effet porté, dès 1840, par les débats qui agitent un milieu industriel fort préoccupé de l'agrandissement de la ville, de l'adaptation fonctionnelle de son centre et de l'incorporation en son sein de logements ouvriers. Il aboutit à la fondation de la Cité de Mulhouse, une réalisation patronale philanthropique devenue célèbre en Europe avec ses 1240 maisons sur soixante hectares, que l'histoire française du logement social considère comme sa première réalisation<sup>51</sup>. Pour comprendre cet « étonnant dynamisme patronal »<sup>52</sup> il nous semble important de souligner le rôle des confessions religieuses dans le champ économique et politique de la ville.

Ce sont des entrepreneurs calvinistes qui ont développé l'industrie mulhousienne à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle et pris le contrôle des dispositifs locaux de régulation de la « question sociale ». À bien des égards, le portrait tracé par M. Weber dans *L'éthique protestante et l'esprit du capitalisme*<sup>53</sup> est incontestablement pertinent pour décrire ce patronat local. Comprenant leur réussite économique comme une confirmation de leur salut, les entrepreneurs mulhousiens formaient une sorte de caste coupée de ceux qu'ils considéraient comme irrémédiablement perdus<sup>54</sup>. Leur adhésion à une idéologie qui considérait la place occupée dans la hiérarchie du

---

<sup>49</sup> Au 1<sup>er</sup> janvier 2009, la ville de Mulhouse comptabilisait 112 260 habitants (source INSEE), la Communauté d'Agglomération en comptait 172 561.

<sup>50</sup> S. JONAS, *Le Mulhouse industriel. Un siècle d'histoire urbaine 1740-1848*, 2 tomes, Paris, L'Harmattan, 1994 ; *Mulhouse et ses cités ouvrières. Perspective historique*, Strasbourg, Oberlin, 2003. G. LIVET et R. OBERLÉ (sous la direction de), *Histoire de Mulhouse des origines à nos jours*, Strasbourg, éditions des Dernières Nouvelles d'Alsace, 1977.

<sup>51</sup> R. QUILLIOT, R.H. GUERRAND, *Cent ans d'habitat social ; une utopie réaliste*, Albin Michel, Paris, 1989.

<sup>52</sup> S. JONAS, *Mulhouse et ses cités ouvrières. Perspective historique*, Strasbourg, Oberlin, 2003, p.7.

<sup>53</sup> M. WEBER, *L'éthique protestante et l'esprit du capitalisme*, Paris, Plon, 1964.

<sup>54</sup> « Le patron calviniste réussissant dans les affaires se considère comme un élu. Cette croyance établit une distance infranchissable entre lui et la masse indigente surtout lorsque cette dernière appartient à une autre confession religieuse » : F. OTT, *La Société Industrielle de Mulhouse 1826-1876. Ses*

travail comme le signe d'une élection divine leur permettait de justifier les salaires très bas qu'ils accordaient aux ouvriers et d'accroître une distance sociale déjà très marquée.

Ce groupe ayant conquis la mairie, ne prit que très tardivement en considération les conditions de vie de leurs ouvriers en créant la Société Mulhousienne des Cités Ouvrières en 1853. Dans son organisation concrète, la charité de ces entrepreneurs n'était pas une affaire de cœur mais de raison : en soutenant un programme de véritables « villes de santé »<sup>55</sup>, de « cités hygiéniques » où les ouvriers devaient être « mieux logés » et les loyers « moins élevés », ils se dotaient d'un outil technique de gestion de la question sociale et de développement urbain qu'il faut penser dans le cadre techniciste de la Société Industrielle de Mulhouse. À côté de des lieux permanents de production industrielle, se sont ainsi formés des lieux de permanence résidentielle comme le faubourg Dornach et le Nordfeld.

Vue d'une cité mulhousienne prise de la tour de l'église Saint-Joseph vers 1950.



Cette logique de développement urbain, caractérisée par une coupure entre les élites dirigeantes et la masse des habitants, s'est pérennisée malgré les changements d'équilibres politiques entre les représentants des confessions<sup>56</sup> puis des partis politiques. Elle était

---

*membres, son action, ses réseaux*, Strasbourg, Presses Universitaires de Strasbourg, 1999, p.453.

<sup>55</sup> Murard L., Zylberman P. : *Le petit travailleur infatigable. Villes-usines, habitat et intimités au XIX<sup>e</sup> siècle*, Recherches, Paris, 1976.

<sup>56</sup> Les patrons locaux étaient généralement calvinistes alors que leurs ouvriers étaient protestants. Afin

toujours vivace lors de la seconde industrialisation de la ville liée à l'implantation des usines Peugeot en 1962 et à l'arrivée massive de main-d'œuvre provenant du Maghreb. Aujourd'hui encore, elle contribue à une composition sociale très contrastée entre les différents quartiers de la ville.

Cette logique se retrouve également dans le champ de l'action sociale de la ville en définissant des rôles, en distribuant des ressources et en valorisant des manières de faire... Ainsi, par exemple, une enquête portant sur les systèmes locaux de pauvreté<sup>57</sup> montre que, lorsqu'on les interroge sur leur conception de l'Economie Sociale et Solidaire et sur sa place dans le développement local, les élus et responsables administratifs de la ville, quelque soit leur « couleur politique », se réfèrent essentiellement aux dispositifs techno administratif du Plan d'Insertion par l'Emploi ou au Grand Projet de Ville et non aux initiatives directes des habitants. On pourrait dire que, chez eux, la dimension verticale et techniciste de la prise de décision reste essentielle. La bienfaisance des notables éclairés descend sur la masse des « usagers » et des « bénéficiaires ».

Une première approche du fonctionnement des services de nettoyage et de ramassage des déchets confirme cette vision « descendante » de l'action technique des experts et de la décision politique locale. Cette façon de procéder appelle un travail permanent en sens contraire afin de faire « remonter » les informations et les attentes de la population. Toutefois, on constate rapidement que ces deux démarches semblent se croiser sans se rencontrer afin de créer les conditions d'une véritable concertation.

Jusqu'en janvier 2010, c'est à la communauté d'Agglomération Mulhouse Sud Alsace qu'incombait, par l'intermédiaire de son service Propreté Urbaine et Parc Auto (PUPA), la gestion de la propreté urbaine et le ramassage des ordures ménagères dans les 16 communes

---

de résister aux conditions difficiles des ouvriers, le clergé catholique organisa, en s'inspirant du modèle allemand de crédit mis en place par Raiffeisen, un crédit mutuel qui finança de nombreuses actions d'encadrement de la vie ouvrière (crèches, hospices...). D'autre part, après l'annexion de l'Alsace en 1870, les autorités allemandes remplacèrent les ouvriers qui avaient rejoint la France par de « vieux allemands » (comprendre des allemands d'origine) dont la plupart étaient syndicalistes et socialistes. A partir de ce moment les tensions entre les confessions se doublèrent de tensions explicitement politique et syndicales.

<sup>57</sup> Bessette J.-M. , Guinchard C., Jouvét L. et Ogorzelec L. : *Mieux comprendre les systèmes locaux de pauvreté à partir de l'étude des villes de Besançon et Mulhouse*, LASA, Université de Franche-Comté, rapport pour l'Observatoire National de la Pauvreté et de l'Exclusion Sociale, 2006.

de la CAMSA. Depuis le 4 janvier 2010, cette instance s'est étendue à 32 communes qui forment désormais la communauté d'Agglomération Mulhouse Alsace Agglomération (M2A), actuellement responsable de la propreté urbaine et de la collecte des déchets ménagers. En 2009, la CAMSA assumait la gestion de plus de 3000 poubelles publiques, ramassait 4200 tonnes de déchets et 40 tonnes de déjections canines par an, nettoyait 600 km de rues. Pour cela elle mobilisait 120 agents de propreté, 420 camions de ramassage des ordures ménagères et fonctionnait grâce à un budget annuel de 5M €.

Face à cet outil technique, le Service Action Territoriale de la ville de Mulhouse (SAT) met en place les campagnes de sensibilisation en s'appuyant sur les conseils de quartier. Ainsi au niveau des actions des services de la ville, la dernière campagne de sensibilisation<sup>58</sup> a consisté à encourager la participation des habitants par des affiches portant le slogan : « *Objectif propreté : 500 agents... et VOUS. Ensemble pour une ville plus propre* ».



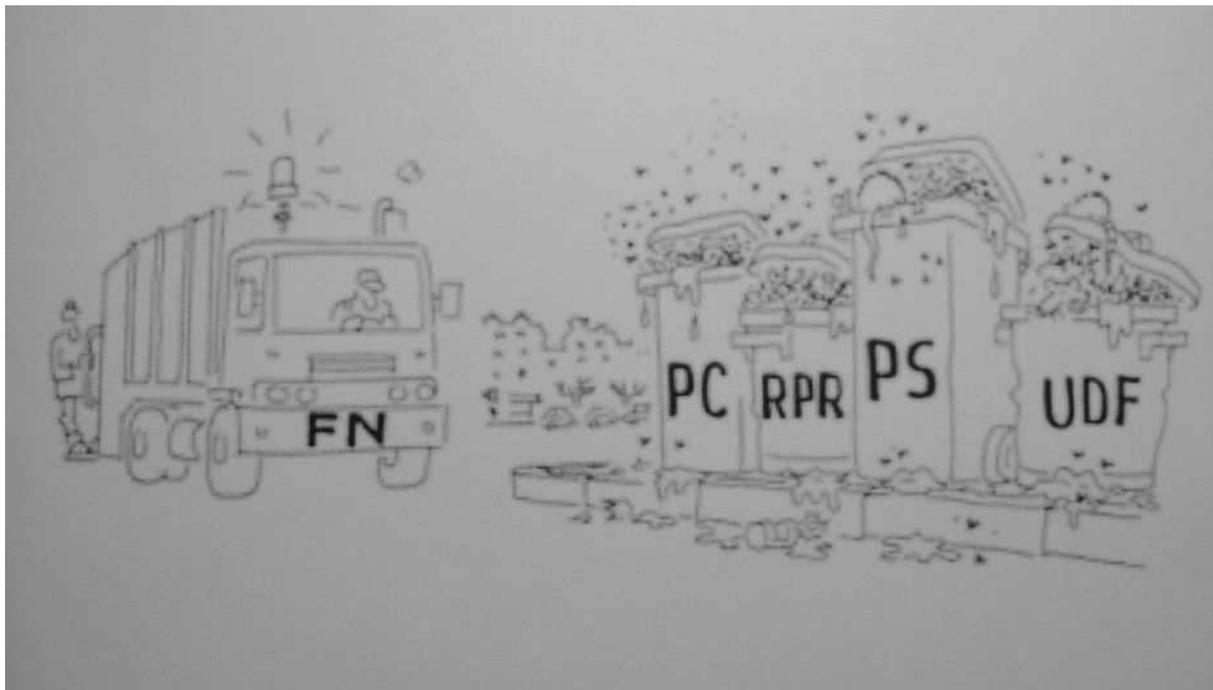
De plus, ce service, enregistre depuis plusieurs années les plaintes concernant la propreté des espaces publics. Ces dernières sont essentiellement liées à des difficultés de concertation entre les services techniques et les habitants et concernent généralement le ramassage des ordures

---

<sup>58</sup> Cette campagne de sensibilisation date de 2008.

ménagères. En effet, alors que l'ensemble des communes de l'agglomération mulhousienne a recours depuis de nombreuses années à un système de ramassage à partir de bacs, la ville de Mulhouse laisse les habitants déposer leurs sacs poubelles sur les trottoirs dans le cadre de la collecte des ordures ménagères. Régulièrement déposés en dehors des heures de collecte malgré la réglementation en vigueur, ces sacs garnissent les rues de la ville quand ils ne sont pas éventrés, leur contenu répandu sur les trottoirs ou la chaussée.

Sans cohérence d'ensemble, les logiques d'actions de la communauté d'agglomération et des services de la ville se perdent entre des réponses essentiellement techniques et des tentatives maladroites d'encadrement et de mobilisation des habitants. Les difficultés posées par ce défaut de concertation sont reprises par les partis politiques d'opposition, notamment le Front National. Au lieu de chercher à surmonter le trouble causé par l'état de propreté des rues en créant davantage de coordination, les acteurs politiques augmentent ainsi les tensions entre les différents interactants concernés par la question de la propreté des rues.



## Besançon<sup>59</sup>

Si Mulhouse a connu une incontestable explosion économique et démographique au XIX<sup>e</sup> siècle, il semble pertinent de caractériser Besançon à la même époque par une relative « stagnation »<sup>60</sup>. Ça n'est que très progressivement, après la seconde guerre mondiale, que la ville s'étendra en dehors de la boucle où elle s'est tenue « recroquevillée »<sup>61</sup> pendant plusieurs siècles. Aujourd'hui, la ville s'étend sur un axe nord-est/sud-ouest qui semble favoriser le sud-ouest en raison des contraintes du relief. C'est dans cette partie que se développent les zones d'habitat et de travail les plus denses de la ville. Peuplée d'ecclésiastiques, de militaires et de personnels administratifs réunis par son statut de capitale régionale, Besançon fût une ville tertiaire qui s'est, semble-t-il caractérisée par un véritable « parasitisme rentier »<sup>62</sup>. Ce n'est qu'à partir du XIX<sup>e</sup> siècle qu'elle s'industrialisa dans le domaine de l'horlogerie et du textile. Aujourd'hui, le secteur tertiaire reste le principal pourvoyeur d'emplois, l'industrie n'étant plus représentée, après la crise des années 1970 et 1980, que par quelques petites et moyennes entreprises spécialisées notamment dans les microtechniques.

Pendant plusieurs décennies Besançon fut une ville de gauche dans un département et une région traditionnellement de droite face auxquels elle entendait se positionner clairement. De fait, qu'il s'agisse de culture, de politiques sociales ou d'environnement, la commune a assumé pleinement ses choix et concrétisé ses aspirations. Pour cela, élus locaux et responsables administratifs s'accordent pour affirmer l'existence et la nécessité d'une « volonté politique forte ».

Si, à Mulhouse se manifestent des antagonismes et une distance sociale marquée entre « décisionnaires » et « bénéficiaires », à Besançon s'exprime un mutuellisme résurgent fortement ancré dans un ensemble de pratiques et de représentations qui associent l'image de la ville aux « inventeurs sociaux ». Du « C'est possible ! » des « Hors la loi de Palente », à la création d'une caisse solidaire ou du premier Jardin de Cocagne, en passant par la mise en

---

<sup>59</sup> Au 1er janvier 2006, la commune de Besançon comptabilisait 117 080 habitants (source INSEE)

<sup>60</sup> Sur ce thème, on peut se référer à C. Fohlen : « De la prospérité à la stagnation », dans *Histoire de Besançon, tome II*, Paris, Nouvelle librairie de France, 1965, pp.135-323.

<sup>61</sup> Borraz O. : *Gouverner une ville. Besançon 1959-1989*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 1998, p.28.

<sup>62</sup> Braudel F. : *L'identité de la France*, Paris, Flammarion, 1990, p.192.

place du Minimum Social Garanti<sup>63</sup>, Besançon est en effet connue pour son inscription dans une tradition d'innovation sociale. La cohérence et la résistance de cette tradition s'imposent à l'attention des notables locaux. Des habitudes de pensée et de travail se sont installées permettant de fédérer les élus de différentes tendances, les institutions et les professionnels. D'une manière générale, l'accent est notamment mis sur les modalités d'associations des acteurs (usagers compris). Nos travaux<sup>64</sup> montrent qu'au niveau des innovations portées par les associations comme au niveau de celles portées par la ville, la définition des cibles importe moins que les manières de se concerter et d'accorder une forte autonomie aux usagers.

Par ailleurs, la ville semble s'être engagée dans une politique suivie de développement durable : « première ville verte de France », reconnue par divers magazines comme « une ville où il fait bon vivre », Besançon est la « première régie publique certifiée sur sa gestion durable du cycle urbain de l'eau »<sup>65</sup> et propose la « meilleure offre de transports en commun de province ». Si la ville est remarquable pour ses innovations sociales, elle l'est donc tout autant pour la gestion de son image de « ville propre ». Contrairement à Mulhouse, nulle part ne sont mentionnés de problèmes de rupture d'expérience concernant l'état de propreté des rues. D'autre part, la ville s'est récemment distinguée par une opération de sensibilisation originale qui s'inscrit pleinement dans le prolongement des conceptions locales que nous venons d'évoquer. En effet, afin de lutter contre les chewing-gums usagés qui souillent ses trottoirs pavés, la ville invite à les coller sur des cibles en carton affichées au-dessus des poubelles du centre ville.

On peut également penser que la question de la propreté des rues prend un sens particulier dans le cadre du classement des quais de la ville au patrimoine mondial de l'UNESCO ainsi que dans celui du projet de création d'un tram passant en face de ces quais.

---

<sup>63</sup> Sur ce moment spécifique de l'histoire sociale de Besançon nous renvoyons à notre étude Guinchard C. : *Vers un diagnostic sociologique du Minimum Social Garanti*, Rapport de recherche pour le Secrétariat d'Etat à la consommation, Université de Franche-Comté, 1987.

<sup>64</sup> Bessette J.-M., Guinchard C., Juvet L. et Ogorzelec L. : *Mieux comprendre les systèmes locaux de pauvreté à partir de l'étude des villes de Besançon et Mulhouse*, LASA, Université de Franche-Comté, rapport pour l'Observatoire National de la Pauvreté et de l'Exclusion Sociale, 2006.

<sup>65</sup> ISO 9001 (qualité et suivi à l'utilisateur) et ISO 14001 (démarche environnementale) en 2007.

Photographie satellite de Besançon (source : CNES Spot image). On voit nettement la vieille ville dans la boucle dessinée par le Doubs.



Si la collecte des ordures ménagères est gérée par la communauté d'agglomération du Grand Besançon, celle de la propreté des rues, contrairement à ce qui se passe à Mulhouse, relève du service Voirie-Propreté de la ville. La production de la propreté des rues s'organise essentiellement autour de trois axes : « Proximité », une « unité anti-tags » et une « unité de lutte contre les déjections canines ».

Proximité est présenté comme un outil de « renfort » aux activités ordinaires du service Voirie-Propreté. Tout habitant peut contacter le service par le biais de Proximité. L'appel est pris en compte, la rédaction d'une « fiche » permet d'en garder la trace, et une date

d'intervention du service est programmée. Un courrier est ensuite envoyé à la personne qui a pris contact afin de l'avertir du jour et de l'heure de l'intervention. Pour les techniciens et les élus, Proximité permet de :

- visibiliser le travail du service ;
- définir les rôles et les responsabilités réciproques du service et des usagers ;
- avoir un contact direct avec la population ;
- mesurer l'intérêt que les gens accordent à la propreté de leur ville ;
- affiner le plan de propreté ;
- cibler les problèmes ;
- revaloriser le service.

Depuis 2000, le service Voirie-Propreté est chargé du nettoyage des tags dans le domaine public mais également dans le domaine privé où s'exerce un système de contrat-assurance.

Convaincu qu' « on ne peut régler la problématique animal que si l'on travaille en proximité avec les propriétaires de chien », le service mène des actions de « responsabilisation » et de « sensibilisation » où l'objectif est d' « obtenir un changement de comportement durable ». Pour ce faire, le service organise des campagnes de communication visuelle et multiplie les rencontres avec les propriétaires de chien. Ces rencontres s'effectuent avec les partenaires du service sur cette question spécifique : vétérinaires, clubs canins locaux, société canine de Franche-Comté. En 2008, ce partenariat a donné lieu à une « grande fête du chien » intitulée « Animal citoyen, maître citoyen ».

Ces trois outils confèrent tous une forte autonomie aux habitants. Cette dernière doit être encadrée et soutenue par des informations ainsi que par le rappel de la responsabilité de tous en la matière... Dans les brochures et à travers les actions municipales, on constate que le travail technique de nettoyage est complété par un travail de sensibilisation permanent. Cette mission est au cœur du profil de poste du directeur adjoint du service Voirie-Propreté.

Besançon, quais Vauban



## Rufisque (Sénégal)

Bien avant de ressembler à une excroissance de l'agglomération dakaroise, la ville de Rufisque fut, au XVI<sup>e</sup> siècle, un des premiers et principaux comptoirs coloniaux sur la Côte atlantique de l'Afrique de l'Ouest. Son nom rappelle d'ailleurs que ce comptoir a d'abord été occupé par des Hollandais mais aussi et surtout par des Portugais, Rufisque étant une déformation de *Rio-fresco*, la *rivière fraîche*, désignant un petit cours d'eau qui longeait la côte et qui était réputé apporter un peu de fraîcheur. En wolof cependant, la ville est généralement désignée sous le nom de *Tëngéej*, qui selon les interprétations viendrait de *Teen-géej* (« puits de la mer ») ou *Tàng-géej* (littéralement la « mer chaude » mais renvoyant pour certain à la toponymie d'une clairière défrichée par le feu au bord de la mer). De nombreux récits de voyages en témoignent : Rufisque a longtemps été un port et un important carrefour commercial, capitale du royaume du Cayor, et ce avant même que Dakar ne soit fondée.

Les premiers habitants de Rufisque étaient des pêcheurs Lebous, wolophones autochtones de la presqu'île du Cap Vert. Après Saint-Louis et Gorée en 1872, le décret du 12 juin 1880 a d'ailleurs fait de Rufisque une commune de plein exercice et de ses habitants des citoyens français, sept ans avant Dakar. Rufisque restera ainsi jusqu'à l'indépendance en 1960 une des « quatre communes » du Sénégal, statut spécial unique dans l'Empire colonial. Jusqu'au début des années 1980, Rufisque a été un port important et un des principaux centres industriels du Sénégal, amorçant véritablement son déclin avec la crise arachidière de la fin des années 1970<sup>66</sup>.

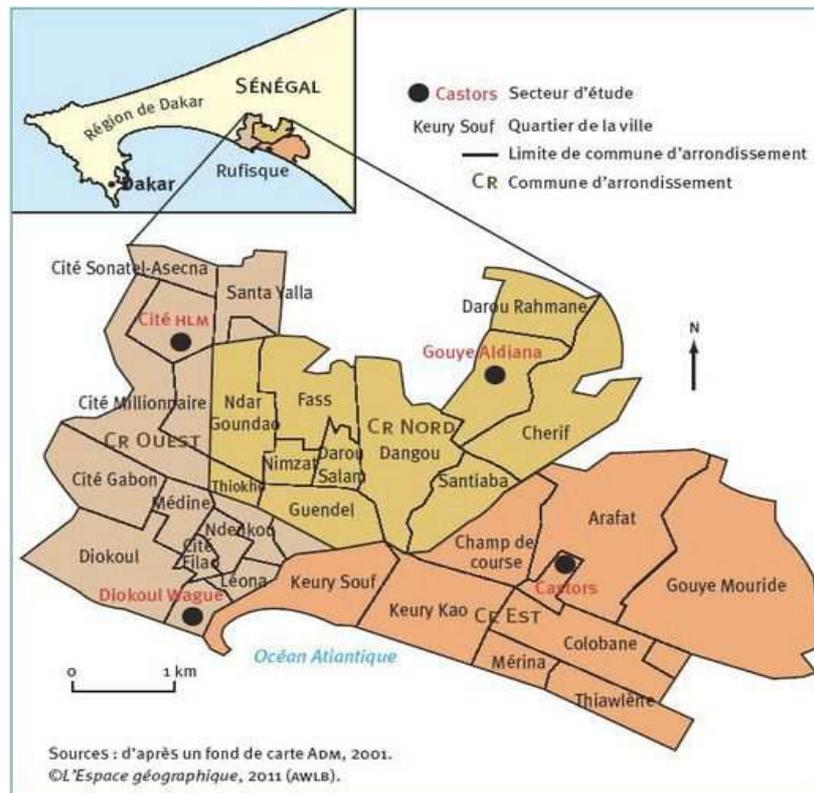
Aujourd'hui, la ville apparaît comme un patchwork de quartiers hétéroclites. Les vieux quartiers de Rufisque Est, entre la route principale et le front de mer, gardent encore les vestiges de la vieille ville coloniale, avec ses maisons semblables à celles que l'on trouve dans les vieux quartiers du Plateau à Dakar ou sur l'île de Saint-Louis et qui ne sont pas sans rappeler certaines rues de la Havane à Cuba. Cependant, faute d'entretien et

---

<sup>66</sup> Sur l'histoire de la ville de Rufisque, voir notamment Dubresson A., « L'espace Dakar Rufisque en devenir. De l'héritage urbain à la croissance industrielle », *Travaux et documents de l'ORSTOM*, 1979 ; Benga A. N., *Pouvoir central et pouvoir local. La gestion municipale à l'épreuve. Rufisque, Sénégal (1924-1964)*, Université Paris VII-Denis Diderot, 1995 ; Diouf M., *Rufisque : des villages "lebu" à la ville européenne*, mémoire de maîtrise en histoire, Université de Paris I, 1976 ;

d'investissements, ces bâtiments sont malheureusement très délabrés, certains tombant même en ruines, symboles d'une ville dont l'histoire est celle d'une longue relégation. Au sud de Rufisque Ouest, se trouvent encore de vieux quartiers lébous (Diokoul), qui remontent à l'époque coloniale, peu structurés mais se distinguant par un fort investissement communautaire. Au nord, les quartiers Cité HLM et Cité millionnaire relèvent plutôt de quartiers résidentiels planifiés. Quant aux quartiers de Rufisque Nord (Guendel, Gouye Aldiana, Chérif, Darou Rahmane...) et aux prolongements de Rufisque Ouest (Champ de course, Arafat, Gouye mouride...), il s'agit encore de quartiers faiblement structurés, peu irrigués par les interventions publiques et très marqués par les problèmes d'insalubrité.

Plan des principaux quartiers de la commune de Rufisque<sup>67</sup>



Le visage de la ville de Rufisque a considérablement changé ces dernières décennies. Malgré une très forte croissance démographique, elle est aujourd'hui devenue, avec près de 180 000 habitants, une ville secondaire bientôt avalée par sa voisine qui a déjà digéré Pikine et Guédiawaye. L'ensemble constitue la Région de Dakar qui comprend les quatre départements

<sup>67</sup> Cf. Sy, I. (al.), « Gestion de l'espace urbain et morbidité des pathologies liées à l'assainissement à Rufisque (Sénégal) », *L'espace géographique*, tome 40, 2011/1, p. 50.

de Dakar, Pikine, Guédiawaye et Rufisque. La commune de Rufisque s'étend, quant à elle, sur 42 km<sup>2</sup> et compte 92 quartiers. Elle est la principale ville du département de Rufisque qui s'étend du sud au nord de la racine de la Presqu'île du Cap Vert, intégrant notamment les communes de Bargny et de Sébikotane.

La population rufisquoise est particulièrement jeune, 66 % de la population ayant moins de 25 ans<sup>68</sup>. Elle est, en outre, majoritairement féminine, phénomène s'expliquant prioritairement par l'émigration de travail des hommes à l'étranger ou à Dakar même. La capitale est certes très proche, mais les difficultés en termes de temps et de coût d'un aller-retour quotidien font que les Rufisquois qui travaillent à Dakar y restent parfois la semaine entière. On notera cependant que Rufisque connaît un fort accroissement de sa population. Ce phénomène s'explique par l'augmentation du coût de la vie et plus particulièrement de l'immobilier à Dakar, par l'arrivée de populations provenant de l'intérieur du pays, attirées par les « lumières » de la capitale, et par l'immigration sous-régionale, notamment de la Guinée voisine (Conakry).

La ville de Rufisque est d'abord perçue au Sénégal comme une ville de passage, traversée par l'unique route reliant l'agglomération dakaroise à l'intérieur du pays<sup>69</sup>. Lorsque l'on quitte Dakar, l'entrée de Rufisque est généralement synonyme d'effroyables embouteillages. Au loin, la vue sur la SOCOCIM, réputée être la plus grande cimenterie d'Afrique de l'Ouest, qui projette aux alentours sa poussière de ciment, ajoute encore au sentiment de désolation.

---

<sup>68</sup> Rassemblement Général de la Population et de l'Habitat (RGPH), 2002.

<sup>69</sup> On parle communément de la « Route de Rufisque », la traversée même de Rufisque pouvant durer plusieurs heures à cause des embouteillages. A noter qu'une autoroute de contournement de Rufisque et de Bargny vient d'être inaugurée en février 2012 et qu'elle devrait considérablement décongestionner la traversée de la « vieille ville ».

## Vue sur la cimenterie SOCOCIM depuis l'entrée de Rufisque en venant de Dakar

Les nuisances de la pollution automobile, du bruit, des embouteillages et les incivilités des automobilistes et autres passagers de transports collectifs (« Cars rapides », « Ndiaga Ndiaye, « 7 places »...) font ainsi partie du quotidien des Rufisquois. En outre, la route nationale longe et traverse plusieurs des canaux à ciel ouvert, particulièrement nauséabonds et qui participent largement de la réputation de la ville comme étant une des plus sales du pays<sup>70</sup>. De tailles très diverses, plus ou moins longs, des plus larges au plus étroits, qu'ils soient ou non bétonnés, ces canaux se comptent au nombre de 13 sur l'ensemble de la ville et s'étendent sur 14 Km. À l'origine, ce maillage de canaux devait permettre de drainer les eaux de pluie, pendant l'hivernage, vers la mer. En effet, à l'instar d'autres villes de banlieue, la ville de Rufisque se trouve sur un plateau argileux, instable et peu propice à la construction, qui s'élève à moins de vingt mètres, certains des vieux quartiers se trouvant même dans une demi-cuvette où se trouvait anciennement l'embouchure de la lagune<sup>71</sup>. Qu'ils datent de l'époque coloniale ou qu'ils aient été construits plus récemment, ces canaux n'ont jamais fait l'objet d'une véritable réfection. Le plus souvent bouchés, ils sont pollués et encombrés de déchets liquides et solides, des plus dégradables aux plus durables, des plus inoffensifs aux plus

<sup>70</sup> Sy I., *La gestion de la salubrité à Rufisque (Sénégal). Enjeux sanitaires et pratiques urbaines*, Thèse de doctorat en géographie, Strasbourg, 2006.

<sup>71</sup> *Ibid.*, p. 73.

pathogènes, plus ou moins visibles et odorants<sup>72</sup>. En outre, à la saison des pluies, approximativement de mi-juillet à mi-septembre, ces canaux sont le plus souvent inondés, débordent sur la route, ralentissent encore le trafic et attirent les moustiques, vecteurs de propagation du paludisme et autres troubles pathogènes. Régulièrement, les pouvoirs publics ou des habitants évoquent la nécessité de couvrir ces canaux. Cependant, au-delà du problème de « moyens » soulevés par les élus et techniciens de la mairie, se pose la question de savoir comment les populations répondraient en pratique à cette couverture des canaux pour évacuer leurs déchets.

La saison des pluies est particulièrement préoccupante en termes de salubrité, les habitants ayant pris l'habitude, encore plus que le reste de l'année, d'y verser leurs déchets et eaux usées, voire même d'y vider leurs fosses septiques. Pour toutes ces raisons, la question de la propreté et du traitement des déchets dans une ville telle que Rufisque est un enjeu majeur, tant pour les populations résidentes que pour celles qui la traversent, tant pour les pouvoirs publics<sup>73</sup> que pour le développement de toute une économie dite « informelle » de traitement, de ramassage et de recyclage de ces déchets<sup>74</sup>.

---

<sup>72</sup> Gaye M., Diallo F., *Programme d'assainissement de Diokoul et quartiers environnants à Rufisque*, Etude de cas publiée par la Coalition Internationale pour l'Habitat (HIC), Mexico, 1996 ; Mathieu M., *La stagnation des eaux à Rufisque (Sénégal). Une ville vouée à l'engorgement par les eaux ?*, Mémoire de maîtrise de géographie, Strasbourg, 2004.

<sup>73</sup> La Direction des services techniques de la ville de Rufisque s'efforce ainsi d'organiser chaque année, sans grand succès auprès des populations, des « Opérations pré-hivernales Augias » visant à associer les services municipaux, les délégués de quartiers, les populations... pour engager un nettoyage actif de la ville et de ses canaux sur une période définie, souvent de quelques jours.

<sup>74</sup> Cf. Cisse O., *L'argent des déchets. L'économie informelle à Dakar*, Paris, Karthala, 2008.

Un des grands canaux de la ville de Rufisque (Canal de la ceinture)



Petit canal longeant la route principale de Rufisque :



## DEUXIEME PARTIE

### QUE DISENT LES PHOTOGRAPHIES ?

#### **La fonction heuristique de la photographie dans cette recherche**

Généralement, on considère que la photographie est le produit d'une sorte d'émanation de l'objet. Empreinte matérielle des photons sur une surface sensible, elle paraît nous mettre directement en contact avec ce qui est photographié. Sorte de « certificat de présence »<sup>75</sup>, l'image produite par cette technique semble donner les gages d'une objectivité sans faille lui permettant de se présenter comme la preuve d'une irrécusable existence. Dans le prolongement du réalisme irréfléchi que nous adoptons habituellement face à une photographie, on pourrait dire que c'est moins le cliché qui colle au réel que le réel qui s'attache au cliché<sup>76</sup>. Plus qu'une empreinte, l'image photographique paraît posséder la capacité de restituer quelque chose de la présence de l'objet. Cette forme d'appréhension produit un rapport spécifique à l'image : lorsqu'on regarde une photographie, il semble que la vue traverse le papier pour rejoindre la chose photographiée et nous conduire auprès d'elle. Ainsi, dans une perspective réaliste, il n'est de « bonne » photographie que dans l'oubli d'elle-même. Évalué en fonction de sa fidélité à l'objet, le cliché doit être transparent comme une vitre afin de nous donner un accès aussi direct que possible à la chose photographiée. L'art du photographe se réduit à choisir les meilleures conditions d'éclairage, la meilleure vitesse... afin de nous mettre, pour ainsi dire, en contact avec la chose telle qu'elle est dans la pureté de son essence.

Cependant, loin de se réduire à l'enregistrement passif d'un donné autosuffisant, la photographie est un artéfact totalement dépendant de la façon dont le photographe utilise son

---

<sup>75</sup> R. Barthes : *La chambre claire*, in *Oeuvres complètes*, Tome III, Paris, Seuil, 1995, p. 1169.

<sup>76</sup> Le réalisme spontané du sens commun peut s'appuyer sur la notion d'index depuis les travaux de R. Krauss (*Le photographique Pour une théorie des écarts*, Paris, Macula, 1990) et de P. Dubois (*L'acte photographique*, Paris, Nathan, 1990).

appareil<sup>77</sup>. En fait, par delà sa « force d'évidence »<sup>78</sup>, toute photographie relève d'une intentionnalité et se produit comme une rencontre, médiatisée par un appareillage technique, entre un regard et un objet « visé ». Le photographe ne nous donne pas à voir une empreinte fidèle du réel, il nous propose de partager une « prise de vue » produite activement. Tout change selon la façon dont il fait varier l'angle, la focale, la vitesse... De sorte que, lorsque nous regardons un cliché, la chose photographiée ne se tient pas sous notre regard telle qu'elle se présente à nous dans une donation originelle mais telle qu'elle est re/présentée à travers les choix de ce technicien. À cet égard, rien n'est moins directement « réaliste » qu'une photographie car elle est, en elle-même, d'emblée, un commentaire supposant un type spécifique, le plus souvent non thématique, de rapport avec cette chose.

Partant de ce qui précède, on comprendra que nous ne souhaitons pas être pris dans la question scolaire du rapport plus ou moins fidèle de la copie au modèle mais nous situer dans la problématique scientifique de la visée constitutive d'un objet<sup>79</sup>. Nous avons voulu renverser l'usage commun dans lequel « le pouvoir d'authentification prime le pouvoir de représentation »<sup>80</sup> afin d'utiliser la photographie comme moyen de mise en perspective et de re/construction de l'objet. Nous souhaitons, grâce à nos photographies, re/présenter, faire

---

<sup>77</sup> « L'acte photographique implique nécessairement une sélection dans les données, révélant certains éléments en laissant d'autres en dehors du cadre. La photographie n'est donc pas une copie stricte ou une imitation radicale du réel créée grâce à la neutralité indépendamment de l'interprétation sélective du photographe. On le sait, ce n'est pas l'appareil qui prend les photos mais bien le photographe qui laisse échapper sa manière de percevoir et de construire le monde selon des déterminations subjectives mais aussi biologiques, culturelles et encore techniques. Bref, l'image n'est pas le réel », (A. Piette : *Le mode mineur de la réalité Paradoxe et photographies en anthropologie*, Louvain-La-Neuve, Peeters, 1992, p. 28).

<sup>78</sup> R. Barthes : *La chambre claire*, in *Oeuvres complètes*, Tome III, Paris, Seuil, 1995, p. 1183.

<sup>79</sup> Ainsi, selon A. Rouillé « Chaque parcours dans la ville déroule une infinité de visées éphémères, qui se défont avec le mouvement, qui changent avec les perspectives, qui varient avec les points de vue. Immatérielles ces visées ne sont pas des choses, n'appartiennent pas à la ville, mais viennent s'attribuer à elle pour la démultiplier, pour la faire entrer en variations infinies. Une même ville (matérielle) recèle autant de villes (virtuelles) que de visées, de points de vue, de perspectives, de parcours. Les clichés photographiques ne sont pas la reproduction de fragments de la ville matérielle, mais des actualisations (finies) de ces villes virtuelles (infinies). Moins des enregistrements que des ralentissements.

Le photographe ne rencontre jamais les choses qu'au travers de visées, qu'au fil de parcours, et qu'au sein d'un système gouverné par la perspective géométrique. Il ne photographie pas des choses, mais des agencements agrégeant indissociablement des choses et des états de choses matériels avec des entités incorporelles, en particulier des visées », (*La photographie. Entre document et art contemporain*, Paris Gallimard, 2005, p. 264).

<sup>80</sup> R. Barthes : *La chambre claire*, in *Oeuvres complètes*, Tome III, Paris, Seuil, 1995, p. 1170.

re/émerger la chose pour mieux la comprendre. Dans ce but, construit sur la volonté de mettre en place un nouveau regard et non sur l'approfondissement de notre vision habituelle, ce rapport tente en quelque sorte de donner une seconde chance à la présentation des déchets, des rues...

Mais plus encore, l'enquête que nous avons menée pourrait se présenter à la manière d'une « fabrication de phénomènes »<sup>81</sup>. Ici, regarder à travers le viseur d'un appareil photographique n'est pas le prolongement d'une « attitude naturelle »<sup>82</sup>, c'est une modification du voir pré/réflexif. Notre travail repose sur la construction d'une attention et l'explicitation d'une intention conscientes. Instrument de rupture avec nos pré/vision<sup>83</sup>, l'appareil photographique s'intègre ainsi à un projet de changement de système explicatif. Dépasant son statut de simple outil technique de prises de vue, il ne devient instrument scientifique qu'à ce prix.

La construction d'un dispositif d'enquête, aussi rudimentaire soit-il, est le premier pas qui permet cette transformation. Ainsi, dans le but de rompre avec la vision spontanée de la propreté des rues, nous avons d'abord organisé notre enquête photographique en suivant régulièrement (une fois par mois) deux parcours définis dans chaque ville française. Ces parcours nous ont permis d'avoir une vision globale de chaque ville en intégrant, dans chacune, la diversité de cadres qui la caractérise (citée HLM, espaces résidentiels, rues commerçantes, parkings...). Il importe de préciser qu'au long des mois, nous avons suivi ces parcours à différents moments de la semaine et de la journée afin de neutraliser les effets qui pourraient résulter des rythmes de nettoyage mis en place par les services publics locaux. Nous n'avons pas pu mettre en place un tel rythme dans nos parcours à Rufisque et à Mohammedia. Cependant, nous avons procédé dans ces villes en suivant les mêmes parcours aussi régulièrement que possible.

Ces parcours nous ont, par ailleurs, permis d'introduire une autre dimension de l'enquête photographique qu'il convient d'explicitier. Pour la saisir, on peut dire qu'à un premier niveau, si l'on sépare les prises de vue les unes des autres, la photographie fige ce qu'elle vise. Les scientifiques ont compris cependant, dès le XIX<sup>e</sup> siècle, notamment avec les travaux de J.-A. Marey, que des séries chronologiques de photographies, cadrées par un protocole précis et

<sup>81</sup> G. Bachelard : *L'activité rationaliste de la physique contemporaine*, Paris, P. U. F. 1951, p. 17.

<sup>82</sup> A. Rouillé rappelle à juste titre le rôle de la mécanisation de la vérité dans la photographie documentaire (*La photographie. Entre document et art contemporain*, Paris Gallimard, 2005, p. 75).

<sup>83</sup> Ces pré/visions ne sont-elles pas les formes visuelles des « prénotions » !

rigoureux, peuvent nous permettre d'identifier aisément les phases d'un mouvement ou les étapes d'un changement<sup>84</sup>. Il nous semble nécessaire d'insister ici sur le fait qu'il ne s'agit pas de donner l'illusion de la continuité - à la manière dont Bergson parlait du cinéma - mais, au contraire, de donner à voir des discontinuités.

Il importe de souligner que cette démarche systématique et réitérée, différencie nos photographies de celles que prennent les gens à qui nous confions des appareils : les techniciens des services de nettoyages qui justifient leur travail et alimentent en exemples leurs campagnes de sensibilisation, les militants écologistes ou ceux du front national qui dénoncent la pollution ou la saleté de certains quartiers et de certains groupes sociaux ou ethniques.

Ainsi, les militants du Front National à Mulhouse, sur leur blog, autant que les bénévoles associatifs de l'Association des Enseignants des Sciences de la Vie et de la Terre (AESVT) à Mohammedia s'appuient sur des photographies pour prouver la vérité de leurs affirmations et légitimer leurs plaintes concernant la saleté des rues. Productrice de certitude, garanties du réalisme d'une proposition, ces photographies tiennent lieu de la chose dans leur argumentation. Adhérente à leurs référents, fondée sur un contact direct avec l'objet qu'elles placent en quelque sorte « sous les yeux » des interlocuteurs, leur mobilisation vise à clore tout échange d'arguments verbal en se référant à quelque chose d'indiscutable. Si l'on réfléchit à la manière dont ces photographies s'intègrent à une argumentation on ne peut manquer de penser à l'« hypothypose » qui vise à rendre la chose et l'interlocuteur co/présents. S'accompagnant de l'expression exclamative d'un constat – « voilà ! » – cette utilisation des photographies – qui « parlent d'elles-mêmes » – produit une réduction des possibilités de discours : il n'est plus temps de discuter, il faut agir.

---

<sup>84</sup> Sur les travaux de J. A. Marey on peut se reporter à l'ouvrage d'A. Rouillé : *La photographie. Entre document et art contemporain*, Paris, Gallimard, 2005, pages 94 et suivantes.

Exemple de photographie postée sur le site du Front National Mulhousien : « Les élus du Rassemblement des Mulhousiens avec Patrick BINDER », 6 mai 2007.

**dimanche, 06 mai 2007**

Encore une belle image de Mulhouse...



Cette "poubelle" se trouve face au Tram depuis presque un an... belle démonstration de propreté et hygiène pour les touristes et ceux qui viennent faire leurs achats à Mulhouse.

08:35 Publié dans [Carnet de bord Mulhouse](#) | [Lien permanent](#) | [Commentaires \(2\)](#) | [Envoyer cette note](#) | **Tags :** [Mulhouse](#), [France](#), [propreté](#)

## Affiche de l'AESVT à Mohammedia

Association des Enseignants  
des Sciences de la Vie et de la Terre du Maroc  
Section de Mohammedia



# حمديّة

!!!!!!!!!!!!

### Appel à TECMED

L'AESVT Mohammedia et les visiteurs du centre d'éducation à l'environnement s'indignent du laisser-aller de la gestion des déchets solides en face du centre. Ce point noir pollue la rue et nous incommode par ses odeurs désagréables et s'oppose aux messages que nous diffusons.

Nous demandons aux responsables de la gestion de la collecte des déchets de tenir compte de cette nuisance située à l'entrée du centre.



جماعة مد-سي غو5& خا2 & لا- 0 . / - مركز تدريّة وبلدّة  
ستدكر & تر#م& نفا ) & طبة \$ لقا%# \$ ! ما+ مدخل& مركز ! ما  
\$ شكل من ! ضو! ! تتمثل في أمر ! هج ! كرس#ة ! شو! ! المذظن/و! عا !  
لمدخل& مركز إنفاق هولا ك مع (د0 / نت حسوسي (ذ&/و! ع! .  
& "#! ! نطل بالمسؤ! (ن عن تلب(ر جمع لنفا0 / با لأخذ بع(ن الاغبا !  
ان! ! لا ضو! ! لها#ة (مغووة! ! لا! ! حل جه% \$ لا! .

AESVT Maroc, Section de Mohammedia. N° 16 Bis, Avenue des F.A.R, Mohammedia.

Email: [aesvtmohamedia@yahoo.fr](mailto:aesvtmohamedia@yahoo.fr)

Web: [www.aesvt-maroc.org](http://www.aesvt-maroc.org)

Tel/ Fax : 05 23 32 46 88

GSM: 06 68 46 74 76

Faisant un pas de plus, on peut penser ici en termes de « conversation par gestes » afin de mieux comprendre le statut des photographies dans le discours des militants et des bénévoles. Dans ce cadre interactif, les photographies peuvent être considérées comme des « symboles significatifs » appelant les mêmes réponses chez tous les partenaires de la conversation. Ainsi, provoquant la même répulsion chez tous ceux à qui elle est montrée comme chez ceux qui l'ont prise, la photographie d'un dépôt sauvage de déchets ménagers suscite l'envie d'agir, de nettoyer la place sans délais... Il n'est pas nécessaire de se référer à des significations abstraites, à des commentaires, ou à quoi que ce soit de ce genre ; la signification de ce geste tient tout entier dans la réponse qu'il appelle.

Sans déroger à la logique que nous venons de présenter, reprenant les photographies d'une exposition que nous avons préparée conjointement au mois d'octobre 2011, les militants de l'AESVT ont organisé une sorte de contre/exposition lors de la présentation du matériel de l'entreprise de ramassage qui devait assumer la propreté des rues de Mohammedia le mois suivant. C'est l'ensemble des photographies que nous avons alors réunies qui a été mobilisé afin d'interpeller l'entreprise et de positionner l'association comme interlocuteur inaugurant une conversation par gestes.

Exposition de photographies réalisées pendant notre enquête au local de l'AESVT :



Toutes les personnes que nous avons rencontrées ne sont pas engagées dans de telles démarches collectives encadrant leur perception de la question qui nous préoccupe. Il était nécessaire pour nous de permettre l'expression de la vision propre aux habitants en confiant à certains d'entre eux des appareils photos<sup>85</sup> avec la consigne de nous rapporter des photographies nous permettant de mieux comprendre le phénomène en question. Sans prétendre essayer de voir avec leurs yeux, il s'agissait de relativiser notre manière de regarder en la confrontant à d'autres. C'est ainsi que nous avons constaté que les professionnels du nettoyage bisontin intègrent les tags à leur conception de la propreté urbaine et que certaines jeunes femmes de Rufisque photographient la boue plus que les déchets lorsqu'elles veulent donner à voir la saleté dans les rues de leur ville.

Il importe cependant de préciser que le seul fait de prendre des photographies sur la base d'une telle consigne a modifié la sensibilité des « photographes » et rendu la saleté davantage visible à leurs yeux. Notre demande a fonctionné comme un « breaching » ethnométhodologique appelant l'attention de ces personnes sur des choses habituellement « vues mais non remarquées ». Toute prise en compte de leurs photographies et toute analyse de leurs propos doit donc tenir compte de cette « sur/visibilisation » de la saleté.

Il convient de tenir compte des effets que nous avons mentionnés plus haut pour évaluer le contenu des commentaires que les photographies ont pu susciter chez ceux à qui nous avons demandé de se faire photographes ainsi que chez les personnes à qui nous avons montré des photographies lors d'entretiens ou lors de l'exposition que nous avons organisée à Mohammedia en octobre 2011. Ainsi, d'une part, lors de l'exposition, une personne a reconnu sur une photographie prise dans sa rue, juste en face de chez elle, la présence d'un bac à ordures débordant et affirmé qu'elle n'avait jamais remarqué, jusqu'à ce moment, la saleté entourant sa maison. D'autre part, les photographies présentant des situations troubles (ordures débordant d'un container, déchets jonchant les trottoirs...) ont été perçues comme des symboles significatifs appelant des réponses spontanées orientées vers l'action (il faudrait faire ceci...) autant que des dénonciations (c'est scandaleux...).

D'un point de vue heuristique, il serait cependant absurde et tout à fait infécond d'envisager la méthode que nous avons suivie comme l'application d'un protocole rigide s'imposant du

---

<sup>85</sup> Nous avons distribué 20 appareils photographiques compacts (5 par site) à des habitants.

dehors au réel empirique. Fidèles à la perspective pragmatique que nous avons choisie<sup>86</sup>, nous l'avons mise en œuvre comme un processus d'ajustement aux informations imprévues ainsi qu'aux contraintes surgissant au fil de notre engagement sur le terrain.

Ainsi, par exemple, partant de notre expérience d'enquêteurs photographes à Mohammedia, nous avons pu nous rendre compte de coupures radicales - qui nous ont en quelque sorte « sauté aux yeux » - entre des espaces qui nous paraissaient caractérisés par une grande propreté et d'autres qui nous semblaient très sales. Ce qui nous a d'abord étonnés, c'est la grande proximité du propre et du sale nettement - voire brusquement - juxtaposés sans qu'on puisse identifier des zones de transition. Dans une même rue, ces discontinuités étaient le plus souvent matérialisées par des palissades, des murs ou marquées par des changements dans les matériaux recouvrant les trottoirs... Elles étaient également presque tangibles, lorsqu'à l'occasion d'un carrefour, nous passions d'une portion de rue à une autre. De ce point de vue l'appareil photo a été l'occasion d'une expérience troublante que nous nous sommes gardés d'éclaircir trop rapidement afin d'ouvrir une enquête dans l'enquête<sup>87</sup>. Au lieu de considérer notre investigation de manière hypothético-déductive, comme une épreuve nous permettant de valider ou invalider finalement nos hypothèses, nos concepts, notre méthodologie... nous avons choisi de nous engager dans un processus inductif d'ajustement au terrain. C'est ce processus que nous tenterons de présenter ici.

---

<sup>86</sup> « Dire que l'expérience est une affaire d'organisation dynamique c'est dire qu'elle invente, dans un développement temporel, un ordre pour réduire l'indétermination des situations, résoudre les problèmes de tension, d'incompatibilité et de conflit posés par le couplage de l'organisme et de l'environnement, et atteindre un équilibre dans leurs interactions. Lorsqu'elle est positive, elle se traduit par des réponses intégrées. Lorsqu'elle est négative, il y a désorganisation et paralysie, et, comme le dit Goffman, « *la réalité flotte (alors) de manière anémique* », (A. Ogien, L. Quéré, *Le vocabulaire de la sociologie de l'action*, éditions ellipses, 2005, p.38).

<sup>87</sup> Selon Dewey, « la situation indéterminée devient problème dans le cours même du processus qui le soumet à l'enquête. (...) Le premier résultat de la mise en œuvre de l'enquête est que la situation est déclarée problématique. Constaté qu'une situation exige une enquête est le premier pas de l'enquête. (...) Un problème représente la transformation partielle par l'enquête d'une situation problématique en une situation déterminée. C'est un dicton familier et plein de sens qu'un problème bien posé est à moitié résolu. Découvrir ce que sont le ou les problèmes qu'une situation problématique pose à l'enquête, c'est être déjà bien avancé dans l'enquête » J. Dewey, *Logique. La théorie de l'enquête*, Paris, PUF, 1967, p.172.

### **Assumer une écriture photographique :**

*« ... une séquence photographique bien faite suscite un très grand nombre de comparaisons et ainsi un grand nombre d'interprétations, et ce qui justifie que nous puissions continuer à attribuer toujours plus de sens à ce qui reste, après tout, un petit nombre d'images »<sup>88</sup>.*

Nous avons tenté de restituer dans les pages qui suivent, au moyen de photographies, à des fins d'analyse scientifique, l'expérience que nous avons vécue en explorant les rues des quatre villes où nous enquêtons au moyen de photographies. Dans la perspective d'investigation que nous tentons ici de mettre en œuvre, l'expérience n'est pas seulement une prise en compte passive des variations d'un réel objectivé par notre regard armé d'appareils photographiques. C'est aussi cette expérience dont il convient de rendre compte dans ce rapport pour assumer une perspective scientifique.

Notre écriture photographique prolonge la conception méthodologique de la visée photographique que nous avons présenté plus haut. Les pages qui suivent reposent sur le fait que nous assumons pleinement nos prises de vues comme des décisions méthodologiques.

À cet égard, l'ordre dans lequel nous présentons les 92 photographies de ce corpus est fondé sur l'idée qu'elles n'ont absolument pas pour nous le statut d'indice ou d'index que leur accordent certains historiens de la photographie.

Aucune de ces photographies ne possède le statut d'illustration<sup>89</sup>. Elles n'accompagnent pas un texte afin de faciliter une meilleure représentation des choses. Elles ne mettent pas des images en face des mots afin de soutenir la compréhension de ceux qui n'ont pas éprouvé l'expérience dont nous parlons. Il ne s'agit pas davantage de rendre sensible une posture théorique ou de compléter notre texte en le lestant d'indexicalité.

Nous ne souhaitons pas seulement faire voir mais produire de l'intelligibilité. Dans ce but, après avoir été une méthode heuristique, la photographie est une technique d'écriture que

---

<sup>88</sup> Becker H. S. : « Catégories et comparaisons : comment trouvons nous du sens aux photographies », in *Paroles et musique*, Paris, L'Harmattan, 2003, p. 49.

<sup>89</sup> Ce qui n'est pas le cas de toutes les photographies non numérotées de ce rapport.

nous revendiquons comme telle.

Nous espérons que la logique d'exposition de nos résultats donnera, par elle-même, à penser autant qu'à voir. Dans ce but, nous voudrions demander au lecteur de faire une pause après avoir regardé ces 92 photographies, de récapituler ce qu'il a vu, d'y revenir... avant de poursuivre sa lecture. En effet, ces pages présentent ce qui a été pour nous un réel effort d'écriture au sens propre du terme.

Ces photographies ont été choisies dans une logique typologique - et donc qualitative - que nous assumons pleinement d'un point de vue méthodologique. Ainsi, si nous avons réuni près de deux milles photos de poubelles débordantes, plus de deux cent photos de dépôts sauvage de déchets... il serait difficile de dire en quoi celles que nous avons retenues pour les présenter ici sont les plus représentatives. Suivant le précepte méthodologique webérien, après nous être longuement penché sur nos données, nous avons décidé de forcer le trait<sup>90</sup>, de produire une sorte d'exagération mesurée afin de présenter certaines tendances qui nous paraissent traduire les dynamiques à l'œuvre dans les quatre villes où nous avons enquêté. Nous avons donc tenté de déformer ces choses sans les rendre méconnaissables afin de nous permettre de mieux les comprendre. En classant ces photographies, pour les présenter, nous avons donc essayé de construire « un cosmos non contradictoire de relations pensées »<sup>91</sup>.

De même que toute écriture ne prend sens que par une lecture qui la complète, les photographies présentées ici forment un appel à la liberté et à la générosité du lecteur afin qu'il collabore à la création du sens proposé... Nous lui demandons surtout de penser au contenu de ces photographies, non pas en les envisageant une par une, mais en les resituant les unes par rapport aux autres, dans leur enchaînement<sup>92</sup>. En effet, nous avons non seulement

---

<sup>90</sup> « On obtient un idéal type en accentuant unilatéralement un ou plusieurs points de vue et en enchaînant une multitude de phénomènes donnés isolément, diffus et discrets, que l'on trouve tantôt en grand nombre, tantôt en petit nombre et par endroits pas du tout, qu'on ordonne selon les précédents point de vue choisis unilatéralement, pour former un tableau de pensée homogène. On ne trouvera nulle part empiriquement un pareil tableau dans sa pureté conceptuelle : il est une utopie. Le travail historique aura pour tâche de déterminer dans chaque cas particulier combien la réalité se rapproche ou s'écarte de ce tableau idéal... » : M. Weber : *Essais sur la théorie de la science*, Paris, Pocket, 1992, p. 172 -173.

<sup>91</sup> M. Weber : *Essais sur la théorie de la science*, Paris, Pocket, 1992, p. 172.

<sup>92</sup> La signification de chacun des clichés et la cohérence du tout que ce rapport tente de constituer vient également des comparaisons et renvois que le lecteur peut et, dans une certaine mesure doit, faire lui-même. A cet égard, le lecteur doit être actif : « on attend de lui qu'il se souvienne pleinement de

tenté de faire en sorte que les photographies propres à chaque terrain forment un ensemble, mais aussi, que toutes celles que nous présentons ici, d'un terrain à l'autre, forment des renvois entre elles.

Il nous semble important de signaler également que notre attente à l'égard du lecteur est fortement liée à la dimension comparative de notre recherche telle que nous l'avons présentée plus haut : Que montrent spécifiquement les photographies prises dans chaque site ? Que pouvons nous constater de commun ou de différent entre les photos prises à Mohammedia, Mulhouse, Besançon et Rufisque ? Existe-t-il des situations radicalement singulières que nous pourrions qualifier d'incomparables ?

Même s'il ne s'agit pas de présenter de « belles » photographies, il s'agit bien d'une esthétique au sens rigoureux du terme. Pour cette présentation, afin d'accroître la visibilité des arrangements de choses caractérisant les situations observées, nous avons systématiquement, et tout à fait artificiellement, augmenté les contrastes, saturé les couleurs... à l'aide des logiciels de traitement d'image que nous avons utilisés. Les rues des villes où nous avons travaillé ne se voient pas, à l'œil nu, comme nous les rendons visibles.

Le but est de faire saisir - à travers chaque photographie et surtout à partir de la manière dont on peut les comparer entre elles - une traduction matérielle de la concertation telle que nous la présentons plus haut. Pour cela, nous ne montrons que peu de personnes mais, dans chaque photographie, nous tentons de rendre visibles des agencements de choses<sup>93</sup>. À cet égard, les images sont indirectement indicatives. On pourrait anticiper sur ce qui suit et proposer une sorte de guide de lecture en disant dès à présent que la concertation des actants concernés, comme la propreté, est relativement invisible, alors que ses difficultés se traduisent de manière visible.

---

chaque image dans tous ses détails et nuances, car les éléments les plus discrets deviennent signifiants par la suite sous forme d'échos et d'allusions », (Trachtenberg A. : *Reading American Photographs : Images as History – Matthew Brady to Walker Evans*, New-York, Hill and Wang, 1989, page 259, cité par Becker H. S. : « Catégories et comparaisons : comment trouvons nous du sens aux photographies », in *Paroles et musique*, Paris, L'Harmattan, 2003, p. 42).

<sup>93</sup> Ainsi, par exemple, la photographie 26 nous montre une personne déposant ses déchets ménagers dans une poubelle collective. Cependant, ça n'est pas pour cette raison que cette photographie a été choisie et présentée dans ce rapport. C'est le contraste qu'elle permet de souligner entre l'état des équipements de ramassage des déchets qu'elle présente et celui qu'on peut voir grâce aux photos 37 à 44 qui lui donne le sens qu'elle prend dans notre travail.

On comprendra que, dans ce dispositif d'investigation, c'est le discours qui nous permet de planter le regard « sous la ligne de flottaison du visible »<sup>94</sup> afin de saisir ce que les photographies nous disent de la concertation entre les personnes ainsi qu'entre les institutions engagées dans la coproduction de la propreté des rues.

Il faut recourir, non pas à la seule photographie considérée comme autonome et portant son sens à elle seule, ainsi que le pensent les tenants de l'ethno/photothographie<sup>95</sup>, mais faire un détour par le discours en accompagnant le regard grâce à la description et au commentaire de ce qu'on donne à voir. C'est non seulement en tant que série – comme le pense H. Becker<sup>96</sup> – mais dans le va-et-vient entre les photographies et les mots que se situe notre travail, en produisant et en faisant produire des discours qui accompagnent les prises de vues.

---

<sup>94</sup> J.-L. Marion : *La croisée du visible*, Paris, P. U. F., 1996, p. 52.

<sup>95</sup> L. E. Robinson Achutti : *L'homme sur la photo. Manuel de photoethnographie*, Paris Téraèdre, 2004.

<sup>96</sup> Voir les textes consacrés à la photographie dans *Propos sur l'art*, (Paris, L'Harmattan, 1999), et *Paroles et musique* (Paris, L'Harmattan, 2003).

**Photographies prises à Besançon**

Photographie 1 : Place Battant



Photographie 2 : Place de la Révolution



Photographie 3 : Parc Grandvelle



Photographie 4 : Rue Battant



Photographie 5 : Quartier Battant



Photographie 6 : Quartier Battant



Photographie 7 : Planoise



Photographie 8 : Planoise



Photographie 9 : Centre ville



Photographie 10 : Centre ville



Photographie 11 : centre ville



Photographie 12 : Planoise



Photographie 13 : Planoise



Photographie 14 : Planoise Place Cassin



Photographie 15 : Parc Grandvelle



Photographie 16 : parc Grandvelle



Photographie 17 : Parc Grandvelle



Photographie 18 : Grande rue Centre ville



Photographie 19 : Place de la Révolution



Photographie 20 : Gande rue Centre ville



Photographie 21 : Grande rue Centre ville



**Photographies prises à Mohammedia**

Photographie 22, Centre ville, près de la gare



Photographie 23 : Centre ville, près de la mairie



Photographie 24 : Abords de la plage



Photographie 25 : Abords de la plage



Photographie 26 : Centre ville



Photographie 27 : Centre ville



Photographie 28 : Centre ville



Photographie 29 : Abords de la plage



Photographie 30 : Centre ville



Photographie 31 : Centre ville



Photographie 32 : Centre ville



Photographie 33 : Centre ville



Photographie 34 : Vieille ville



Photographie 35 : Vieille ville



Photographie 36 : Ville haute



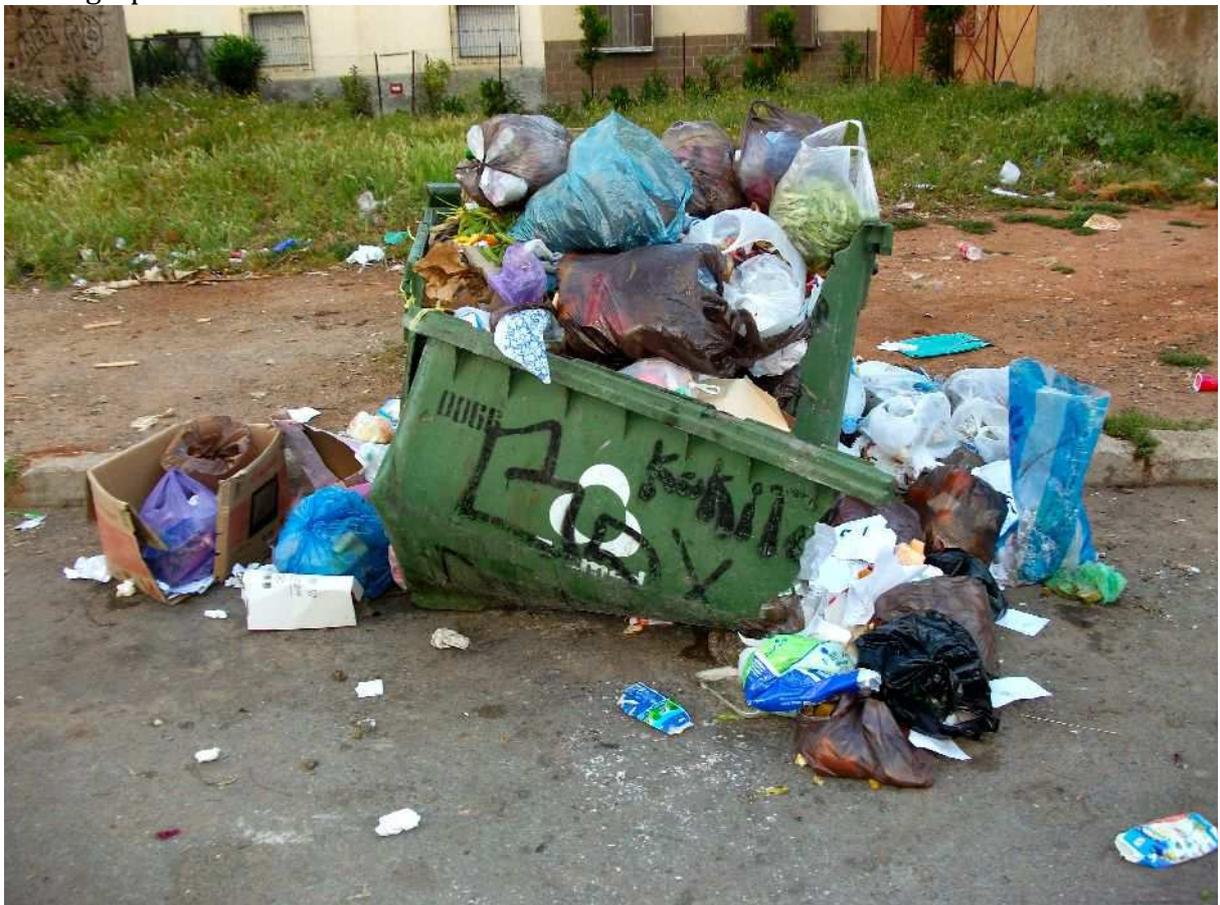
Photographie 37 : Ville haute



Photographie 38 : Abords de la plage



Photographie 39 : Centre ville



Photographie 40 : Ville haute



Photographie 41 : Centre ville, devant l'AESVT



Photographie 42 : Centre ville, devant l'AESVT



Photographie 43 : Centre ville devant l'AESVT



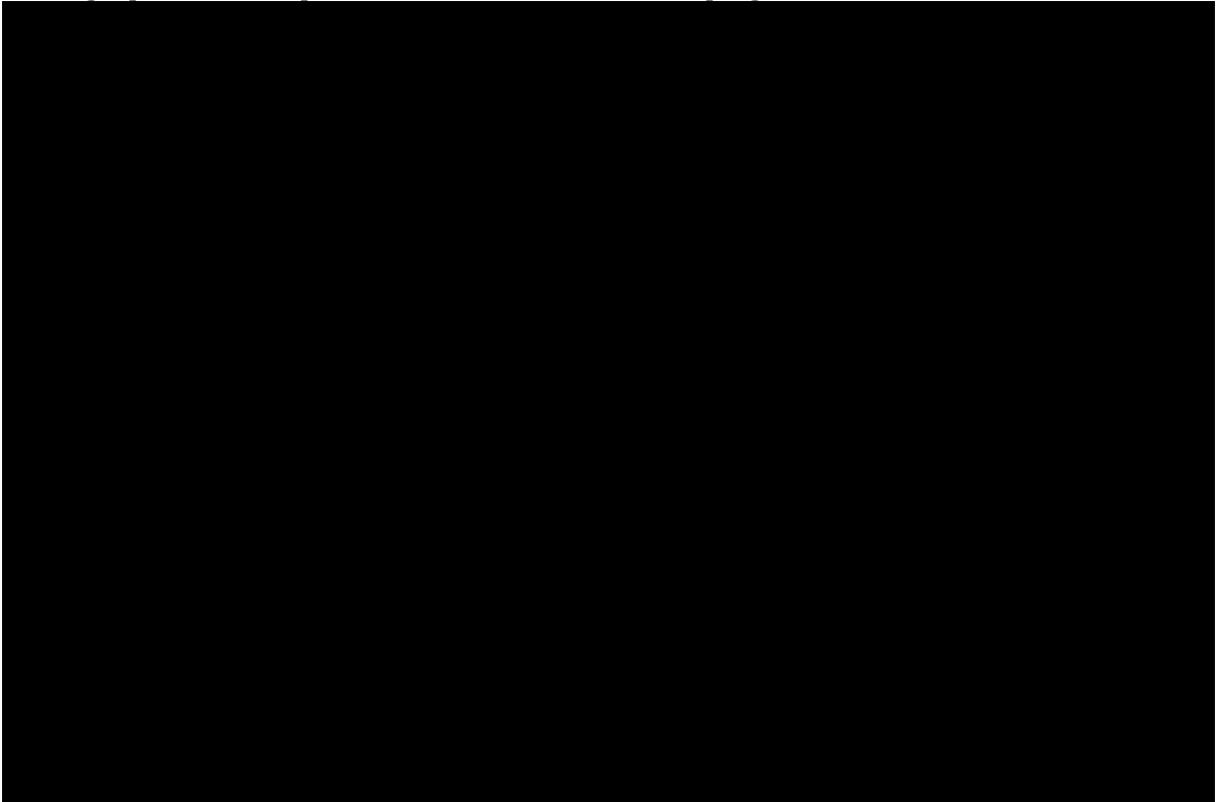
Photographie 44 : Centre ville devant l'AESVT



Photographie 45 : La plage



Photographie 46 : Un panneau d'information sur la plage



## **Photographies prises à Mulhouse**

Photographie 47 : Près de l'église Sainte Geneviève



Photographie 48 : Centre ville



Photographie 49 : Centre ville



Photographie 50 : Centre ville



Photographie 51 :



Photographie 52



Photographie 53



Photographie 54



Photographie 55



Photographie 56



Photographie 57



Photographie 58



Photographie 59



Photographie 60



Photographie 61



Photographie 62



Photographie 63



Photographie 64



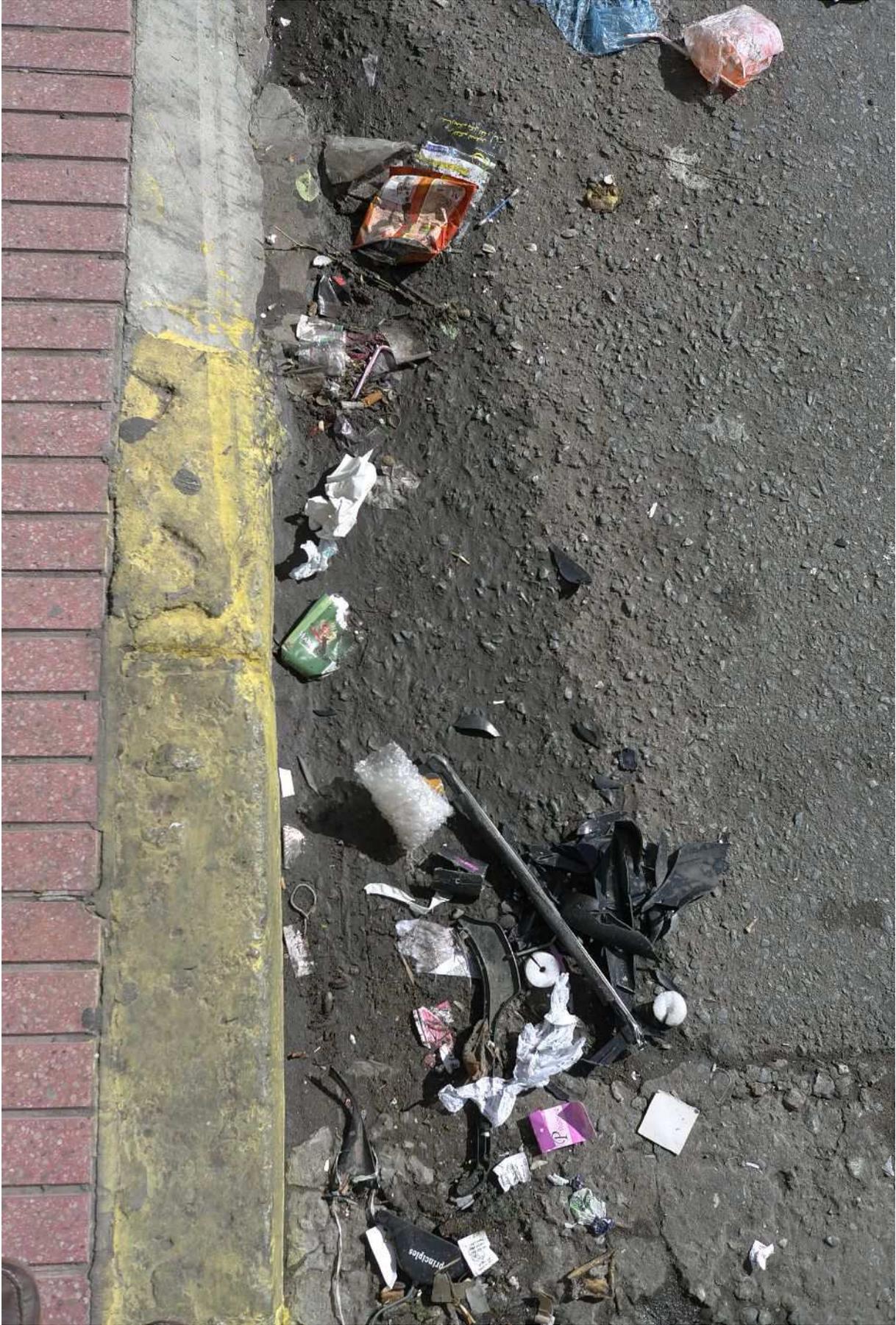
Photographie 65



Photographie 66



Photographie 67



Photographie 68



## **Photographies prises à Rufisque**

Photographie 69 : Fresque à la sortie de Dakar, sur la route de Rufisque



Photographie 70 : Fresque sur le mur d'une école, Rufisque Ouest



Photographie 71 : Panneau « Interdit de déposer des ordures » sur le terrain d'une maison en chantier, quartier Gouye mouride



Photographie 72 : Fresque invitant à lutter contre la saleté (« Saleté baxoul » = « la saleté, ce n'est pas bon »)



Photographie 73 : «Défense des déposer des ordures, SVP », quartier Keury Kaw



Photographie 74 : Poubelle « italienne » (« rifiuto organico » = « déchets organiques »)



Photographie 75 : Camion de ramassage d'ordures



Photographie 76 : Femme venant déverser des déchets dans un canal, quartier Guendel



**Photographie 77 : Une brouette vient verser de nouvelles ordures dans un canal du quartier Guendel**



**Photographie 78 : Container de ramassage d'ordure, entrée du marché de Gouye mouride**



**Photographie 79 : Rue du quartier Guendel**



**Photographie 80 : Rue du quartier Guendel**



**Photographie 81 : Petit canal dans le quartier de Guendel**



**Photographie 82 : Petit canal bouché par des déchets plastiques, quartier Guendel**



Photographie 83 : Place, quartier Gouye mouride



Photographie 84 : Rues du quartier Gouye Mouride



Photographie 85 : Eaux stagnantes dans le canal de l'Ouest



**Photographie 86 : Canal de l'Ouest**



**Photographie 87 : Rues inondées du quartier Keury Kaw**



**Photographie 88 : Rue du quartier lebou de Diokoul Kaw**



**Photographie 89 : Rue du quartier lebou de Diokoul Kaw**



**Photographie 90 : Rue du quartier lebou de Diokoul Kaw**



Photographie 91 : Décharge dans le quartier diokoul kaw



Photographie 92 : Front de mer, quartier Keury suuf



## Premiers commentaires sur les photographies

Les lignes qui suivent n'ont d'autre ambition que de proposer une explication synthétique de ce que nous avons tenté de donner au moyen de 92 photographies dans les pages qui précèdent.

Même si les trottoirs occupent au moins la moitié de l'espace, les photographies supposées nous présenter la propreté des rues (photographies 1 à 7 à Besançon, 22 à 28 à Mohammedia et 88 à 90 Rufisque) tendent à ressembler à des dépliants touristiques mettant en valeur la Place de la Révolution de Besançon, les rues fleuries de Mohammedia ou l'« authenticité » des vieux quartiers lébous<sup>97</sup> de Rufisque. Lorsqu'on regarde ces clichés, on ne voit pas la propreté des espaces concernés mais, en quelque sorte directement, des choses dignes d'être regardées pour elles-mêmes et non simplement aperçues à l'arrière fond de notre affairément quotidien.

Ainsi, concernant Besançon, la photographie 5 semble nous donner à voir les charmes d'une rue de la vieille ville peu modifiée par des rénovations et possédant encore quelque chose de son identité originelle. Le cliché restitue au présent « le vrai vieux Besançon populaire » (!) Ni mégots, ni verres en plastique dans la photographie 6 qui vise la rue dans l'autre sens. Nous oublions le bar très fréquenté par les étudiants de la faculté des lettres qu'indique l'enseigne en haut de l'image. De même, les photographies 22 à 28 nous montrent des rues de Mohammedia caractérisées par des jeux de couleurs, d'ombres et de lumières rappelant la réputation de cette cité qu'on appelait autrefois « la ville des fleurs et des dix mille palmiers » ou « la ville des sports élégants ». La propreté des rues semble ici se fondre et se faire oublier dans une valorisation esthétique du paysage. À Rufisque, les photographies 88 à 90, prises dans le vieux quartier Lebou de Diokoul Kaw montrent alternativement des rues goudronnées aux trottoirs immaculés et d'étroites rues sablonneuses où l'on a envie de se promener pieds nus jusqu'à la plage.

Or, sur ces différentes photos, ce qui disparaît n'est peut être pas tant la saleté que le travail et la concertation qui ont produit la propreté. On pourrait dire que la concertation nécessaire à la

<sup>97</sup> S'auto-désignent par le terme lébous les populations wolophones, de l'ethnie et de la langue wolof devenue langue véhiculaire du Sénégal, qui habitent historiquement la presqu'île du Cap-Vert, comprenant l'agglomération dakaroise jusqu'à Rufisque. Voir notamment Sylla A., *Le peuple lébou de la presqu'île du Cap-Vert*, Dakar, NEA-Sénégal, 1992.

suppression de la saleté s'efface en même temps que la saleté. Dès lors, cantonnés dans l'in/vu, ni la concertation ni le nettoyage, n'apparaissent comme nécessaires à la propreté des rues.

Cette invisibilité est complétée par un silence. Les professionnels des services de nettoyage de Besançon nous ont rappelé que, pour les élus, la question de la propreté ne doit pas être posée : « il ne faut pas qu'on en parle ! ». De même, lors de notre premier entretien avec le responsable du service départemental d'hygiène du département de Rufisque, il nous a paru significatif que la justification première de l'action de son service était de combattre l'encombrement des épaves, notamment de vieilles voitures désossées, plutôt que la saturation des rues par les déchets ou l'encombrement des canaux.

C'est bien cette invisibilité et ce silence relatifs que vient briser l'irruption du déchet... Ainsi, pour certains visiteurs de notre exposition de Mohammedia, l'imprimé de la photographie 8 à Besançon « fait tâche » et semble immédiatement « de trop ». De même, la photographie 29, prise à Mohammedia, nous présente un sac poubelle rendu extrêmement visible parce qu'il repose sur le fond d'un mur peint de plusieurs couleurs claires dont il vient contredire l'intension délibérément décorative. Comment une cannette de soda, un papier gras ou un magazine abandonné émergent-ils à la vue ? Que modifient-ils de notre perception de la rue ? La donation d'un déchet survient à la manière d'une sorte d'évidence agressive dans laquelle il apparaît comme ce qui perturbe notre rapport spontané au monde... D'un seul coup, on ne voit que lui, la situation se reconfigure autour de son incongruité. Ne pourrions nous pas parler ici d'une sorte de cristallisation<sup>98</sup> brusque et négative qui « fait écran » et s'interpose inévitablement et fâcheusement entre nous et les objets ?

Au terme de cette enquête, cette expérience nous semble bien plus directe que celle de la

---

<sup>98</sup> « On se plaît à orner de mille perfections une femme de l'amour de laquelle on est sûr ; on se détaille tout son bonheur avec une complaisance infinie. Cela se réduit à s'exagérer une propriété superbe, qui vient de nous tomber du ciel, que l'on ne connaît pas, et de la possession de laquelle on est assuré. Laissez travailler la tête d'un amant pendant vingt-quatre heures, et voici ce que vous trouverez. Aux mines de sel de Salzbourg, on jette dans les profondeurs abandonnées de la mine un rameau d'arbre effeuillé par l'hiver ; deux ou trois mois après, on le retire couvert de cristallisations brillantes : les plus petites branches, celles qui ne sont pas plus grosses que la patte d'une mésange, sont garnies d'une infinité de diamants mobiles et éblouissants ; on ne peut plus reconnaître le rameau primitif. Ce que j'appelle cristallisation, c'est l'opération de l'esprit, qui tire de tout ce qui se présente la découverte que l'objet aimé a de nouvelles perfections. » (Stendhal : De l'amour, Paris, Garnier, 1959, p. 8).

propreté. N'est-ce pas en référence à la saleté que nous pouvons nous sentir rendus à la chose même, à la rue telle qu'elle doit être, telle qu'« au fond » elle reste ? Car, si la propreté est perçue comme absence et effacement de la saleté, cette expérience première est celle d'un recouvrement. Partant de là, on peut considérer que l'objet est une substance et que la saleté est une sorte d'accident superficiel qui ne l'atteint pas en soi. Il est ainsi nécessaire de distinguer l'essentiel du contingent. « Au fond », même jonchée de débris, la rue bordée de palmiers reste une belle rue... Ainsi, les visiteurs de l'exposition de nos photographies à Mohammedia soulignaient et déploraient cette dénaturation. On pense ici à l'image de la statue de Glaucus recouverte de saleté, défigurée en surface, mais intacte en profondeur...

La remarque sur « le vrai vieux Besançon » est essentielle. Il est sans doute pertinent de lui accorder toute notre attention. Les photographies ne nous invitent-elles pas à vérifier l'existence d'une corrélation entre la mémoire sociale des lieux et la présence de déchets ? Ce qui est étonnant, en effet, n'est pas la propreté du centre commerçant et administratif de Besançon (que les bisontins et les franc-comtois nomment « La boucle »), mais celle des rues qui se trouvent sur la rive droite du Doubs. On sait que les quais de la ville ont été classés comme patrimoine mondial de l'UNESCO. Afin de justifier ce classement, il n'est pas étonnant de constater que les habitants du centre - surtout les commerçants - rejoignent les élus dans leur volonté de valoriser le paysage urbain en le maintenant aussi propre que possible. Il faut cependant remarquer que l'attention des édiles et l'action soutenue des services de nettoyage qui dépendent d'eux ne se limite pas aux rues touristiques et commerçantes. Ainsi, le quartier de Battant, encore populaire, que nous avons parcouru régulièrement, est généralement très propre.

On peut faire le même constat, a priori contrintuitif, concernant le vieux quartier de Diokoul Kaw à Rufisque. Il s'agit en effet d'un quartier populaire de bord de mer, d'urbanisation non planifiée et irrégulière, peu irrigué par l'intervention publique et maillé de petites rues très étroites rendant techniquement plus difficile le ramassage des déchets. Pourtant, comme en témoignent les photographies 88 à 90, les rues y apparaissent d'une propreté qui fait contraste avec les images habituelles de la ville. Certes, l'on y trouve bien ici et là quelques dépôts d'ordures (photographie 91), mais leur concentration dans un lieu précis témoigne d'un niveau de concertation entre habitants du quartier plus structuré que dans les autres quartiers non planifiés. En l'occurrence, ce dont ces dépôts d'ordures témoignent, ce n'est pas du manque de concertation entre habitants, mais de la défaillance des pouvoirs publics qui ne

parviennent pas à « répondre » au geste concerté de ces habitants. Or, ce qui fait la différence entre ce quartier et d'autres sur lesquels nous avons porté notre attention (Guendel, Gouye mouride...), c'est le fait qu'il s'agit d'un quartier historique, « ethniquement » très homogène et où la plupart des familles vivent depuis plusieurs générations dans les mêmes maisons. Il y existe donc une véritable « mémoire sociale » des lieux qui offre les conditions d'une gestion à la fois communautaire et concertée de l'espace public.

N'est-ce pas au contraire une sorte de délaissement – ou même de déréliction (donc au sens religieux du terme) – que traduit la saleté des rues que montrent les photographies 35 et 36 à Mohammedia ? Ces photographies sont prises dans des quartiers caractérisés par une très forte densité démographique et peuplés par de nouveaux arrivants issus du monde rural (même dans la vieille ville !) Sans mémoire, n'ayant rien à valoriser... Ce sentiment d'abandon et de stigmatisation est également très présent dans les rues paupérisées, proches du centre ville de Mulhouse où, en prévision de leur ramassage, les sacs poubelles sont déposés directement sur le sol des trottoirs par les habitants (photographies 55 à 61).

Les sachets que les habitants déposent parfois dans les rues en dehors des heures prévues de collecte ne sont pas seulement des stigmates qui disqualifient les rues et leurs habitants car on les trouve un peu partout dans la ville. Ce sont des symptômes d'un manque de concertation qu'on peut lire aussi bien en termes d'indiscipline des habitants (qui ne déposent pas leurs ordures au moment et au lieu prévus à cet effet) que d'inefficacité des services. Ainsi, les sacs poubelle que nous avons photographiés traduisent et même matérialisent un profond désaccord. Ce ne sont ni les services ni les habitants qui sont sales, la saleté des rues résulte de leur manque de concertation.

Ce système de ramassage laisse parfois des traces sur la chaussée, là où précisément les habitants déposent leurs ordures ménagères dans des sacs en plastique souvent mal fermés et peu étanches (photographies 62 à 64) ainsi que dans les caniveaux (photographies 66 à 67) où certaines saletés finissent par se regrouper en quelque sorte mécaniquement. Certains déchets organiques forment une sorte de limon qui sédimente durablement et où s'incrustent d'autres déchets plus « durables » tels que des bouteilles en plastique, des cannettes en métal... (par exemple photographie 65). À cela s'ajoutent des risques qu'évoque la photographie 68 où le trottoir est marqué par l'incendie d'une poubelle.

À Rufisque, ce manque de concertation entre les services et les habitants est encore plus évident, comme en témoignent les photos des rues (photographies 79, 80, 84) ou des canaux (photographies 81, 82, 85 et 86) des quartiers « non planifiés ». Ces quartiers ne présentent pas les caractéristiques de Diokoul Kaw : les habitants sont de nouveaux arrivants en milieu urbain, d'origines très diverses (wolofs, serères, peuls, diolas...) issus de l'exode rural ou des migrations sous-régionales, notamment de Guinée. Du côté de ces habitants, la gestion communautaire laisse place à une gestion individuelle non concertée, renvoyant toute la responsabilité du traitement de l'insalubrité à des pouvoirs publics impuissants et qui eux-mêmes ne parviennent pas à produire de la concertation entre les différents services politiques et techniques, qu'ils soient municipaux, départementaux ou de l'État. Par conséquent, la situation extrême de ces quartiers de Rufisque apparaît comme le résultat d'une triple absence de concertation, entre habitants, entre services publics et à plus forte raison entre les habitants et ces services.

Même quand des habitants, de façon isolée ou par le fait de micro-concertations associatives, s'efforcent de palier à la défaillance des pouvoirs publics par des actions de sensibilisation, comme en témoignent les nombreux messages inscrits sur les murs sous forme de fresques ou sur des panneaux (photographies 69 à 72), ceux-ci sont reçus dans une relative indifférence. Un adage wolof énonce que « la rue, c'est la rue du roi » (« mbedd mi, mbeddu buur la »), autrement dit que c'est au pouvoir publics et à eux seuls qu'il revient de prendre en charge l'espace public. Le déchet, l'ordure, deviennent alors des objets investis d'un message politique, ce que Denis-Constant Martin aurait appelé un « OPNI » (Objet Politique Non Identifié)<sup>99</sup> : jeter, salir, polluer deviennent ici des messages de défi et de contestation politique, permettant de dire par le geste que les pouvoirs publics ne font rien alors que ces derniers, entretenant un dialogue de sourds révélateur de cette absence de concertation, affirment en retour que ce sont les gens qui sont sales.

Nos photographies nous invitent cependant à faire un pas de plus en direction d'autres constats qui nous demandent de nuancer ce dualisme opposant les « salisseurs » aux « nettoyeurs ». En effet, la photographie 26 (à Mohammedia) nous présente une sorte d'idéal du geste approprié de l'habitant, de la « bonne pratique », conforme aux attentes des voisins, des techniciens et des élus, respectant et valorisant son environnement. La photographie 27, présentant une poubelle quasiment en attente d'être remplie, dans un quartier immaculé, peut

---

<sup>99</sup> Martin D.-C. (dir.), *Sur la piste des OPNI (Objets politiques non identifiés)*, Paris, Karthala, 2002.

également être comprise comme une illustration de cet idéal.

Si une bonne pratique peut expliquer la propreté, ne peut elle pas aussi expliquer la présence de saletés ? Pour prolonger la réflexion sur le constat que nous ébauchions dans le paragraphe précédant, on notera qu'à Mohammedia les déchets sont fréquemment regroupés en îlots au pied des arbres, des réverbères ou des panneaux de signalisation dans des rues qui, pour le reste, sont relativement propres (photographies 31 à 34). Ce contraste entre de petites portions de l'espace et l'ensemble d'un même trottoir a été pour nous l'occasion d'un réel étonnement suivi d'une réelle réflexion lors de notre premier séjour à Mohammedia.

En fait, les photographies que nous avons prises font clairement apparaître une forte tendance au regroupement des déchets près des dispositifs prévus pour les recueillir. On notera que cette tendance concerne aussi bien les déchets laissés dans les rues passantes (emballages de sucreries, gobelets en plastique, paquets de cigarettes vides...) que les déchets des ménages généralement apportés en ces lieux dans un sac en plastique. Partant de là, au lieu de stigmatiser un manque d'hygiène, un défaut d'attention à l'environnement, un relâchement du civisme... on peut se demander si ça n'est pas parfois une sorte d'inertie disciplinaire qui explique la conduite des habitants et des passants à l'égard de leurs déchets.

Tout se passe comme si, le plus souvent, on regroupait ce dont on veut se débarrasser là où quelqu'un viendra le ramasser, là où les services compétents s'en chargeront. Ces regroupements ne tiennent pas compte des spécificités techniques des équipements. On laisse parfois un matelas près d'un container destiné à recueillir du verre ou on abandonne des ordures ménagères de toutes sortes auprès d'un dispositif destiné à recueillir des cartons d'emballage. C'est notamment le cas des photos 9 et 10 à Besançon, 37 à 44 à Mohammedia, 47 à Mulhouse ou 74 et 78 à Rufisque. Quant au camion benne de la photographie 75, tout arboré qu'il est du sourire de Barack Obama, il paraît bien dérisoire au regard des ordures qui jonchent la chaussée.

N'est-ce pas cette inertie qui amène les gens à déposer leurs ordures dans les lieux prévus à cet effet même lorsque les services chargés de les ramasser n'assument plus leur part du travail de nettoyage (photographies 36 à 44 à Mohammedia) ? On remarquera surtout, pour saisir la persistance de cette tendance dans le temps, que les photographies 41 à 44 visent le même équipement en octobre 2010, avril 2011 et octobre 2011.

Cette tendance est sans doute à l'origine de la concentration des ordures au pied des arbres à Mohammedia (photographies 30 à 33) ainsi que, parfois ailleurs, comme à Mulhouse, dans des bacs à fleur (photographies 48 et 49) ou également au pied des arbres (photographie 50). C'est également, probablement, le cas encore des canaux à Rufisque dont la fonction première d'évacuation des eaux de pluies vers la mer se voit subvertie dans le quotidien des riverains par une fonction d'évacuation des déchets (photographies 76 et 77). Ces regroupements, détournant des éléments de voirie et de mobilier urbain non prévus à cet effet deviennent autant d'invitations à jeter tantôt des emballages de sucreries ou des mégots (photographie 33 à Mohammedia), tantôt des déchets plastiques plus encombrants (photographies 81 et 82 à Rufisque).

Revenons, sur cette base, à l'interprétation de la photographie 50. Même lorsque les habitants de Mulhouse laissent un sac poubelle au pied d'un arbre à un carrefour du centre de la ville, on peut discerner, derrière leur manière de déposer plus que de jeter, l'aveu d'un souci. Le sac n'est pas abandonné au milieu du trottoir où il pourrait gêner tout le monde mais, comme c'est très souvent le cas à Mohammedia, laissé contre un arbre. De la même manière, les photographies 48 et 49, montrent que les gens ont détourné des bacs à fleurs afin de déposer leurs ordures au lieu de les jeter n'importe où sur le trottoir.

La plupart des déchets qui jonchent le sol de certains espaces relativement vides et étendus (par exemple sur les photographies 14 et 17 à Besançon) sont plutôt la résultante de débordements des poubelles que de la négligence des passants et des riverains. C'est un élément essentiel de perception du comportement des bisontins selon les cadres des services de nettoyage qui ont spontanément réagi aux photographies 17 et 18. La photographie 18, sur la base d'un cadrage assez serré qui ne laisse apercevoir qu'une très faible partie de la chaussée, interroge la réactivité des services de nettoyage (« Quand on voit ça, on peut se demander ce que font les agents de la ville ! »). La photographie 17, en raison de son cadrage large, donne à voir une assez vaste étendue du parc. La concentration des déchets autour de la poubelle montre un effort des passants pour regrouper leurs détritiques dans le dispositif prévu à cet effet.

On ne peut pas dire que les déchets soient jetés, ils sont abandonnés et cachés. Ceux qui salissent savent-ils qu'ils offensent les autres ? Ont-ils honte au point de cacher leurs

détritus ? La photographie 11, prise à Besançon, montre clairement un réel effort pour cacher des emballages vides glissés entre le container et la haie. De même, les photographies 12 et 13, toujours à Besançon, pourraient nous permettre de répondre affirmativement. En effet, les dépôts sauvages que nous avons photographiés dans cette cité HLM se trouvaient dans une sorte d'arrière cour invisible depuis la rue. On notera la précaution supplémentaire qui consiste à les poser dans des coins et non à les laisser au milieu de cet espace. Il importe sans doute de rappeler qu'il s'agit d'un îlot doté d'une mauvaise réputation - voire stigmatisé - et que les professionnels des services de nettoyage le jugent « difficile » compte tenu de la configuration du bâti ainsi que du point de vue du comportement des habitants à l'égard des déchets. On notera que, contrairement aux emballages de confiseries, cannettes vides... qui débordent des poubelles des rues passantes dans le centre ville de Besançon (voir la photographie 19), ce sont des sacs poubelles pleins d'ordures ménagères et des encombrants qui s'accumulent dans ces dépôts.

Même si l'on prend en considération cette tendance au regroupement des salissures, et si l'on s'engage, partant de là, dans une tentative d'explication des difficultés de la concertation nécessaire à la production de la propreté des rues, il est cependant nécessaire d'aller jusqu'au bout de notre approche en interrogeant le type d'expérience que ces situations produisent. À Mohammedia, les photographies 40 à 44 nous donnent à voir une véritable invasion de l'espace des rues par les déchets. N'est-ce pas le sens même des rues qui est alors interrogé radicalement. Que signifie marcher sur un trottoir, tenir un commerce, laisser jouer ses enfants... dans cet environnement ? À cet égard, l'exemple de Rufisque apparaît comme une manifestation extrême et quasi-pathologique de ces effets d'abandon, de déréliction et de stigmatisation. En effet, si les « espaces interstitiels », entre deux concessions ou sur un terrain non protégé par une propriété privée « habitée », deviennent quasiment tous, de façon implicite, des endroits où l'on peut légitimement se débarrasser de ses déchets, les quartiers doublement abandonnés par les pouvoirs publics et par l'absence de concertation résidentielle se repèrent à la présence de ces déchets, disséminés ou regroupés en tas, au milieu même des rues ou des places, comme en témoignent les photographies 79, 83, 84 et 87. Quelle expérience de participation à la coproduction, explicitement ou implicitement concertée, de la propreté des rues peut ainsi se constituer ?

Partant de cette première analyse des photographies - sur lesquelles nous reviendrons -, nous tenterons de savoir si les difficultés de concertation qu'elles donnent à voir peuvent se

comprendre comme une sorte de « conversation par gestes », souvent inaboutie, dans laquelle les réponses des habitants et celles des services de nettoyage et de ramassage ne s'ajustent que difficilement.

## **TROISIÈME PARTIE**

### **DES CONVERSATIONS PAR GESTES INABOUTIES...**

Les résultats que nous avons exposés à partir de l'enquête photographique ne prendront tout leur sens qu'à partir de l'analyse des documents, des entretiens et des observations que nous avons réalisés.

Si nous avons effectué 24 entretiens à Besançon, 23 à Mulhouse, 10 à Rufisque et 18 à Mohammedia de manière formelle, en enregistrant puis décryptant le matériel sonore recueilli, il convient de dire que, par ailleurs, nous avons rencontré de nombreuses personnes lors de nos séances de photographie. Dans ces situations imprévues, selon les contextes, certaines ont été enregistrées (ou même filmées) et d'autres non. En ce qui concerne ces situations imprévues, nous avons consigné ces dialogues dans nos carnets d'enquête à la manière des enquêteurs ethnographiques d'antan, c'est-à-dire sur la base de notre mémoire des interactions dans lesquelles nous avons été engagés.

Le recueil de documents auprès de certaines administrations n'a pas été très homogène. Si les responsables techniques et administratifs ainsi que les élus de Besançon nous ont confiés un grand nombre de documents, ceux de Mulhouse se sont montrés très réticents. À Mohammedia, nous n'avons presque rien trouvé et nous avons même été en difficulté pour nous procurer un plan de la ville. À Rufisque, plusieurs entretiens ont pu être menés avec le maire de Rufisque-Est, les services techniques de la ville ou du service départemental d'hygiène, ou encore avec quelques agents de nettoyage et de gardiennage de la ville. En revanche, il fut plus difficile de récupérer des plans détaillés et documents de travail internes aux services.

Il faut ici également parler de certaines situations, hors de l'enquête photographique proprement dite, dans lesquelles nous avons été des observateurs, tantôt distanciés, tantôt interactants ou engagés. Par observations distanciées, nous entendons toutes ces situations pendant lesquelles nous étions extérieurs à la situation observée : observation du

comportement des passants dans une rue ou des habitants dans une concession, observation du ramassage des ordures par les services compétents... En revanche, par observations engagées, nous entendons toutes ces situations d'observations provoquées où nous étions interactants. Ce fut le cas, par exemple, quand la mise en place d'une exposition de nos photographies grâce à l'AESVT de Mohammedia en octobre 2011, nous a permis de travailler d'une manière originale en accompagnant des visiteurs conviés par cette association. On peut également ajouter dans cette rubrique des situations comme ces réunions où nous avons présenté les premiers résultats de nos travaux à des techniciens et des élus de Besançon, ainsi que celles au cours desquelles nous avons tenté d'organiser un programme commun de travail (sans parvenir à un résultat) avec les responsables des services de la ville de Mulhouse. De même, à Rufisque, nous avons pu utiliser nos photos en les faisant circuler sur notre écran d'ordinateur, afin d'éveiller la curiosité et d'engager des échanges avec des habitants, à partir de sites d'observation avec lesquels nous nous étions préalablement familiarisés, dans des concessions familiales ou boutiques de quartier. Par observation engagée ou interactante, nous faisons également référence à ces micro-situations que nous pouvions provoquer pour questionner certains comportements et engager une interaction. Par exemple, à plusieurs reprises à Rufisque, nous profitions d'un échange informel pour allumer une cigarette ou boire une boisson en cannette, ce qui nous permettait d'interpeler « naïvement » notre interlocuteur sur l'endroit où nous pouvions les jeter. Or, selon un scénario quasi-systématique, la personne nous répondait que nous n'avions qu'à laisser par terre, que « c'est comme ça que tout le monde fait » et que cela serait ramassé plus tard... Et lorsque que nous manifestions notre hésitation, la même personne ne tardait jamais à nous dire « donne, c'est pas grave... », et de jeter elle-même ce mégot ou cette cannette à terre... Dès lors, la situation ainsi créée nous permettait d'engager favorablement un échange avec cette personne sur la question de la propreté des rues, sur son rapport à l'espace public ou sur sa perception des responsabilités dans le traitement de l'insalubrité de la ville.

## Retour sur le déchet

*« Le tas d'ordure a cela pour lui qu'il n'est pas menteur. La naïveté s'est réfugiée là. Le masque de Basile s'y trouve, mais on en voit le carton, et les ficelles, et le dedans comme le dehors, et il est accentué d'une boue honnête. Le faux nez de Scapin l'avoisine. Toutes les malpropretés de la civilisation, une fois hors de service, tombent dans cette fosse de vérité où aboutit l'immense glissement social, elles s'y engloutissent mais elles s'y étalent. Ce pêle-mêle est une confession. Là, plus de fausse apparence, aucun plâtrage possible, l'ordure ôte sa chemise, dénudation absolue, dérouté des illusions et des mirages, plus rien que ce qui est, faisant la sinistre figure de ce qui finit. Réalité et disparition. Là un cul de bouteille avoue l'ivrognerie, une anse de panier raconte la domesticité... Tout ce qui se fardait se barbouille. Le dernier voile est arraché. Un égout est un cynique, il dit tout. Cette sincérité de l'immondice nous plaît, et repose l'âme... L'observateur social doit entrer dans ces ombres. Elles font partie de son laboratoire »<sup>100</sup>.*

Il importe de faire attention à ne pas fétichiser les ordures, à ne pas les transformer en relique d'une sorte de romantisme épistémologique qui voudrait voir une « confession » sociale et trouver une vérité sociologique dans la « sincérité » des déchets<sup>101</sup>.

Loin de nous trouver face à des substances enfin dévoilées, nous sommes face à des objets à ontologie variable et en redéfinition permanente, à la lisière de nos systèmes habituels de classement, là où les choses passent du net au flou, du distinct à l'indistinct, dans une zone

---

<sup>100</sup> V. Hugo, *Les misérables*, Paris, Seuil, 1963, p. 484-485.

<sup>101</sup> On pourrait citer, dans la même veine, un personnage de M. Tournier : « Roanne rejette par jour en moyenne 30 773 kilos d'ordures ménagères. J'en conclu que cette ville doit avoir exactement 38 467 habitants. Cinq camions à benne basculante, accomplissant chacun deux tournées par jours transportent ces matières dans une décharge située à deux kilomètres sur la route de Digoin en bordure de la Loire. Ces bennes ne comportent pas de système compresseur, j'en conclu qu'il s'agit d'une population d'un niveau économique modeste. Mes observations m'ont montré en effet que si le poids des ordures ménagères augmente médiocrement avec l'élévation du niveau de vie, en revanche leur volume a vite fait de doubler ou de tripler pour peu que la richesse moyenne s'accroisse. C'est ainsi que le mètre cube d'oms de Deauville ne pèse que 120 kilos alors qu'il atteint 400 et même 500 kilos à Casablanca », (M. Tournier, *Les météores*, Paris, Gallimard, 1975, p. 77)

peuplée d'êtres instables. On peut dire que « l'épistémologie du déchet est non cartésienne »<sup>102</sup> car, sauf à réduire le déchet à ses composantes chimiques, la réflexion scientifique ne nous livre pas de substances distinctes et clairement identifiables. Justement, les déchets sont des être privés de durabilité statutaire. Usés ou brisés après un long usage, abandonnés ou jetés parce qu'ils n'ont d'autre fonction que la protection éphémère d'un objet de tout contact avant l'achat et le premier usage légitime... De ce point de vue, le déchet est caractéristiquement un bien « non durable ».

Cette idée rejoint celle de M. Thompson qui, dans son ouvrage sur la « théorie du déchet »<sup>103</sup>, s'intéresse très précisément à ce point de basculement qui fait passer l'objet au statut de rebut ou de déchet, montrant qu'il existe bien, de façon schématique, deux types de biens matériels, à savoir « *les biens éphémères dont la valeur décroît avec le temps, et les biens durables dont la valeur augmente avec le temps* »<sup>104</sup>. Le déchet, en l'occurrence, est d'abord contigu à ces biens éphémères, au terme de leur détérioration et de leur utilité décroissante.

Nous retrouvons ici cet objet qui a perdu sa place de chose dans le monde de vie et qui désormais nous embarrasse. L'approche phénoménologique nous aide à le décrire avec précision : « *Ce n'est que quand l'ustensile devient partiellement ou totalement inutilisable, quand il doit passer au rebut – par exemple quand une voiture passe à la casse – que je commence à remarquer son être spécifique d'ustensile, et peut-être même sa simple présence gênante. (...) Je découvre alors – souvent à mes dépens – qu'une chose qui perd son caractère de chose (...) ne cesse pas d'exister, elle ne disparaît pas purement et simplement, mais elle se rappelle à moi de façon souvent très désagréable – elle m'encombre, elle m'impose sa présence, alors que jusque là, je ne l'avais pas remarquée en tant que telle, tout en l'utilisant* »<sup>105</sup>. L'objet « déjeté » ou abandonné est désormais un presque rien qui reste quand même de trop, une sorte de « part maudite » dont on ne sait que faire. Pour reprendre la formule de J.-P. Warnier, la production sociale du déchet relève donc, en quelque sorte, d'une

---

<sup>102</sup> J. C. Beaune, « Le déchet, le rebut, le rien, l'antidémurgie : la matière vue d'en bas », in *Le déchet, le rebut, le rien*, Champ Vallon, 1999, p. 12.

<sup>103</sup> M. Thompson, *Rubbish theory. The Creation and Destruction of value*, Oxford, Oxford University Press, 1979.

<sup>104</sup> J.-P. Warnier, *Construire la culture matérielle. L'homme qui pensait avec ses doigts*, Paris, PUF, 1999, p. 156.

<sup>105</sup> J. Greisch, *Ontologie et temporalité, Esquisse d'une interprétation intégrale de Sein und Zeit*, Paris, P. U. F., 1994, p. 135.

« *dé-mise* en objet »<sup>106</sup>.

Le déchet fut une chose intégrée à un système de renvois formant un « monde de vie » (version phénoménologique) ou participant à la continuité de l'expérience dans une situation, dont les éléments constitutifs sont désormais délié (lecture pragmatiste), il devient une souillure lorsqu'il contamine l'ordre d'un monde de vie et la continuité de l'expérience en se présentant comme une menace de chaos. Coupé, séparé, mais toujours là, sa présence est une menace de dissolution qui change la nature des éléments co/présents. C'est pourquoi, sans jouer sur les mots, il est « déconcertant ».

Peut-on encore s'asseoir pour se reposer sur un banc du parc jonché de papiers gras et de cannettes que nous montrent les photographies 15 à 17 ? Comment peut faire ce jeune homme que nous voyons sur la photographie 18, assis à côté d'une poubelle débordante s'interroger une bisontine qui ajoute: « Il faut vraiment pas qu'il soit dégoûté celui là ! ».

Ainsi, selon les gens que nous avons croisés lorsque nous faisons des photographies et selon les visiteurs de notre exposition, à cause des poubelles débordantes d'ordures ménagères, les rues proches du bord de mer à Mohammedia ne seraient plus ce qu'elles étaient du temps de la splendeur de la ville. Elles ne sont ni ce qu'elles pourraient être, ni ce qu'elles devraient être.

Nous avons tenté de montrer avec nos photographies la manière dont le déchet sort de l'in/vu et appelle une redéfinition de la situation dans laquelle il surgit pour se donner à voir. Ne pourrait-on parler ici de cristallisation<sup>107</sup> ? Ces cristallisations sont totalement dépendantes des « micro-concertations » plus ou moins implicites ou silencieuses ainsi que des « macro-concertations » explicites, encadrées dans des dispositifs techniques et soutenues par des décisions politiques. Ce qui étonnait certains de nos interlocuteurs, militants associatifs, techniciens des services de nettoyage et de ramassage des ordures ménagères ou élus locaux, c'est justement que « les gens ne voient pas le problème ».

Faut-il dire que l'ordure devient visible et se cristallise lorsque quelqu'un d'autre la regarde et invite le sujet à porter sur elle un nouveau regard ? Le rôle du « point de vue d'autrui »

---

<sup>106</sup> J.-P. Warnier, *op. cit.*, p.155.

<sup>107</sup> Sur notre conception de cette notion voir p. 121.

semble ici essentiel. Nous nous en sommes rendu compte lorsque des passants nous interpelaient alors que nous prenions des photographies.

En effet, nous avons pu constater que le sale se prête plus facilement à la monstration que le propre. Pas tant d'ailleurs parce qu'il serait en soi plus immédiatement visible que parce que le fait de le photographier le *re-réalise*. Ainsi, dans un environnement urbain « propre », ce propre n'est pas spontanément thématiqué, il est d'abord invisible, et ce n'est que lorsque du sale vient perturber l'harmonie de cet *invu* du propre que l'un et l'autre s'imposent par contraste à la vue et au jugement. De la même façon, la saturation de l'espace par les déchets qui jonchent les rues rend ce sale invisible au regard de la continuité de l'expérience des résidents. Pour autant, si l'on photographie une rue propre, passée l'éventuelle réaction de surprise face à l'incongruité de nos cadrages répétés, il semble aller de soi que l'objet de nos photographies n'est autre que l'intérêt favorablement esthétique des lieux. Mais inversement, lorsque l'on photographie une poubelle débordante de Mulhouse ou un canal non récuré de Rufisque, il « saute aux yeux » des passants et riverains que c'est bien la saleté que nous photographions, provoquant des réactions des plus dubitatives aux plus hostiles. En quelque sorte, l'intervention photographique permet donc de mettre au jour que le rapport du propre au sale relève bien d'une forme d'intervisibilité asymétrique, et que le fait de photographier le sale provoque un sentiment de gêne, voire de honte.

On pourrait ici s'appuyer sur les pages que J.-P. Sartre consacre au regard et plus particulièrement à l'expérience de la honte dans *L'être et le néant* pour décrire ces situations particulières où notre regard sur le monde des autres apparaissait pour eux comme un « élément de désintégration »<sup>108</sup>, minant le rapport spontané de présence sans distance qu'ils entretiennent avec leur environnement. Nous n'avons pas photographié les gens, mais en photographiant cet élément particulier de leur monde de vie, nous les avons en quelque sorte forcé à objectiver leur rapport à cet objet, à interroger ce qui, « normalement » - c'est-à-dire hors de cette rencontre - va de soi<sup>109</sup>. Ils ont été contraints de se voir à travers le regard que nous portions sur les déchets. Ils ont dû reconnaître leurs habitudes et même se reconnaître, eux-mêmes, à travers les pratiques que nous visions indirectement. Les déchets se sont constitués pour eux parce qu'ils se constituaient pour nous dans un monde étranger à celui

<sup>108</sup> J.-P. Sartre, *L'être et le néant*, Paris, Gallimard, 1970, p. 301.

<sup>109</sup> Ainsi avons nous renversé la phrase de Sartre qui affirme : « *l'aliénation de moi qu'est l'être regardé implique l'aliénation du monde que j'organise* » (J.-P. Sartre, *L'être et le néant*, Paris, Gallimard, 1970, p. 309).

dans lequel ils se tenaient jusque là confiants. On sait que la honte naît de cette expérience qui nous fait chuter au milieu des choses dans une sorte d'« objectivité sans défense »<sup>110</sup> face au jugement d'autrui.

Par ailleurs, au cours des entretiens, lorsque nous montrions des photographies à des habitants<sup>111</sup>, les personnes interviewées oscillaient de la résignation à la colère. Il nous semblerait abusif d'interpréter leurs réactions comme des formes plus ou moins conscientes de détournement du discrédit. En fait, ils exprimaient plutôt des aveux d'impuissance devant une difficulté dépassant leurs moyens d'action. Dans ce cadre, les détritiques apparaissent d'emblée comme des éléments perturbateurs qui ne se trouvent pas à une place convenable, soit en raison de la négligence des habitants et des passants, soit à cause de l'incompétence des services chargés de prendre en charge les déchets. Ainsi, les ordures visibles se donnent immédiatement comme des traces de ces défauts moraux et organisationnels face auxquels les interviewés se présentent comme impuissants. Pour éviter d'être contaminés par le discrédit attaché à la saleté des rues, sauvant la face et exprimant leur mécontentement, de nombreux interviewés se sont attachés à rappeler la différence entre leur espace domestique et celui de la rue. Ils ont, pour cela, décrit la manière dont ils s'organisaient concrètement dans leur logement ou dans leur immeuble afin de « vivre proprement ».

Afin de prolonger ces remarques, il nous semble possible de nous appuyer sur Thompson qui rappelle l'existence d'un rapport entre la valeur des choses et la valeur des personnes, en ce sens que « *les catégories sociales supérieures ont le pouvoir de distribuer les choses dans la catégorie du transitoire ou celle du durable* »<sup>112</sup>. Ainsi, comme le souligne à ce propos J.-P. Warnier, « *les classes aisées disposent de vastes espaces marginaux (placards, remises, caves, greniers, maison de campagne) qui leur permettent d'entreposer des objets désincorporés, ou de s'en dessaisir progressivement et sans violence, par leur marginalisation (...). Par contre, les classes urbaines pauvres ne disposent d'aucun sas de décompression, et sont contraintes de marquer de manière plus abrupte la transition de l'objet au déchet. Elles doivent jeter, et se jeter avec les choses* »<sup>113</sup>. Certes, chez Thompson ou Warnier, le déchet dont il est question renvoie essentiellement à l'objet déchu de sa valeur

<sup>110</sup> J.-P. Sartre, *op. cit.*, p.336.

<sup>111</sup> Par le terme « habitant » nous désignons des personnes qui ne sont ni militants associatifs, ni élus, ni techniciens et qui ne se caractérisent pas par un statut particuliers concernant notre objet.

<sup>112</sup> M. Thompson, *op. cit.*, p.8.

<sup>113</sup> J.-P. Warnier, *op. cit.*, p. 156.

d'usage pratique ou symbolique et non spécifiquement au déchet que l'on retrouve dans nos rues sous forme d'emballages, de mégots, de chewing-gums ou d'excrétions diverses... Pour autant, la pertinence heuristique de ces propositions nous semble avoir quelques échos sur notre problématique. On peut notamment prendre l'exemple de la ville de Rufisque où l'on peut distinguer quelques rares quartiers qui disposent de possibilités d'évacuation des déchets domestiques, certes précaires mais relativement performantes (assainissement, tout-à-l'égout, ramassage organisé et à peu près régulier des ordures...) et que l'on peut appréhender comme des équivalents fonctionnels de ces « espaces marginaux » dont parle Warnier, permettant de se « *dessaisir (...) sans violence* » des déchets. A l'inverse, les habitants des quartiers les moins bien équipés et où la promiscuité est la plus forte, se trouvent être également les plus vulnérables face à l'absence de concertation dans la prise en charge de leurs espaces de vie.

Il faut cependant, pour faire bonne mesure, parler ici de ces situations dans lesquelles les gens « s'arrangent » avec les ordures des autres. Ainsi, par exemple, plusieurs habitants de Mohammedia et certains militants associatifs ont évoqué la façon dont les vacanciers écartent les déchets sur la plage afin de s'installer et laissent les leurs quand ils partent. Plusieurs nous ont rapporté sur le mode indirect libre la réaction d'un vacancier imaginaire : « Je ne vais quand même pas rapporter des ordures chez moi ! ». Ceux-là ont généralement souligné ce paradoxe : « On ne peut pas vraiment dire qu'ils ne voient pas les ordures puisqu'ils les écartent de la place où ils s'installent ! ».

## De l'enquête à la conversation par gestes

Afin de mieux comprendre les formes de concertation nécessaires à la coproduction de la propreté des rues, nous souhaitons vérifier la pertinence d'une approche fortement inspirée par le pragmatisme. Nous voulions plus particulièrement tester la pertinence d'un transfert de notions comme celles de « communauté d'enquêteurs », « enquête », « public », « continuité de l'expérience »... telles qu'on peut les mettre en œuvre dans une démarche d'investigation fortement inspirée des travaux de J. Dewey<sup>114</sup>. Cette orientation nous semblait pertinente dans la mesure où elle s'inscrivait dans le prolongement d'une tradition de recherche<sup>115</sup> fortement attachée à la défense d'une perspective inductive et qui nous obligeait à nous adapter au terrain au lieu de lui imposer un ensemble de catégories préconstruites.

Dans le mouvement de notre recherche - à l'exception de ce qui s'est passé à Besançon ! - la confrontation avec le terrain nous a justement amenés à proposer une forme de description mieux ajustée à notre objet. En effet, les personnes que nous avons rencontrées ainsi que, d'une manière générale, le matériel que nous avons recueilli, nous ont invités à choisir un autre vocabulaire car la propreté des rues ne se construit pas tant à la manière d'un problème public dont des enquêteurs explorent collectivement les éventuelles solutions qu'à la manière d'une tentative perpétuellement recommencée de dialogue entre des personnes (passants, habitants, techniciens et élus) qui, le plus souvent, ne parviennent pas à s'entendre.

Ce changement ne nous oblige nullement à sortir du paradigme que nous avons choisi. Cependant, en nous référant à la manière dont on peut désormais repenser l'analyse de la « conversation par gestes » telle que G.-H. Mead<sup>116</sup> en avait posé les bases, nous nous sommes donnés un cadre symbolique et un vocabulaire qui nous ont permis de mieux comprendre ce

---

<sup>114</sup> Il nous faut reconnaître que les orientations générales qui sous-tendent la méthodologie de notre enquête sont fortement inspirées de l'article de J. Zask, « L'enquête sociale comme inter-objectivation », *Raisons pratiques*, n°15, Paris, EHESS, 2004.

<sup>115</sup> Cette tradition s'étend des premiers travaux de l'école de Chicago à ceux d'A. Strauss sur la « théorie ancrée », en passant par les différentes variantes de l'interactionnisme symbolique et le développement de l'ethnométhodologie. De plus, cette approche intègre la sensibilité phénoménologique qui caractérise notre travail d'enquête photographique en lui donnant sa pleine dimension sociologique.

<sup>116</sup> Plus que la proximité intellectuelle et politique de J. Dewey et G. H. Mead, il importe ici de souligner la complémentarité conceptuelle de leurs apports.

qui se joue à ce palier, encore plus fondamental, auquel nos données nous imposaient de nous situer.

Bien entendu, au fil de ces pages, nous tenterons de montrer pourquoi et comment les concepts que nous voulions utiliser avant d'aller sur le terrain et qui nous ont permis d'en organiser méthodologiquement l'approche, ne sont plus tout à fait ajustés lorsqu'il convient de rendre compte de ce que nous avons trouvé.

Si l'on adopte le vocabulaire de description que nous proposons, on se rend rapidement compte que le palier d'investigation où nous nous situons - sous-jacent à celui auquel nous pensions nous situer - a l'avantage de nous permettre de poser directement la question de la coproduction de la propreté des rues comme relevant d'un problème de lien entre des organismes et leur environnement. En effet, pour les pragmatistes et particulièrement pour G. H. Mead, tout organisme est « engagé dans une interaction coopérative, dans une relation de transaction avec son environnement »<sup>117</sup>. Ces transactions peuvent être décrites en termes de conversation. Toute action produit une réaction : chaque geste peut donc se comprendre comme une réplique dans un dialogue. Bien entendu, cela permet de décrire les interactions en « face à face » entre les êtres vivants<sup>118</sup> mais on peut également appliquer ce mode de description aux transactions que les êtres vivants entretiennent avec l'ensemble de leur environnement<sup>119</sup>. Dans ce genre de conversation, « certaines parties de l'acte deviennent un

---

<sup>117</sup> D. Céfaï et L. Quéré, « Introduction », in G. H. Mead, *L'esprit le soi et la société*, Paris, P. U. F., 2006, p. 6

<sup>118</sup> Pour éclaircir cela Mead évoque deux chiens qui se rencontrent à partir d'une hostilité réciproque : « Ils tournent l'un autour de l'autre en grognant et en essayant de se mordre, en attendant le moment opportun pour attaquer. Le langage pourrait émerger d'un tel processus : l'attitude du premier individu provoque une réponse chez un second individu qui, à son tour, suscite de nouvelles attitudes et réponses chez le premier individu, et ainsi de suite, indéfiniment. De fait, comme nous le verrons, c'est précisément à partir d'un tel processus que surgit le langage » (*L'esprit, le soi et la société*, Paris, P. U. F., 2006, p. 106). Reprenant cet exemple, Mead note : « Nous trouvons une situation analogue dans le cas de la boxe ou de l'escrime. La feinte de l'un provoque la parade de l'autre, qui amène le premier à modifier son attaque, si bien qu'il peut y avoir beaucoup de mouvements dans un sens ou dans l'autre avant qu'il n'y ait une attaque » (*Ibid.*, p. 132).

<sup>119</sup> « Un ingénieur qui construit un pont parle à la nature de la même manière que nous parlons à l'ingénieur. Il y rencontre des forces et des tensions, et la nature lui renvoie des réponses auxquelles il doit répliquer d'une autre manière encore. Il prend dans sa pensée l'attitude des choses physiques. Il parle à la nature et la nature lui répond. La nature est intelligente en ce sens que nous pouvons nous représenter certaines de ses réponses à nos actes et y répliquer – ces réponses devenant différentes dès lors que nous y avons répliqué. Nous pouvons répondre à ce changement, au point de pouvoir coopérer avec la nature » (G. H. Mead, *L'esprit, le soi et la société*, Paris, P. U. F., 2006, p. 248).

*stimulus pour l'autre organisme qui ajuste ses réponses ; lesquelles, à leur tour deviennent un stimulus pour le premier organisme, qui modifie sa propre action ou en amorce une différente »<sup>120</sup>.*

Ainsi, à Mulhouse, où dans certains quartiers, les habitants laissent des sacs en plastique de toute nature sur les trottoirs pour que les services de ramassage les collectent, si certains déposent leurs ordures en dehors des horaires prévus, ou si les services de nettoyage ne respectent pas le rythme prévu, les sacs seront probablement éventrés et leur contenu sera répandu sur la chaussée par des animaux, des enfants ou même des passants agacés par l'encombrement du trottoir (voir photographie 60 et 61)... En plus de ces réponses directement « humaines », la répétition de ces incidents provoquera une réponse moins directe de l'environnement, telle qu'on peut le voir dans les photographies 62 à 65. Il peut aussi arriver qu'un gardien d'immeuble, excédé par le nettoyage supplémentaire que ces décalages lui imposent, rappelle, de manière plus ou moins diplomate, les horaires aux habitants... Son intervention pourra dans certains cas les amener à modifier leurs pratiques. Les femmes de certains quartiers de Mohammedia, constatant que le ramassage des ordures et le nettoyage des rues ne sont pas assumés par l'entreprise délégataire choisie par la ville – constatant donc la « non-réponse » de cette entreprise -, se cotisent pour que l'une d'entre elles (en général l'épouse d'un chômeur, une femme seule avec des enfants...) soit désignée et payée pour prendre en charge la propreté des abords de leur immeuble ou d'une partie de leur rue<sup>121</sup>.

---

<sup>120</sup> G. H. Mead, *L'esprit, le soi et la société*, Paris, P. U. F., 2006, p. 132.

<sup>121</sup> On ne saurait manquer de citer ici, à l'appui de cette perspective d'écologie sociale, ce texte de R. E. Park cité par N. Herpin : « Darwin trouva que les bourdons étaient indispensables pour la fertilisation de la « pensée sauvage », dans la mesure où les autres abeilles ne visitent pas cette fleur. Il en est de même pour une espèce particulière de trèfles : les bourdons sont seuls à visiter le trèfle rouge car les autres abeilles ne peuvent atteindre le nectar. Le raisonnement est le suivant : si les bourdons viennent à s'éteindre ou deviennent rares en Angleterre, la pensée sauvage et le trèfle rouge deviendront très rares et disparaîtrons même. Or, le nombre de bourdons dans chaque district donné dépend dans une large mesure du nombre des rats des champs qui détruisent leurs nids – on estime que près de deux tiers de ces nids ont été dans toute l'Angleterre ; près des villages et des petites villes, les nids de bourdons sont plus nombreux que n'importe où ailleurs ; cela est attribué au nombre de chats qui détruisent les rats des champs. Ainsi, la moisson prochaine de trèfle rouge dans une certaine partie de l'Angleterre dépend du nombre des bourdons dans le district ; le nombre des bourdons dépend à son tour du nombre des rats des champs ; le nombre des rats des champs dépend du nombre et du caractère entreprenant des chats, et comme on l'a ajouté, dépend du nombre de vieilles filles (...) qui, dans le voisinage ont un chat », R. E. Park, cité par N. Herpin dans *Les sociologues américains et le siècle*, Paris, P. U. F., 1973, p. 24.

Avant de nous pencher sur ce que signifie ce dialogue en termes d'interactions entre individus en face à face, il importe de retenir que « *quelque chose ne devient un stimulus qu'en liaison avec ce qui prédispose et préoccupe l'organisme dans son interaction en cours avec un environnement particulier* »<sup>122</sup>. En fait, « *lorsque nous agissons, nous sommes continuellement en train de sélectionner les éléments précis qui, dans le champ la stimulation, réussiront à libérer la réponse. Nous avons à réaliser notre acte de telle façon que la réponse, qui prend forme, continue de rétroagir sur l'organisme, sélectionnant pour nous exactement les stimuli qui nous permettront de faire ce que nous avons commencé à faire* »<sup>123</sup>. Ces dispositions ne sont pas seulement intériorisées par les individus au cours des différents moments de leur socialisation<sup>124</sup>... Elles sont aussi inscrites dans des équipements comme des poubelles, des machines comme les voitures-balayeuses ou des dispositifs organisationnels comme les horaires de ramassage et la planification du nettoyage des rues. Ces inscriptions<sup>125</sup> déterminent la manière dont les techniciens, les élus et les bénévoles associatifs pensent la question de la propreté des rues et s'engagent dans l'action. On peut comprendre de cette manière les prises de positions des responsables de la partie technique du nettoyage des rues de Besançon à l'égard du « travail social » de sensibilisation prôné par la mairie. Ainsi, alors que les tenants de l'engagement auprès du public nous assuraient de la pertinence de leur choix et se félicitaient d'une nette évolution dans la prise en charge des déjections canines, ces techniciens tentaient de nous montrer que la quantité de ces déjections, ramassées mécaniquement, n'avait pas varié. Soutenir politiquement l'effort de sensibilisation ou investir dans un matériel ajusté à la complexité du ramassage dans des rues étroites où sont garées de nombreuses voitures... les manières d'entrer dans la conversation par gestes dépendent des dispositions à l'action et des ressources que l'on cherche à mettre en œuvre.

On peut différencier un acte comme totalité de l'un des simples gestes qui le constituent, de la même manière qu'on distingue un dialogue des répliques qui le forment. Saisies isolément les unes des autres et non dans la manière dont elles se répondent les unes aux autres, ces dernières n'ont pas réellement de sens. Dans ce cadre, le stimulus n'est pas un simple

---

<sup>122</sup> D. Céfai et L. Quéré, « Introduction », in G. H. Mead, *L'esprit le soi et la société*, Paris, P. U. F., 2006, p. 19. « *C'est la réponse qui préside à la recherche, à la sélection et à l'interprétation des stimuli dans l'environnement pour permettre son expression. Car les stimuli sont à découvrir, à constituer, déterminer et à sélectionner* » (*Ibid*, p. 20).

<sup>123</sup> G. H. Mead cité par D. Céfai et L. Quéré, *Ibid*. p. 21

<sup>124</sup> Ce que nous ne cesserons de confirmer par la suite.

<sup>125</sup> Ces inscriptions ne sont pas à proprement parler des affordances capable de guider l'action du dehors. Ce sont des ressources cognitives et matérielles prêtes à être engagées dans un cours d'action.

déclencheur qui se trouverait à l'origine d'une conduite. Il reste présent activement tout au long du processus d'action. C'est cette permanence qui assure l'unité et la force cumulative d'un processus d'ajustement complexe ou au contraire se manifeste par un retrait de la conversation. La personne qui abandonne ses ordures sur un tas d'immondices accumulés n'accepte pas de « revenir en arrière », de rentrer chez elle avec ses déchets. Elle a conservé des sacs en plastique après avoir fait ses achats, elle a peut-être placé ces sacs dans une poubelle d'intérieur, elle a attendu que le sac soit plein, elle l'a peut être doublé pour qu'il ne se déchire pas sous le poids des ordures... Elle a suivi cette ligne de conduite dans le but de se défaire de ses déchets domestiques. Son dernier geste ne se comprend donc que dans le prolongement de l'ensemble que nous venons de présenter. La conduite d'un individu n'est pas une succession de gestes déliés les uns des autres mais un ensemble dans lequel les actes antérieurs préparent la voie aux suivants. De cette manière se constitue en permanence un horizon d'attentes dont il faut se demander comment elles peuvent être « réciproques »<sup>126</sup>.

Cette totalisation, qui donne sens à la conduite d'un individu, s'effectue également dans les transactions qui permettent à plusieurs interactants d'ajuster leurs conduites entre eux<sup>127</sup>. Les différents gestes qui composent un acte peuvent être produits par différents individus. De ce point de vue, « *la fonction du geste est de rendre possible l'ajustement entre les individus impliqués dans l'acte social, par référence à l'objet ou aux objets visés* »<sup>128</sup>. Les gestes en tant que « phases de l'acte social »<sup>129</sup> sont autant de stimuli pour les autres individus. Il ne s'agit pas d'idéaliser une sorte d'harmonie, car l'acte en question peut aussi bien être une compétition sportive, un duel ou toute autre forme de conflit. De ce point de vue, dans le cas concret que nous évoquions à la fin du paragraphe précédent, c'est la signification de

---

<sup>126</sup> « *Les phases ultérieures de l'acte sont déjà présentes dans les phases initiales, pas seulement au sens où elles seraient prêtes à être déclenchées, mais aussi au sens où elles servent à contrôler le déroulement du processus dans son ensemble. Elles déterminent la manière dont nous allons nous approcher de l'objet, nous en saisir et agir dans les premières phases de sa manipulation. L'innervation de certains groupes de cellules du système nerveux central amorce à l'avance les phases ultimes de l'acte : l'acte est déjà présent comme un tout et commande ainsi à son propre déroulement* » (G. H. Mead, *L'esprit, le soi et la société*, Paris, P. U. F., 2006, p. 104).

<sup>127</sup> « *Le geste est le début d'un acte qui annonce les phases qui vont suivre. De ce fait, il fournit au partenaire des indications lui permettant non seulement d'identifier l'acte engagé et d'anticiper la suite, mais aussi de susciter sa propre réponse. L'auteur du premier geste peut prendre appui sur la réponse naissante de son partenaire pour déterminer sa propre conduite, et ainsi de suite* » (D. Céfai et L. Quéré, « Introduction », in G. H. Mead, *L'esprit, le soi et la société*, Paris, P. U. F., 2006, p. 24).

<sup>128</sup> G. H. Mead, *L'esprit, le soi et la société*, Paris, P. U. F., 2006, p. 134.

<sup>129</sup> G. H. Mead, *L'esprit, le soi et la société*, Paris, P. U. F., 2006, p. 133.

l'ensemble de l'acte consistant à se débarrasser de ses ordures ménagères qui est mise en question par l'absence de réponse du service de ramassage. Comme nous le verrons plus loin, c'est la constitution d'un acte social qui devient impossible.

En effet, c'est la réponse à un geste qui lui donne son sens. De ce point de vue, la signification ne précède pas la communication mais elle est produite par la communication<sup>130</sup>. C'est ainsi que : « *En escrime, parer c'est interpréter une botte* »<sup>131</sup>. Le déchet, n'est pas seulement ce dont on se débarrasse, c'est aussi ce que les services de ramassage ramassent et ce que les services de nettoyage nettoient ! Est déchet, non pas un objet en soi, mais ce que la concertation entre les acteurs - quelle que soit sa forme - finit par désigner comme tel. Le chewing-gum n'est pas un déchet à Mohammedia ou à Rufisque, il le devient à Besançon car ses composants chimiques qui attaquent les dalles de la rue piétonne nécessitent un travail spécifique d'entretien... Pour remédier aux difficultés et aux coûts de ce nettoyage, la mairie constitue les chewing-gums explicitement comme objets/déchets en mettant en place les poubelles réunissant un « attrape-gums », une poubelle classique, un cendrier et un rouleau de « canisacs » au centre ville (photographie de la page 10). Cette « super poubelle » mise en place après un long effort de réflexion et avec grand soin par les services de Besançon n'est pas ce concentré de sens qu'elle prend pour I. Calvino<sup>132</sup>. Elle n'est pas inefficace, comme le soulignent les responsables des services municipaux, mais parvient-elle à s'ériger comme une institution<sup>133</sup>, ou ne reste-t-elle qu'une curiosité ?

À Rufisque également, certaines réponses des acteurs institutionnels en termes de dispositifs rendent compte de ces effets de désajustement avec les attentes des populations. On peut notamment prendre pour exemple la façon dont la commune d'arrondissement de Rufisque-Est s'est efforcée de répondre au problème d'insalubrité aux abords d'un marché, en l'occurrence celui du quartier Gouye mouride. Ainsi, lors d'un entretien avec le maire, celui-

---

<sup>130</sup> « *La signification ne doit pas être conçue comme un état de conscience ou comme un ensemble de relations organisées qui existent ou qui subsistent mentalement en dehors de l'expérience dont ils font partie. Il faut, au contraire, la concevoir objectivement comme ayant son existence tout entière à l'intérieur de ce champ d'expérience. La réponse d'un organisme au Geste d'un autre organisme, dans l'acte social, est la signification de ce geste* » (G. H. Mead, *L'esprit, le soi et la société*, Paris, P. U. F., 2006, P. 161).

<sup>131</sup> G. H. Mead, *L'esprit, le soi et la société*, Paris, P. U. F., 2006, p. 161.

<sup>132</sup> I. Calvino, *La route de San Giovanni*, Paris, Seuil, 1991, p. 113 à 150.

<sup>133</sup> Dans la perspective que nous avons adoptée, les institutions sont des « organisations de réponses » ou des « complexes de réponses habituelles » (G. H. Mead cité par D. Céfai et L. Quéré, p. 59).

ci se prévalait d'avoir fait installer un container, surveillé par un « gardien » et équipé d'une petite échelle permettant aux habitants de venir y déverser leurs ordures : « *Au marché Gouye mouride, à l'entrée de Gouye mouride, le marché durant dix ans, c'était le dépotoir de tout le quartier. Personne ne pouvait respirer là bas... mais il a suffi que la commune d'arrondissement fasse une action et finalise cette action pour que les gens maintenant soient complètement... C'est-à-dire on a enlevé toutes les ordures, on les a compactées et à côté, on a mis un container. Dans le quartier, quand la personne vient, il y a une petite échelle et quand les gens viennent, même la nuit, s'il n'y a plus de gardien, ils poussent l'échelle pour déverser. C'est-à-dire, le gardien est laissé là-bas dans la journée. Chaque fois, quand quelqu'un vient, il dit allez, montez, déversez. Cette petite sensibilisation a porté ses fruits.... Maintenant, l'endroit qui était un vrai dépotoir de tout le quartier est devenu l'endroit le plus propre du quartier* »<sup>134</sup>. Or, après cet entretien, nous nous sommes rendus sur l'emplacement indiqué où nous avons trouvé ce container avec son échelle (photographie 78). Pourtant, on pouvait voir éparpillés tout autour des déchets plastiques et des restes alimentaires, approvisionnés par le marché, qui semblaient au moins faire le bonheur de quelques chèvres. Nous voyant prendre des photos, le gardien est venu à notre rencontre. Or, durant l'échange qui s'ensuivit, celui-ci nous expliqua qu'il considérait son rôle comme consistant à menacer ceux qui déversaient leurs ordures à côté du container de payer une amende de 6000 francs CFA (un peu moins de 10 euros) et de les « emmener à la police » : « *je leur dis juste pour leur faire peur (...) mais jusque là, je n'ai mis d'amende à personne* ». Cependant, à la question de savoir si le marché était effectivement plus propre grâce à ce dispositif, il répondit, un peu désespéré, en me montrant les déchets qui jonchaient le sol, que « *les gens qui sont là sont quand même un peu impolis. Oui, ils sont impolis parce que tu leur parles et ils ne prêtent même pas attention à ce que tu dis. Il faut que je le dise aux gars du service d'hygiène, qu'ils viennent les secouer* », reconnaissant par là les limites de son efficacité.

De la même façon, les responsables municipaux de Rufisque donnent volontiers des exemples d'expériences consistant à installer des poubelles dans un quartier, nous prenant à témoin du « manque d'éducation » des populations qui récupèrent ces poubelles pour en faire des bassines pour stocker de l'eau ou des vêtements...

Faisant un pas de plus en direction d'une analyse en termes de désignation, ne faut-il pas

---

<sup>134</sup> Entretien avec Albert Ndoye, Maire de la commune d'arrondissement-Est de Rufisque, 30 juillet 2010.

également reconnaître une très forte asymétrie dans l'assignation des rôles tenus par les interactants ? En effet, sur la base des dispositifs qui sont mis en place, les techniciens engagent le dialogue en opposant nettement salir et nettoyer. Pour eux, porter ses déchets à la poubelle, ce n'est pas participer pleinement au ramassage ou au nettoyage, c'est salir ! Dans la conversation par gestes qui nous intéresse, les réponses des uns et des autres sont véritablement pensées comme des répliques, au sens presque agonistique du terme. Le passant, l'habitant, le commerçant... salissent, qu'ils salissent en quelque sorte *proprement* s'ils respectent les dispositifs mis en place par les techniciens ou *salement* s'ils ne les respectent pas...

Si la signification reste immanente au plan de la communication concrète, cela n'empêche pas l'émergence de significations partagées. « *Les gestes deviennent des symboles significatifs quand ils font naître implicitement chez l'individu qui les accomplit la même réponse qu'ils font naître explicitement – ou sont censés faire naître – chez ceux à qui ils s'adressent* »<sup>135</sup>. Avec les symboles significatifs apparaît la possibilité d'adopter l'attitude d'autrui à l'égard de ses propres gestes. Cependant, cette attitude spéculaire ne va pas de soi. Dans les quatre villes, nous avons recueilli de nombreuses remarques répétant inlassablement sous diverses formes : « Et si tout le monde faisait comme ça ! ». Comme nous le verrons plus loin, cette forme de désapprobation a même été adressée, à propos des crachats et des mégots de cigarettes, devant nous, à plusieurs reprises, devant plusieurs classes d'élèves d'un lycée technique de Besançon où les responsables du service de nettoyage de la ville menaient, en accord avec la direction de l'établissement, une campagne de sensibilisation. Chez ces professionnels, comme chez les personnes interrogées ou chez les personnes avec lesquelles nous avons discuté, c'est moins une absence de responsabilité civique qu'un manque d'éducation ou un défaut de socialisation qui ont été ainsi dénoncé. Le rôle des parents dans la transmission des codes de « bonne conduite », l'absence d'éducation, le mauvais fonctionnement des familles... ont toujours été associés à ce genre de remarques. Du point de vue des personnes que nous avons rencontrées, l'avantage de ces derniers jugements tient sans doute au fait qu'ils permettent d'expliquer l'échec de la conversation par gestes, en même temps qu'ils laissent envisager une action pédagogique.

Il faut approfondir cette capacité socialement construite de se stimuler soi-même ou encore de

---

<sup>135</sup> G. H. Mead, *L'esprit, le soi et la société*, Paris, P. U. F., 2006, p. 135.

se saisir soi-même comme un objet<sup>136</sup>. L'intériorisation de la conversation par gestes permet à l'individu de se prendre pour objet et de faire émerger un « soi ». « *L'individu en tant que tel, entre dans sa propre expérience comme objet, et non pas comme sujet. Il n'y entre comme objet que sur le fondement des relations et des interactions sociales, c'est-à-dire des rapports qu'il entretient avec les autres individus, dans un environnement social organisé* »<sup>137</sup>. Ainsi, pour Mead : « *le soi accède à la conscience de soi par le détour d'autrui* »<sup>138</sup>. Comment peut-on jeter un chewing-gum, une cannette de bière ou un paquet de cigarettes vide sur le trottoir alors que, dans la rue, on se trouve sous le regard d'autrui ? Même si personne ne nous regarde, comment peut-on se voir soi-même faire ça ? Ne faut-il pas « s'oublier » ?

Pour le comprendre, il importe de différencier ce que G. H. Mead nomme l'« autrui significatif » et l'« autrui généralisé » en les renvoyant aux deux formes de socialisation dans lesquels ils se constituent. Dans un premier temps, par le moyens de jeux libres (play) où il s'identifie à des personnes importantes pour lui (ses parents, ses enseignants...), l'enfant explore les attentes réciproques qui organisent son environnement. Il provoque en lui-même les réponses de sa mère, ou il reconstruit l'attitude de ses enseignants à travers des jeux de rôles spontanés. L'autrui significatif est cette figure singulière dont nous intériorisons le regard afin de mieux répondre à ses attentes. Dans un second temps, l'enfant s'engage dans des jeux de sociétés plus complexes (games) où il faut comprendre la conduite de chaque participant en référence un tout articulé. L'autrui généralisé n'est pas une personne particulière mais un rôle qui doit être saisi dans son articulation avec d'autres, comme celui de gardien de buts vis-à-vis des défenseurs de son équipe et des attaquants de l'équipe adverse. À cet égard, G. H. Mead affirme que « *c'est seulement dans la mesure où il assume les attitudes de son groupe social organisé envers l'activité coopérative qu'il développe un soi complet ou qu'il maintient le soi complet qu'il a réalisé* »<sup>139</sup>. Ne faut-il pas nous appuyer sur cette distinction pour mieux comprendre les jeux de rôles qui sous-tendent la très problématique coproduction de la propreté des rues ? Ce qu'on ne fait pas sous les yeux de ses proches, peut-on le faire sous les yeux d'étrangers ? La propreté des rues ne dépend-elle pas de la manière dont l'intervisibilité permet, dans chaque ville, de se considérer avec le regard d'autrui ?

---

<sup>136</sup> « La conscience de soi se constitue dans et par l'action de prendre ou de sentir l'attitude d'autrui vis à vis de soi » (G. H. Mead, *L'esprit, le soi et la société*, Paris, P. U. F., 2006, p. 237).

<sup>137</sup> G. H. Mead, *L'esprit, le soi et la société*, Paris, P. U. F., 2006, p. 280.

<sup>138</sup> G. H. Mead, *L'esprit, le soi et la société*, Paris, P. U. F., 2006, p. 304.

<sup>139</sup> G. H. Mead, *L'esprit, le soi et la société*, Paris, P. U. F., 2006, p. 223.

## **Sensibilisation, culpabilisation et concertation : la posture de l'instruction publique**

La recherche comparative permet de faire apparaître des ressemblances et dissemblances. Cette capacité à rendre visibles certains aspects du réel doit également correspondre à une forme d'écriture par laquelle les chercheurs tentent de restituer les résultats de leur travail. Dans ce but, conformément à une logique de reconstruction idéale-typique, au lieu de nous livrer à une fastidieuse énumération des caractéristiques propres à chaque aspect de chaque ville, il nous semble plus pertinent de présenter les éléments les plus intéressants que nous avons retenus (la sensibilisation et la logique de l'instruction publique, la politisation de la propreté des rues et la logique sacrificielle, le rôle de la mémoire dans la propreté des rues, celui de la qualification de l'espace commun et la construction d'un espace de soi) en partant, à chaque fois, du site qui nous semble présenter les traits les plus remarquables.

En l'occurrence, si la question de la sensibilisation des habitants est présente dans les quatre villes, il nous a semblé que c'est à Besançon qu'elle se constitue de la manière la plus explicite. C'est aussi dans cette ville que nous nous approchons le plus du modèle que nous pensions ajusté à la description de la concertation nécessaire à la coproduction de la propreté des rues lors de notre réponse à l'appel à proposition de recherche.

Nous retiendrons trois éléments de la sensibilisation à Besançon : Le service proximité, la sensibilisation des maîtres de chiens, les actions éducatives auprès des enfants et des adolescents dans le cadre de l'école.

### **Proximité**

« Proximité » est un numéro vert mis en place par la commune afin de répondre à différentes questions ou difficultés qui peuvent se poser aux bisontins. Lorsqu'un appel concerne les questions de propreté, il est orienté vers le service concerné où un professionnel permanent répond immédiatement. Ce service au public est présenté comme un outil de « renfort » aux activités ordinaires du service Propreté-Voirie. Dès qu'un « *citoyen remarque un problème* »<sup>140</sup>, c'est-à-dire que « *dans telle rue, il y a des soucis, du verre cassé, des déchets*

---

<sup>140</sup> Entretien avec le « référent proximité » du service Propreté-Voirie de Besançon.

*sur le trottoir, etc.* »<sup>141</sup>, il peut contacter le service par le biais de « proximité ». L'appel est pris en compte, la rédaction d'une « fiche » permet d'en garder la trace, et une date d'intervention du service est programmée. Un courrier est ensuite envoyé à la personne qui a pris contact afin de l'avertir du jour et de l'heure de l'intervention.

Pour ses responsables, « proximité » permet de :

- **visibiliser le travail du service** : « *les gens ne visualisaient pas tout le travail que l'on faisait* » ; « *on peut prouver qu'on travaille* » ; « *ça montre au gens qu'on tient la route* » ; « *c'est la seule chance qu'on a aujourd'hui de prouver qu'on bosse bien* » ; « *on ne peut plus dire que nous sommes des fainéants parce que nous avons une obligation de résultat* » ; « *on peut prouver aujourd'hui à la population qu'effectivement, tel jour on est bien intervenu et on a fait un travail correct* » ; « *ça veut dire : on a une demande et on va traiter la demande* » ;

- **déplacer les responsabilités** : « *pour les gens, la plupart du temps, si la rue était sale c'est parce que ça faisait un moment que le service de propreté n'était pas passé mais qu'eux n'étaient pas responsables de la saleté de la rue. Tandis que maintenant, quand nous on intervient et que deux jours après le même problème se pose, et puis qu'ils refont une demande, on intervient de nouveau... On peut leur dire : écoutez, on est déjà intervenu deux fois cette semaine... Donc on se rend compte que les gars en propreté, ils sont bien* » ;

- **avoir un contact direct avec la population** : « *ça créé un véritable dialogue* » ; « *ça nous a permis d'avoir un réseau relationnel très important avec la population* » ; « *proximité nous a ouvert un dialogue avec la population* » ;

- **mesurer l'intérêt que les gens accordent à la propreté de leur ville** : « *On est le service le plus sollicité de la ville* » ; « *ça montre à quel point les citoyens sont attachés à la propreté urbaine* » ;

- **affiner le plan de propreté** : « *ça permet d'affiner le plan de propreté* » ; « *on sait mieux ce qui se passe quartier par quartier* » ; « *proximité permet d'être beaucoup plus souple et plus rationnel dans les interventions* » ;

---

<sup>141</sup> Entretien avec le « référent proximité » du service Propreté-Voirie de Besançon.

- **cibler les problèmes** : « ça permet de cibler les problèmes » ; « on sait aujourd'hui quelles matières posent problème dans la rue » ; « avec proximité on a pu classer toutes les interventions par nature : déjection canine, dépôt sauvage... » ;

- **revaloriser le service** : « proximité, ça a revalorisé notre fonction d'une manière extraordinaire » ; « grâce à proximité, les gens nous reconnaissent une capacité d'intervention » ; « on est respecté » ; « aujourd'hui, on ne nous dit plus n'importe quoi et puis quand on s'installe quelque part, ça se passe bien ».

D'une manière générale, c'est un outil « intéressant », « extraordinaire », « important » pour le service. Et l'on peut dire que, répondant à une « demande » (1257 appels gérés en 2009), il permet aussi de « contenter » les bisontins. Mais si cet outil permet de répondre à l'indignation et aux protestations d'une partie de la population concernant la malpropreté de la rue, il ne permet pas la mobilisation des gens autour de cette question. En effet, au fondement d'un appel, il y a bien un trouble, un problème, « pointé », « remarqué », « signalé » par un ou plusieurs individus. Et, ainsi que le souligne le « référent proximité », « quand un citoyen appelle parce qu'une corbeille est pleine, c'est que quelque part, ce n'est pas anodin pour lui »<sup>142</sup>. Cependant, si la constitution d'un public réunissant les personnes concernées s'amorce sur « un état de vulnérabilité du jugement civique sur la chose à faire ou à dire, sur l'initiative à prendre »<sup>143</sup> par rapport à l'identification de ce problème, il semble que l'existence d'un outil politique et technique comme « proximité », empêche cette coalescence d'avoir lieu. Du moins, il la devance et ne lui permet pas de se réaliser. Il confisque la capacité politique et technique des habitants pour n'en faire que des usagers qui peuvent, au mieux, signaler ce qui les dérange.

Ainsi, un problème (« du verre brisé dans un square », « des gobelets en plastiques et des mégots autour d'un café »...) peut se reproduire une multitude de fois et donner lieu à une multitude de demandes d'intervention : elles seront systématiquement « traitées » par le service : « Avec proximité, ils nous appellent : on vient. Ils nous appellent 4 fois : on vient »<sup>144</sup>. À cet égard, l'activité des agents rappelle un peu le mythe de Sisyphe : « qu'est-ce

---

<sup>142</sup> Entretien avec le « référent proximité » du service Propreté-Voirie de Besançon.

<sup>143</sup> D. Cefaï, I. Joseph, *L'Héritage du pragmatisme*, Paris, Éditions de l'aube, 2002, p.13.

<sup>144</sup> Entretien avec le responsable de secteur et le responsable de la section mécanique du service Propreté-Voirie de Besançon

*que je vois, moi, au quotidien, quand je vais à 5h30, 6h du matin sur le terrain avec les équipes ? Chaque matin, ils font la même chose. C'est remarquable parce que du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre, ils font la même chose. Ils enlèvent toujours les mêmes cannettes aux mêmes endroits, les crottes de chien aux mêmes endroits... »<sup>145</sup>.*

Ce dispositif semble laisser peu de place au travail d'exploration (au sens de J. Dewey), à l'engagement ou à l'aptitude des individus à agir sur leurs conditions de vie. Les gens se contentent de désigner ou de dénoncer : le service répare. Cela rétablit chacun dans son rôle, sans confusion (salisseurs, nettoyeurs, plaignants...), mais ne permet pas la redistribution des rôles (il n'y a pas d' « enquêteurs »).

### **Unité déjections canines**

Comme nous l'indique la responsable de la « politique animal », le travail du service sur la question des déjections canines est « *essentiellement basé sur la responsabilisation du propriétaire de chien* ». Convaincu qu' « *on ne peut régler la problématique animal que si on travaille en proximité avec les propriétaires de chien* », le service mène des actions de « responsabilisation » et de « sensibilisation » où l'objectif est d' « *obtenir un changement de comportement durable* ». Pour ce faire, le service organise des campagnes de communication visuelle et multiplie les rencontres avec les propriétaires de chien. Ces rencontres s'effectuent avec les partenaires du service sur cette question spécifique : vétérinaires, clubs canins locaux, société canine de Franche-Comté. En 2008, ce partenariat a donné lieu à une « grande fête du chien » intitulée « Animal citoyen, maître citoyen ». Cette construction d'alliances ne rappelle-t-elle pas le « travail d'intéressement » que décrit B. Latour<sup>146</sup> ?

### **Retour sur la question de la visibilité du travail de nettoyage**

---

<sup>145</sup> Entretien avec le responsable du service Propreté-Voirie de Besançon.

<sup>146</sup> B. Latour, *Aramis ou l'amour des techniques*, Paris, La découverte, 1992.

La question de la visibilité/invisibilité du travail des acteurs de la propreté urbaine est un thème qui revient systématiquement dans les entretiens que nous avons effectués. Le caractère éphémère de la propreté (« *on nettoie le matin, on fait un boulot remarquable, et quelques heures après c'est à nouveau sale* »<sup>147</sup> et la non-évidence des résultats de l'activité des agents renvoient la propreté à la limite de l'invisibilité. Dès lors, comment la rendre davantage visible si ce n'est en visibilisant l'activité des agents de nettoyage ?

Dans cette perspective, le « référent proximité » insiste particulièrement sur le fait qu'en « visibilisant » le travail du service en matière de nettoyage des rues (travail qu'il juge tour à tour « remarquable », « bon », « correct »), « proximité » permet de rendre compte que « *si la rue est sale, ce n'est pas parce que le service de propreté n'est pas passé, mais parce que les gens sont responsables de la saleté de la rue* ». Selon lui, « proximité » permet de « *déplacer les responsabilités* ». On retrouve cette idée dans l'ensemble des entretiens : le service Propreté-Voirie produit de la propreté, les usagers de l'espace public produisent de la saleté. Il faut le montrer. À cet égard, le responsable du service nous a expliqué qu'en constatant l'état de certaines rues, il a souvent « *envie de demander à ses agents de laisser, de ne pas ramasser* » la saleté, ou de « *décaler de deux ou trois heures la prestation de nettoyage le matin pour que les gens puissent voir* » l'état des rues.

Cet effort de mise en « spectacle du propre »<sup>148</sup> dans l'espace public permet également au service Propreté-Voirie d'offrir aux élus des résultats sensibles à partir desquels peuvent se négocier des moyens supplémentaires : « *notre service a su mettre en place des équipes efficaces. Les élus et les habitants le voient. Comme on voit bien qu'on est efficace on peut demander des moyens* »<sup>149</sup>. Dans le même mouvement, ce travail de « visibilisation » permet aux élus de rendre évident les efforts financiers et techniques concédés à la propreté urbaine. S'agissant d'un critère sur lesquels la municipalité est jugée lors des élections, la propreté urbaine peut constituer une vitrine édilitaire où « *il ne suffit plus de rendre propre, mais aussi faire voir qu'on rend propre* »<sup>150</sup>. Ainsi, le responsable de secteur rappelle que « *la demande*

<sup>147</sup> Entretien avec le « référent proximité » du service Propreté-Voirie de Besançon.

<sup>148</sup> H.-P. Jeudy, « Le choix public du propre : une propreté des sociétés modernes », *Annales de la Recherche Urbaine*, 53, 1991, p.103-108.

<sup>149</sup> Entretien avec le responsable de secteur et le responsable de la section mécanique du service Propreté-Voirie de Besançon.

<sup>150</sup> B. Prost, « Dissimuler, montrer, oublier nettoyage et nettoyeurs. La propreté des espaces publics parisiens dans la seconde moitié du XX<sup>e</sup> siècle, entre visibilité et invisibilité », *Hypothèses*, 2006/1, p.67-75.

*de la mairie, c'était qu'il y ait des gens qui soient vu ; pour le maire c'était important ; c'était ça l'objectif* ». Comme nous le remarquons à propos des photographies, faire voir la propreté, c'est rendre visible le travail de nettoyage.

### **La question de la « responsabilisation » à Besançon**

Dans l'ensemble des entretiens, l'accent est mis sur la « responsabilisation » : il faut « *responsabiliser les usagers de l'espace public* », « *responsabiliser les propriétaires de chien* », etc. Les cadres du service estiment qu'il est indispensable d'associer la population à l'objectif de propreté. Cette démarche nous montre que dans le service de nettoyage bisontin « *on cherche à travailler autant avec les habitants qu'avec les déchets* ». Cela passe par un travail de « *sensibilisation* » où il s'agit de corriger les « *mauvaises manières* » ou « *mauvaises habitudes* » des usagers de l'espace public, de « *changer les comportements* » des usagers, de leur faire « *acquérir durablement le bon geste* », « *le bon comportement* »... Sales quand on les laisse livrés à eux-mêmes, ils doivent devenir propres grâce aux actions de sensibilisation du service. Dans cette perspective, la responsable adjointe du service souligne l'importance de la campagne de sensibilisation auprès des enfants en ce qu'elle permet de « *travailler sur du long terme* ».

On sait que la responsabilisation est un facteur de libération. En le tenant pour responsable de ses actes et, par là, en lui faisant assumer les conséquences de ses propres actes, la responsabilisation permet à l'individu d'étendre ses capacités, de faire émerger une volonté de transformation de son environnement... « *La responsabilisation* » prônée par les différents cadres du service Propreté-Voirie rejoint-elle cette idée ou s'agit-il davantage de culpabilisation, dont on sait qu'elle enferme plus qu'elle ne libère ?

Pour répondre à cette question, nous nous attacherons à décrire ce travail de sensibilisation tel que nous avons pu concrètement l'observer dans un lycée professionnel :

**Note d'enquête à propos de l'observation d'une rencontre organisée entre des représentants des services de propreté de la ville de Besançon (une responsable et 3 agents sont présents) et 4 classes élèves d'un lycée technique professionnel du bâtiment.**

*On peut d'abord dire que cette démarche nous montre que, conformément au leitmotiv qu'on retrouve aussi bien dans les entretiens que dans les documents municipaux, le service de nettoyage bisontin cherche à « travailler autant avec les habitants qu'avec les déchets ».*

*Il s'agit d'une démarche de sensibilisation des élèves, qui a été co-organisée par le Lycée et le service municipal de propreté, dans laquelle 4 classes (2 de seconde, 2 de première année de CAP) sont rencontrées pendant 1 heure chacune.*

*D'une manière générale les élèves sont assez apathiques. Un seul enseignant participe (lors de la première heure avec une classe de CAP), les autres s'installent dans une posture de retrait. La responsable du service propreté projette des photographies des abords du lycée ainsi que du centre ville de Besançon. On y voit divers détritiques : cannettes, emballages de friandises... et surtout mégots. La projection de ces images provoque, à chaque rencontre, des réactions spontanées de quelques élèves : « C'est un film d'horreur ! », « C'est Bagdad ! », « Non, sérieusement, c'est le lycée ça ! »... En réponse à l'une de ces remarques, un des agents du service de propreté rétorque : « c'est à vous d'ouvrir les yeux ! ». Interrogés par la responsable, qui rappelle à chaque classe que ce lycée bénéficie d'un plus grand nombre d'équipements que les autres établissements, les élèves ne savent pas combien de poubelles se trouvent devant le lycée. Alors qu'il existe 7 corbeilles, les élèves en dénombrent 3. Le dialogue se met en place plus ou moins facilement. A cet égard, les enseignants jouent un rôle très important de « facilitateurs ». Lorsqu'ils se tiennent en retrait (ce qui est le cas avec trois d'entre eux), la discussion se construit seulement avec quelques individus qui semblent plus à l'aise que les autres.*

*L'un des trois agents sollicite le dialogue en interpellant les élèves assez directement, ce qui tend à relancer le débat lorsque les élèves restent silencieux.*

*Les agents mettent l'accent sur leur métier et leurs conditions de travail. S'agissant des abords du lycée, sur lesquels ils interviennent, ils insistent sur les mégots et les crachats. L'un des agents se déclare choqué par l'abondance des crachats et il exprime son dégoût avec des images fortes : « ça colle aux baskets », « il y en a de toutes les couleurs... », « ça vous dérange pas de trainer ça sous vos chaussures toute la journée et de ramener ça avec vous partout où vous allez ? »...*

*Les professionnels parlent d'« irrespect » à l'égard de leur travail et d'« incivilités » à l'égard de la collectivité. Ils rappellent que les contribuables payent le nettoyage sans pouvoir profiter pleinement de l'espace public. Lorsque les professionnels leur demandent s'ils jetteraient leurs mégots et cracheraient dans le salon de leurs parents, les élèves répondent que le « dehors » est très différent du « dedans ». La notion de seuil est très importante pour eux. Comme les élèves disent en général qu'ils ne salissent pas eux-mêmes, sauf exception et « par distraction », les agents et la responsable du service propreté leur demandent s'ils sont prêts à faire des remarques à ceux qui salissent les abords du lycée. Ce que les élèves n'entendent pas car si pour les professionnels, l'espace public est à tout le monde, il n'est à personne pour ces adolescents. Ils n'entendent pas plus l'argument selon lequel le temps passé par les agents à nettoyer les abords du lycée est perdu pour d'autres tâches et le service à d'autres populations.*

*De ce point de vue, les agents affirment à plusieurs reprises qu'ils se trouvent en quelque sorte mal employés lorsqu'ils doivent passer trop de temps devant l'établissement :*  
*1/ ils ne font pas le véritable travail qu'ils sont capables de faire ; ils ne donnent pas le meilleur d'eux-mêmes, leurs compétences sont en quelque sorte sous utilisées ;*  
*2/ ils ne rendent pas le service qu'ils devraient rendre à la collectivité.*

*La responsable du service propreté évoque le fait que le proviseur de l'établissement, contrairement à celui du CFA voisin, ne souhaite pas mettre en place une politique « répressive » et qu'il laisse les élèves sortir de l'établissement pour fumer devant les portes du lycée au moment des interclasses. L'un des professionnels répète à plusieurs reprises : « vous êtes des hommes, vous n'êtes pas des enfants ». La responsable évoque devant chaque classe la demande que le proviseur a fait parvenir aux services municipaux afin que soit aménagé un espace convivial pour les élèves devant le lycée. Elle rappelle, qu'avant cela, la mairie souhaiterait un changement de comportement...*

Ce que nous avons observé au cours de cette matinée est conforme à ce qui est dit au cours des entretiens lorsque les personnes interrogées mettent l'accent sur la sensibilisation pour produire la propreté. Cependant, qu'il s'agisse de faire prendre conscience, de culpabiliser ou de revendiquer le respect des professionnels du nettoyage, le discours des professionnels est peu entendu par les élèves.

On voit bien que, par le travail de sensibilisation, les techniciens de la ville vont au devant des gens pour leur demander de ne pas salir. Ainsi, ils mettent effectivement en œuvre une démarche préventive plus que curative. Mais on constate également que dans la situation observée, malgré leur effort, ils ne produisent pas une véritable concertation. Ce qui manque sans doute ici c'est l'idée de coproduction. Sans elle, les agents municipaux partent avec l'idée que les gens produisent de la saleté et que leur service produit de la propreté au lieu d'envisager la propreté comme une production collective.

Oscillant entre prévention et répression, en cherchant généralement à culpabiliser (même si les responsables du service affirment ne pas vouloir stigmatiser), la sensibilisation ainsi pensée supplée une éducation civique défaillante, donne des leçons d'hygiène mais ne transforme pas les interlocuteurs en partenaires.

La volonté de totalisation affichée par le responsable du service Propreté-Voirie participe également à ce constat : en cherchant à accumuler des « dossiers » (problème des tags, des déjections canines, des toilettes publics...) ou à conquérir d'autres territoires (les « espaces

verts »...), il cherche à renforcer et à « valoriser l'activité » du service en même temps qu'il clôture le traitement de la saleté des rues dans une dimension technique coupée de ce que l'on pourrait appeler la « prolifération du social ». Dans cette perspective, bien qu'ils se veuillent attentif à l'hétérogénéité du social en accordant une importance primordiale au « dialogue », à la « discussion », à la « proximité » ou au « contact direct du public », les actions et discours des responsables du service reproduisent le modèle de « l'instruction publique » dans lequel « *les profanes ne peuvent qu'être éclairés par les experts sans apport en retour* »<sup>151</sup>. Ils tentent d'instituer un « ordre moral » ou « civique », mais cet ordre n'est pas interactionnel ou « transactionnel »<sup>152</sup>. Ils cherchent davantage à mettre en lumière les incompétences des usagers, à corriger leurs défauts plus qu'à mettre les problèmes à *la portée* des gens.

Si la démarche de sensibilisation, telle que nous avons pu l'observer, place bien le public visé dans une situation trouble (grâce à l'usage des photographies), elle ne leur permet pas de s'engager véritablement dans une enquête car les techniciens apportent leurs réponses en même temps qu'ils posent leurs questions. L'identification du problème et les démarches permettant sa résolution sont donc nettement séparées. Il n'y a pas d'enquête destinée à identifier collectivement la source du trouble et à créer les conditions d'un réajustement aux conditions données.

D'une manière plus générale, si selon J. Dewey le public est constitué par l'ensemble des personnes concernées par un problème, nous pouvons dire qu'il y a bien, à Besançon, un « public » qui se constitue autour du trouble causé par la malpropreté des rues – il y a bien des gens qui dénoncent, signalent, demandent que l'on intervienne sur cette question – mais il s'agit d'« un public au sens passif du terme », c'est-à-dire d'« un ensemble de personnes qui ressentent les effets indirects d'activités auxquelles il ne participe pas »<sup>153</sup>.

Même lorsque les personnes concernées par la malpropreté des rues parviennent à identifier le trouble et à l'instituer comme problème, ils ne parviennent pas à traduire leur affection commune par un projet de régulation de cette question. Il n'y a donc pas de problématisation permettant la construction d'une expérimentation dans laquelle le sujet se transforme en

---

<sup>151</sup> P. Lascoumes, « La productivité sociale des controverses ». Intervention au séminaire « Penser les sciences, les techniques et l'expertise aujourd'hui », 25 janvier 2001.

<sup>152</sup> Pour reprendre le terme de J. Dewey

<sup>153</sup> J. Zask, *L'opinion publique et son double. Livre II : John Dewey, philosophe du public*, Paris, L'Harmattan, 1999, p. 165.

même temps qu'il agit sur son environnement. Les individus restent des usagers isolés qui, au mieux, dénoncent, chacun dans leur coin, l'état de malpropreté de la rue. Dans ces conditions, il ne peut donc exister de véritable « communauté d'enquêteurs ».

En fait, il s'agit plus de faire reconnaître ou simplement accepter une forme de répartition des rôles dans une sorte de scénario préétabli dont les publics ciblés sont acteurs et non auteurs : ils doivent reconnaître qu'ils salissent et que les techniciens nettoient ; qu'ils sont producteurs de saletés comme les techniciens sont producteurs de propreté. Dans cette perspective, être sensibilisé, c'est accepter de tenir une place pré/assignée dans le processus de production de la propreté. C'est reconnaître que l'intervention du service s'adresse bien à soi, c'est se sentir concerné... On ne peut manquer de penser ici à l'interpellation au sens où l'entendait Althusser. L'interpellation permet-elle de constituer un interlocuteur politiquement capable de concertation ?

En repartant de la salle de cours où nous avons rencontré les élèves, la responsable adjointe du service Propreté-Voirie nous confie, comme un aveu d'impuissance, que les démarches de sensibilisation entreprises à Besançon atteignent leurs limites et, qu'au-delà, il faut réprimer. Les cadres du service ont ainsi demandé aux élus du conseil municipal que les agents de propreté soient assermentés afin de pouvoir verbaliser les contrevenants (ce que les policiers répugnent à faire selon elle). Cette interpellation cherche à fermer la « boîte noire », à instaurer une routinisation des comportements ajustés à la prestation technique offerte par les services municipaux (de « bonnes habitudes »). On pourrait dans le prolongement de B. Latour parler d'une délégation non de moralité mais de civisme. La masse de civisme qu'on serait en droit d'attendre mais qui semble manquante lorsqu'on observe les comportements égoïstes des seuls habitants "salisseurs" se retrouve, face à eux, lorsqu'on considère le dispositif de nettoyage producteur de propreté urbaine. L'organisation des techniciens compétents remplace les citoyens défaillants. Du point de vue de la Sociologie de l'Acteur Réseau, les services bisontins ont su produire des « scripts »<sup>154</sup> efficaces. Il y a bien à

---

<sup>154</sup> « Par la définition des caractéristiques de son objet, le concepteur avance un certain nombre d'hypothèses sur les éléments qui composent le monde dans lequel l'objet est destiné à s'insérer : ils définissent des acteurs avec tels ou tels goûts, compétences, motivations, aspirations, opinions politiques, imaginent telle ou telle évolution des mœurs, des techniques, des sciences, de l'économie etc. Une grande part de leur travail de conception consiste à « inscrire » cette (pré)vision du monde dans les contenus techniques de leur innovation. Nous proposons d'appeler l'aboutissement de ce travail « script » ou « scénario » : cette mise en forme technique, par le concepteur, de son point de vue sur les relations nécessaires entre son objet et les acteurs qui doivent s'en saisir se veut une

Besançon une tentative de « conscription » qui « *diminue le nombre des occasions dans lesquelles on utilise les mots. La plupart des actions deviennent silencieuses, familières, incorporées dans les humains ou excorporées dans les non humains...* »<sup>155</sup>. Mais la conscription ainsi entendue n'est-elle pas un obstacle à la concertation ?

### **L'Association des Enseignants des Sciences de la Vie et de la Terre (AESVT) à Mohammedia et le modèle de l'instruction publique**

Si le modèle de « l'instruction publique » fonctionne à Besançon dans les campagnes de sensibilisation du service assurant la propreté des rues, il structure également l'action de l'AESVT de Mohammedia concernant l'environnement en général et les questions liées à la propreté des rues en particulier.

Cette association est fortement investie à Mohammedia dans plusieurs projets de promotion du développement durable et de sensibilisation à la préservation de l'environnement. En termes d'actions concernant les déchets, ce sont l'ouverture d'une future décharge ainsi que la propreté des plages et des forêts entourant la ville qui préoccupent les responsables associatifs que nous avons rencontrés. Intéressés par notre projet, ils nous ont fortement soutenus dans nos démarches pour aller au devant des administrations locales et des habitants. C'est grâce à eux que nous avons rencontré l'ancien Maire de Mohammedia ainsi que certains élus de l'actuel conseil municipal. C'est aussi avec eux que nous avons organisé une exposition et une conférence sur le thème de notre recherche.

Reconnaissant que leur profession d'enseignants les place dans une situation privilégiée pour la sensibilisation de la population par le biais de leurs élèves<sup>156</sup>, ces professeurs du secondaire prédéterminent des mises en scène que les utilisateurs sont appelés à imaginer à partir du dispositif technique et des prescriptions (notices, contrats conseils...) qui l'accompagnent. Mais tant qu'il n'y a pas d'acteur pour incarner les rôles prévus par le concepteur (ou en inventer d'autres) son projet reste à l'état de chimère : seule la confrontation réalise ou irrealise l'objet technique », dans M. Akrich, « La description des objets techniques », *Sociologie de la traduction. Textes fondateurs*, Paris, École des Mines, 2006, p. 163.

<sup>155</sup> B. Latour, *Petites leçons de sociologie des sciences*, Paris, La Découverte, 2006, p.72.

<sup>156</sup> Ici, comme dans le travail de sensibilisation du service de Besançon, la dimension pédagogique de l'action est essentielle : « Il faut commencer par l'école... avec les plus petit et continuer jusqu'au lycée. Pour moi la clé, c'est l'enseignement ». On peut « toucher les familles par le biais des enfants ». L'école est « le camp de base ».

déplorent l'absence de moyens soutenant leur action associative hors du cadre scolaire. Le manque de ressources assurées oblige ces militants à s'engager dans des actions ponctuelles décousues et des projets difficiles à pérenniser en raison des financements irréguliers qu'ils parviennent à obtenir. Nous pourrions dire qu'ils sont condamnés à agir au coup par coup, de manière tactique, sans pouvoir véritablement développer une stratégie<sup>157</sup>.

De leur avis, ce manque de moyens pose également, de manière symbolique, la question de la reconnaissance des problèmes d'environnement par les pouvoirs publics ainsi que par la population. On comprend ainsi pourquoi, lorsque nous l'interrogeons sur l'existence d'un soutien de la mairie, le responsable de l'antenne locale de l'AESVT nous a répondu ironiquement que « *c'est eux qu'il faudrait d'abord sensibiliser !* ». Cette remarque est sans doute d'autant plus amère qu'au niveau national plusieurs discours du roi, les engagements publics de la princesse Lalla-Hasna, la mise en place de la charte de l'environnement et l'adoption de la loi concernant les sacs en plastique, attestent du souci de l'environnement au plus haut niveau de l'État.

Les entretiens réalisés à l'occasion de nos premiers contacts insistent sur la lenteur de la mise en place des dispositifs réglementaires, le décalage entre les décisions du pouvoir national et leur mise en œuvre par les administrations locales... Ainsi, un membre de l'AESVT. se demandait, devant nous, s'il n'était pas vain d'inciter ses élèves à jeter leurs papiers et emballages de friandises dans la corbeille des salles de classes alors qu'il y a très peu de poubelles publiques dans les rues...

---

<sup>157</sup> On nous permettra de citer ici un long texte de M. De Certeau concernant l'opposition des stratégies et des tactiques : « *J'appelle stratégie le calcul des rapports de forces qui devient possible à partir du moment où un sujet de vouloir et de pouvoir (un propriétaire, une entreprise, une cité, une institution scientifique) est isolable d'un environnement. Elle postule un lieu susceptible d'être circonscrit comme un propre et donc de servir de base à une gestion de ses relations avec une extériorité distincte (des concurrents, des adversaires, une clientèle, des cibles ou des objets de recherche). La rationalité politique, économique ou scientifique s'est construite sur ce modèle stratégique. J'appelle au contraire tactique un calcul qui ne peut pas compter sur un propre, ni donc sur une frontière qui distingue l'autre comme une totalité visible. La tactique n'a pour lieu que celui de l'autre. Elle s'y insinue, fragmentairement, sans le saisir dans son entier, sans pouvoir le tenir à distance. Elle ne dispose pas de base où capitaliser ses avantages, préparer ses extensions et assurer une indépendance par rapport aux circonstances. Le propre est une victoire du lieu sur le temps. Au contraire, du fait de son non lieu, la tactique dépend du temps, vigilante à y saisir au vol des possibilités de profit. Ce qu'elle gagne, elle ne le garde pas. Il lui faut constamment jouer avec les événements pour en faire des occasions* » (M. De Certeau, *L'invention du quotidien I/ Arts de faire*, Paris, U. G. E., 1980, p.20-21).

Le statut professionnel des fondateurs de l'AESVT est essentiel dans la définition du rôle social et du fonctionnement interne de l'association par ses membres. Il s'agit, en effet, de mettre leur savoir d'enseignants diplômés au service de la cause environnementale. Leur profession est, selon eux, un atout incontestable. On peut cependant faire un pas de plus et penser que l'engagement associatif de ces professionnels est un moyen de s'accomplir pleinement comme professeurs<sup>158</sup>. Ce sont en effet les porteurs d'un renouveau de la manière de poser la question environnementale au niveau national et local.

Pour les militants associatifs il importe que la question soit posée à deux niveaux :

- celui des instances de décision et des pouvoirs publics qui doivent reconnaître le problème et faire connaître leur position ;
- celui du public qui doit transformer ses pratiques.

Il s'agit de se présenter comme ceux qui doivent permettre et faciliter la traduction concrète des attentes légitimes de la raison scientifique et du souverain en aidant les profanes à adopter de « bonnes pratiques ». Il s'agit bien d'assumer une « double délégation » en éduquant les profanes (élus et habitants). En effet, il faut instruire le peuple en substituant la connaissance à l'ignorance et le former d'un point de vue éthique et politique afin qu'il respecte l'environnement. Cette pédagogie n'a rien d'une maïeutique qui reconnaît des compétences aux profanes. Les experts expliquent, les ignorants écoutent...

---

<sup>158</sup> Généralement, un métier devient une profession lorsqu'il obtient le contrôle du recrutement de ses membres, qu'il édicte les normes de son exercice et qu'il définit lui-même les règles de ses rapports avec les autres groupes sociaux. De ce point de vue, les professions s'appuient généralement sur une licence et un mandat. La licence est d'abord une autorisation d'exercer la profession en question. Elle concerne ensuite la possibilité d'entreprendre des actions qui ne sont pas permises aux autres. Elle trace ainsi une frontière entre les professionnels et les autres. Le mandat d'une profession repose sur sa capacité à imposer collectivement les termes dans lequel le champ d'activité concerné doit être pensé par l'ensemble de la société. D'après E.-C. Hughes : « *Chaque profession se considère comme l'instance la mieux placée pour fixer les termes selon lesquels il convient de penser un aspect particulier de la société, de la vie ou de la nature, et pour définir les grandes lignes, voire les détails, des politiques publiques qui s'y rapportent. Ce mandat est accordé à certaines professions plus largement qu'à d'autres ; en temps de crise, même les professions les plus puissantes et les plus respectées peuvent se le voir contesté* », (*Le Regard sociologique*, Paris, EHESS, 1996, p.109).

## **La politisation de la question de la propreté urbaine : à partir du cas de Mulhouse**

Si le développement industriel de Mulhouse a fortement structuré sa composition urbaine, il a également influencé sa composition sociale avec une forte proportion d'ouvriers et d'immigrés, qui se sont installés à la faveur d'une importante demande en main-d'œuvre, notamment dans l'industrie automobile des années 1960. Aujourd'hui, avec les mutations économiques et industrielles des vingt dernières années, la disparition des mines de potasse et celle quasi totale du textile, la zone d'emploi de Mulhouse s'est considérablement fragilisée. Sur le plan politique, ces évolutions ont favorisé le développement et l'implantation du Front National, représenté localement par l'association « Rassemblement des Mulhousiens », et présent au second tour de toutes les élections municipales depuis 1989<sup>159</sup>. Or, dans cette dispute pour la Mairie, la politique de la majorité municipale en matière de propreté urbaine constitue une cible d'attaque permanente pour les partisans du Front National.

### **Commentaires échangés à propos du problème de propreté des rues de Mulhouse sur le site du « Rassemblement des Mulhousiens avec Patrick Binder » :**

*« Un nouveau service de nettoyage va être mis en place en 2007 et en 2008. Alors surtout ne vous trompez pas lors des prochaines élections. Chaque voix comptera, surtout celles des français.....!!!! Mulhouse a besoin d'un grand nettoyage »<sup>160</sup>.*

*« La propreté à Mulhouse, c'est le service Pupa (Propreté urbaine et parc auto). Mercredi dernier, c'était leur journée nettoyage de printemps. L'occasion de traiter à fond certains lieux et de faire passer un message. L'an passé, 100 tonnes de déchets ont été collectés au cours de la même opération. Malgré tous les moyens mis en œuvre, malgré l'amélioration de l'organisation du service nettoyage à Mulhouse, le résultat est de plus en plus décevant. Les comportements se dégradent nous annonce sérieusement le maire-adjoint Roger Imbéry. La propreté d'un quartier est totalement liée à sa population. Résidence Roxelane, résidence du Diamant Noir ou le 71 rue de Pfastatt, qui habite majoritairement dans ce type d'immeubles? Ces HLM, logements sociaux, résidences en tout genre étaient flambants neuves, propres... et le seraient restés si les locataires avaient été majoritairement des européens. Chacun en tirera les conclusions nécessaires!!! Le maire et son équipe d'adjoints de guignols ont permis la création depuis plus de 15 ans de ce type de ghettos et ils s'étonnent, la "bouche en cœur" de la dégradation des comportements. Le nettoyage à fond devrait être fait avec ceux et celles qui transforment leur quartier en porcherie, avec l'aide des travailleurs sociaux, des emplois jeunes, des "grands frères"... Mais il est vrai*

<sup>159</sup> A noter toutefois qu'en 2001, c'est le Mouvement National Républicain (MNR), branche dissidente du Front National, qui accède à la triangulaire du second tour, et ce alors même que le FN était présent au premier tour.

<sup>160</sup> Site internet « Rassemblement des Mulhousiens », 17 décembre 2006.

*que tous ces gens ne font rien pour le quartier hormis de demander de l'argent, et toujours plus!!! »<sup>161</sup>*

*« Celui qui, à connu Mulhouse où il faisait bon vivre, ne peut que constater avec regret et amertume cette dégradation et cette régression qui ont tout défiguré. Cette évolution négative est le fait d'événements, au départ anodins et sans importance, mais qui, au fil des ans, ont eu un effet boule de neige et généré des comportements individuels, même parfois collectifs, qui sont plus tard entrés dans les mœurs. Il faut dire que l'absence d'éducation et de culture, l'accroissement rapide d'une population qui ne peut plus être maîtrisée, les réactions tardives des autorités, leur négligence et parfois leur complicité, ont plus qu'encouragé cette dégradation que l'on constate de nos jours. Les jardins publics se sont transformés en urinoirs à ciel ouvert, en dépôts d'ordures de toutes sortes, en lieux de débauche... Tout ça, c'est le résultat de la gestion socialiste de notre ville. Décadence, bordel, insécurité,... rime avec gauche!!! »<sup>162</sup>*

Lorsqu'en 2006 le Maire décide d'équiper certains quartiers de la ville d' « éco containers », des commentaires sont déposés sur le site du F.N., suggérant à la municipalité d'opter pour des « *containers INCOMBUSTIBLES* » afin que les « *jeunes ne puissent pas s'en servir* ». Des craintes sont clairement formulés : « *il va y avoir des milliers de réceptacles sur les trottoirs et chaussées et l'on pourra ainsi voir des batailles de "poubelles stock" dans les rues et quelques incendies par-ci par-là. Une affaire qui roule disent certains dans les coulisses, ils ne croient pas si bien dire (forcément ils ont quatre roulettes). Comme quoi lorsqu'une municipalité est incapable de faire respecter la propreté dans ses rues où trop souvent les sacs poubelles sont jetés par les fenêtres et/ou traînent l'avant veille sur les trottoirs, il faut trouver une solution innovante, bref lumineuse comme un feu de poubelle ! "Le Maire" l'a trouvée: il n'y aura plus de sacs poubelles, au moins pense-t-il les containers ne seront pas jetés par les fenêtres!!!! UBUESQUE et qui va payer ? Comme d'hab. ce qui bossent et payent des impôts donc - de 50 % de la population. Et l'été prochain, au lieu de pouvoir proposer du street basket etc... ils y aura des compétes de course de poubelles. Les pompiers vont avoir du job. L'idée vient de ceux qui s'autoproclament force de progrès. Ces Anciens 68tar ont à mon avis abusé de la moquette ce qui les fait voir rose une ville plutôt en gris pour ne pas dire en "grisgris" ou en tchadri comme ce soir au super marché rue "Gay" Lussac où plusieurs "toile de tente communautariste" se promenaient dans les rayons et l'on apercevait que deux yeux dans l'ouverture de leur soufflet d'aération!!! Affligeant de constater que les forces "pseudo" du progrès ont attiré le moyen âge oriental dans notre ville où, à présent et de plus en plus ces porte étendards djihadistes se pavanent dans les rayons des super marché comme pour défier nos préparatifs de Noël. A quand la suite? Les caissières en tchadri? d'ailleurs je suis plutôt national écolo et je pratique/pratiquerai volontier le tri sélectif !!! et vive les sacs poubelles!!! Bonnes fêtes à tous et ce avec du bon lard et du crémant d'Alsace. Et n'oubliez pas, pour digérer tout cela, faites 50 pompes par jour ça va servir bientôt. à + René-A »<sup>163</sup>*

Il y a derrière les dénonciations régulières de l'état de propreté des rues de la ville une problématique plus large portant sur le *vivre ensemble*. Le directeur de la propreté urbaine à la

<sup>161</sup> Site internet « Rassemblement des Mulhousiens », 27 mars 2007.

<sup>162</sup> Site internet « Rassemblement des Mulhousiens », 25 avril 2010.

<sup>163</sup> Site internet « Rassemblement des Mulhousiens », 18 décembre 2006.

communauté d'agglomération reconnaît, embarrassé, que « s'il y a une différence entre Mulhouse et Besançon, c'est aussi en raison de la composition sociale de leur population. À Mulhouse, souligne-t-il, on a un brassage culturel plus important, avec des chocs culturels entre les usages et les coutumes de ces habitants aux origines différentes... On a beaucoup de personnes qui nous viennent du Maghreb, de l'ancienne Yougoslavie, de la Chine et qui ont vis-à-vis de la problématique propreté - déchet des visions et des comportements qui ne sont pas les mêmes... Quel message faire passer pour les faire adhérer ? Comment les amener à accompagner un principe ? Heureusement il y a la réglementation »<sup>164</sup>. Les médiateurs du Service Action Territoriale (SAT) de la ville font état du même désarroi : « Sur le quartier Fonderie par exemple, on a un problème qui est apparu récemment et qui coïncide avec l'installation d'une nouvelle communauté... Il y a des familles Roms qui se sont installées et c'est vrai qu'ils ont tendance à jeter leurs sacs poubelles n'importe où et n'importe quand... Cela exaspère les riverains, qui sont eux aussi des immigrés d'ailleurs... Le souci c'est qu'on ne peut pas aller les voir... vous savez c'est un système mafieux, il y a des chefs de clan, tout ça, des trafics... Et c'est vrai qu'ils ont tendance à mettre leurs sacs devant la porte du voisin... On soupçonne que c'est aussi chez eux une manière de s'approprier le territoire. Les enfants ont même tendance à faire leur besoin dans la rue, sur la voie publique... Un jour, j'en ai vu un pisser dans une cabine téléphonique, et ça je l'ai vu de mes propres yeux... donc bon... c'est vrai que c'est aussi problématique. On a de la chance à la limite que ça arrive dans un quartier où il y avait déjà des problèmes de propreté, car dans un autre quartier je ne sais pas ce qui se serait passé... Pour nous, c'est difficile d'assister à ça... Comment faire participer ces gens à une norme de vie ? Une norme de vivre ensemble ? »<sup>165</sup>

Présents sur le terrain, en première ligne des plaintes des habitants, ces médiateurs nous confient que, de toutes les questions soulevées lors d'une réunion de conseil de quartier, celles concernant la propreté des rues sont de loin les plus « passionnées ». Si bien que lorsque nous leur avons formulé le désir d'assister à ces réunions, la crainte que notre présence et surtout l'objet de notre enquête « enflamment » davantage la discussion a motivé un refus catégorique de leur part. Il n'y aurait que « très difficilement », selon eux, d'échanges possibles sur cette question-là, comme si « quelque chose d'irrationnelle » planait au-dessus

---

<sup>164</sup> Entretien avec le Directeur du service Propreté Urbaine et Parc Auto de la Communauté d'Agglomération de Mulhouse (M2A), 1<sup>er</sup> juin 2010.

<sup>165</sup> Entretien avec deux chargés de Mission Territoriale de la ville de Mulhouse, novembre 2010.

du problème de la mal-propreté des rues<sup>166</sup>.

Tel qu'il se pose à Mulhouse, le discours vis-à-vis du problème de la propreté des rues ne rappelle-t-il pas en effet la crainte permanente de la « souillure » que décrit M. Douglas ? Selon l'auteur de *De la souillure*, la saleté est essentiellement une offense contre l'ordre. Elle suppose, d'une part, l'existence d'un ensemble de relations ordonnées et, d'autre part, le bouleversement de cet ordre. De ce point de vue, la saleté n'est donc jamais un phénomène premier. Ainsi que le rappelle l'anthropologue, « là où il y a saleté, il y a système. La saleté est le sous-produit d'une organisation et d'une classification de la matière, dans la mesure où toute mise en ordre entraîne le rejet d'éléments non appropriés »<sup>167</sup>. Dans cette perspective, introduisant dans le système symbolique et dans le système social un germe de désordre, la saleté constitue un attentat contre le cosmos qui appelle des réponses radicales. À Mulhouse, la forme que prend cette question constitue un des enjeux majeurs de notre terrain. Car dans ce mode de pensée qui prétend protéger le « bien public » contre des comportements qui le détruiraient, « les producteurs de déchets » n'apparaissent plus comme des acteurs ou des interlocuteurs légitimes, mais sont nettement séparés des « bons citoyens ».

Il convient cependant de faire un pas de plus dans l'analyse. En effet, les discours que nous citons plus haut montrent que le clivage entre les « sales » et les « propres » se superpose, en les renforçant, à d'autres problématiques de confrontations, généralement plus larvées, entre ces groupes : « ceux qui bossent et payent des impôts » / « ceux qui profitent et transforment le quartier en porcherie », les « français de souche » / les « immigrés »... Les tensions autour de la désignation des « producteurs du sale » semblent s'intégrer dans un processus de violence sociale de plus grande ampleur. De ce point de vue, les concepts proposés par R. Girard nous semblent pertinents pour comprendre les mécanismes de désignation du coupable à l'œuvre à Mulhouse.

### **Approche anthropologique et logique sacrificielle**

<sup>166</sup> Entretien avec deux chargés de Mission Territoriale de la ville de Mulhouse, novembre 2010.

<sup>167</sup> M. Douglas, *De la souillure. Études sur la notion de pollution et de tabou*, Paris, La Découverte, 1992, p.55.

On sait qu'au moyen du mécanisme sacrificiel, une communauté se protège de sa propre violence en transformant la violence réciproque en violence unanime. Dans cette perspective, apparaissant lorsque l'on constate la faillite des régulations légitimes, le sacrifice d'un « bouc émissaire » permet de restaurer l'unité sociale, de maintenir l'ordre en canalisant la violence sur l'individu le moins intégré possible ou sur un groupe minoritaire. Selon R. Girard, la société se fonde ainsi dans la haine et la violence déchargée sur l'immolation d'une victime ; elle se constitue dans un lynchage. Or, il importe de prendre en considération que la victime sacrificielle doit être chargée du plus grand nombre possible d'impuretés. Les textes sacrés de nombreux peuples et les observations des ethnographes nous montrent que le bouc émissaire est accusé, à tort ou à raison, d'avoir commis les pires transgressions et de s'être souillée de diverses manières. Ainsi, certains rituels imposent à ces victimes de manger des nourritures interdites, de commettre des incestes... Pour rétablir l'ordre par la violence sacrificielle on accuse donc le bouc émissaire d'être responsable des plus grands désordres et de la plus grande impureté avant de le sacrifier.

**Autres commentaires échangés à propos du problème de propreté des rues de Mulhouse sur le site du « Rassemblement des Mulhousiens avec Patrick Binder » :**

*« Comment se fait-il que certains habitants ne respectent pas la propreté de Mulhouse? En observant vous aurez rapidement la réponse... Les quartiers les plus sales sont ceux où il y a le plus d'immigrés!!! C'est une réalité... »<sup>168</sup>*

*« On se plaint toujours à juste titre de la propreté dans notre ville et à juste titre. Il y a des quartiers, des rues plus propres que d'autres et pour cela il suffit de regarder quels sont les habitants qui y résident!!!! Il suffit de regarder les différents immeubles où sont loger les immigrés clandestins à Mulhouse, les immondices jonchent les alentours, ils jettent les détritius par les fenêtres (...) La propreté de Mulhouse c'est l'image de notre ville. Et dans ce domaine comme dans bien d'autres, l'immigration est source d'insalubrité dans de nombreux quartiers »<sup>169</sup>.*

Ce mécanisme victimaire n'est-il pas symptomatique de l'échec de la concertation en matière

<sup>168</sup> Commentaire de P. Binder, Conseiller Régional d'Alsace, Front National Alsace, site internet « Rassemblement des Mulhousien ».

<sup>169</sup> Site internet « Rassemblement des Mulhousiens », 5 mai 2009.

de propreté des rues ? Noyée dans une peur spécifique qui empêche toute réflexion, la question de la propreté des rues à Mulhouse semble traversée de part en part par une idéologie de la souillure portée par les ressentiments d'un groupe ouvrier fragilisé par la crise. De ce point de vue, la concertation autour de cette question semble difficile à mettre en œuvre si les acteurs ne sont pas en mesure de *comprendre*, au sens fort du terme, les attitudes respectives de ces deux groupes antagonistes.

### **« Ensemble faisons ! »**

En décembre 2011, les conseils de quartier de Mulhouse se sont réunis en assemblée générale autour du thème de l'« engagement citoyen ». Dans cette perspective, après un discours d'ouverture prononcé par une élue de la ville dans lequel la démocratie participative et la concertation tenaient la première place (« Ensemble faisons ! »), plusieurs ateliers ont été proposés pour « réfléchir ensemble » afin d'« améliorer le bien-vivre ensemble ». Dans l'atelier concernant la propreté des rues à Mulhouse, sous la direction d'un médiateur, une trentaine de personnes, réparties en groupe de cinq, était invitée à formuler des solutions concernant le problème de mal-propreté des rues de certains quartiers de la ville. Lorsque la mise en place d'un « système de délation avec menace d'amende » consistant à « punir tout un immeuble lorsque ses abords sont sales » est évoqué par plusieurs habitants, l'organisateur de l'atelier, visiblement embarrassé, rappelle qu'« on ne peut pas parler de délation » et que « le groupe est là, avant tout, pour parler de l'engagement citoyen ! ». Même embarras et même rappel à l'ordre lorsque, dans la phase de réflexion de l'atelier intitulée « je m'engage dans une action concrète », plusieurs habitants proposent « la délation » comme forme d'« engagement citoyen ». D'autres, qui souhaitent distribuer des tracts concernant les jours et les horaires de ramassage des ordures ménagères, soulignent : « s'il y a une information claire, alors on peut sanctionner plus fort si ce n'est pas respecté ». Pour ces habitants, la concertation n'est plus envisagée comme une solution possible au problème de propreté des rues.

### **Quelques prolongements : l'exemple de Rufisque**

Rufisque est également un bon exemple de cette articulation entre politisation de la question de la propreté urbaine, stigmatisation de l'altérité et recherche de boucs émissaires. D'une certaine façon, dans le prolongement des travaux de M. Douglas, pour qui le déchet se remarque quand il n'est pas à sa place, il semble que pour les populations, ceux qui produisent la saleté sont aussi ceux qui ne sont pas à leur place.

Tout d'abord, comme nous le verrons plus loin, lorsque nous traiterons de la pertinence de la notion d'espace public à propos des rues de Rufisque, il apparaît que pour les populations, les premiers responsables de la propreté/saleté des rues sont les pouvoirs publics. En effet, « la rue, c'est la rue du roi » ! Dès lors, si les rues sont sales, c'est d'abord du fait de leur inertie et de leur corruption. Ainsi, même quand des habitants sont indexés par d'autres pour avoir jeté leurs déchets dans la rue ou déversé leurs ordures dans un canal, ceux-ci se voient répondre que cela ne les regarde pas car ces espaces ne leur « appartiennent » pas. Donnons simplement pour exemple cet extrait d'entretien enregistré avec le maire de la commune d'arrondissement de Rufisque-Est<sup>170</sup> :

*« C'est... comment ils l'appellent, c'est Mbeddu buur quoi ! (...) Mbeddu buur la (« C'est la rue du roi »), ça ne t'appartient pas, c'est une propriété qui appartient à l'État, donc j'en fais ce que je veux (...). La notion d'espace public c'est ça, le gens, pour l'espace public, ils ne la prennent pas pour leur propre chambre, leur propre maison. Ils la prennent pour l'État et c'est l'État qui doit... tout ce qu'on peut faire là bas, c'est l'État qui doit le faire, qui doit réparer. S'il y a des dégâts, c'est l'État qui doit réparer. Et donc tout ce qu'on a, on le jette là bas, il sera obligé de le réparer et de le dégager ».*

Dès lors, les discours sur la propreté des rues glissent facilement sur des considérations relatives à la « propreté morale » des dirigeants politiques : « ils ne font rien pour nous », « ils ne sont là que pour manger l'argent »... Autrement dit, ces espaces supposés « publics » apparaissent ici comme des espaces « politiques », en ce sens qu'en l'absence de concertation, le déchet devient le média d'une expression politique contestataire.

Jeter, déverser, salir... reprend ainsi du sens en s'affirmant comme un moyen de stigmatiser et de cristalliser l'incurie des pouvoirs publics, les responsabilités respectives de l'État et de la Mairie étant globalement indifférenciées. Or, pour ces mêmes pouvoirs publics, il tombe

---

<sup>170</sup> Entretien en date du 30 juillet 2010.

inversement sous le sens que ce sont les gens qui sont sales.

Ainsi, le maire de Rufisque-Est se montre intarissable sur le fait que la « saleté » des gens renvoie bien à des questions d'éducation et de « mentalités » : *« Voilà, c'est ça la mentalité... il faudrait une vraie éducation en quelque sorte. Mais ça, je pense, c'est quelque chose de très compliqué. (...) C'est une question d'organisation et de sensibilisation. Les gens, les petites choses qu'ils font, pour eux, ce n'est rien. Mais il faut leur faire comprendre que ces gestes là, c'est pas bon ça... Il faut faire autrement (...). Mais ils n'ont pas cette culture ! C'est quelque chose, comme je disais, qu'il faut mettre en place, sensibiliser... Maintenant, parce que, ce qui se passe... Il y a une opération qui a été initiée à l'époque avec mon prédécesseur, ici, il y a trois ou quatre ans. Elle avait acquis pas mal de poubelles, qu'elle a distribuées au niveau des quartiers, pour que les gens puissent les utiliser. Mais tu sais... ces poubelles ont été utilisées qui, pour mettre des habits, pour mettre de l'eau, pour mettre du riz dans les chambres. Et pourtant, c'était distribué à l'ensemble des populations du quartier pour usage... pour des ordures, les mettre à côté et attendre le passage des camions pour enlever les ordures. Et là, les gens les ont utilisées à d'autres fins (...). Même sur le plan de l'assainissement, il y a aussi les grilles de, comment on les appelle... des rigoles, il y avait des grilles dans les petits canaux, il y a des couvercles, ils les enlevaient parce que c'est du fer pour aller vendre ça ! (...) Donc c'est une mentalité un peu difficile... »*

On se retrouve donc ici dans une situation assez proche de celle décrite par Djaffar Lesbet à propos de la Casbah d'Alger, quand il relevait la prégnance *« d'un face-à-face entre des gouvernants sourds, masquant leur illégitimité et leur incapacité en se répétant que les gens sont sales et une société muette pour laquelle le pouvoir n'est même pas capable d'enlever les ordures »*<sup>171</sup>.

Par ailleurs, à Rufisque comme à Mulhouse, cette politisation de la question de la propreté urbaine se voit étroitement corrélée à des logiques de stigmatisation et de recherche de boucs émissaires, à travers les figures de l'étranger, du rural et de l'habitant du quartier ou de la rue d'à côté...

En l'occurrence, parce qu'ils sont les plus nombreux et les mieux identifiés, la première

---

<sup>171</sup> D. Lesbet, « La Casbah d'Alger. Gestion de la salubrité », *Annales de la recherche urbaine*, n°33, mars-avril 1987, p.68.

catégorie d'étrangers accusés d'être sales est constituée par les immigrés peuls originaires de Guinée, ou Peuls Fouta. À cet égard, il n'est pas anodin que ces immigrés peuls de Guinée soient le plus souvent de petits commerçants, boutiquiers ou marchands ambulants, ces activités cristallisant au quotidien les frustrations liées au renchérissement du coût de la vie<sup>172</sup>. L'autre, c'est encore l'immigré de l'intérieur, le rural, qui est pour sa part stigmatisé comme non éduqué, voire non civilisé, accusé de vivre en ville « comme s'il était au village », ne connaissant pas les poubelles et jetant ses déchets n'importe où. Mais c'est aussi l'habitant du quartier ou même de la rue d'à côté, qui vient verser ses eaux usées ou même vider sa fosse septique de façon clandestine, la nuit, dans votre rue ou dans le canal dont vous êtes le riverain immédiat.

Or, comme pour mieux se dédouaner, les élus reprennent volontiers à leur compte ce type de discours: « *Les gens qui sont à côté de vous, eux, ils vivent les difficultés qu'engendre l'état des canaux... Il y a les vers, les maladies, leurs enfants jouent à côté, il y a les balles qui rentrent dedans, ils les récupèrent avec les mains, ils ne se lavent pas correctement, ils vont manger... Comme vous le savez, la majeure partie des Sénégalais mange avec la main... Donc ces gens là, ils ne veulent pas déverser dans les canaux (...). On a remarqué que c'est pas les populations riveraines, qui sont à côté du canal, qui viennent déverser. Les gens viennent d'autres quartiers pour déverser. C'est pourquoi, ceux qui habitent à côté vont dire "Non, au lieu de salir leur quartier, ils quittent leur quartier pour venir la nuit déverser dans nos canaux" (...). C'est les autres, qui viennent d'ailleurs, qui viennent déverser les ordures... »<sup>173</sup>.*

Par ailleurs, prenant la mesure de l'image déplorable de la ville et du fait que ce problème de propreté urbaine devient un enjeu politique majeur, l'arrivée d'une nouvelle majorité municipale en 2002 s'est accompagnée d'une reprise en main de la gestion de la salubrité de la ville. Ainsi, alors que le curage des canaux à ciel ouvert était, jusqu'en 2002, de la

---

<sup>172</sup> On notera par exemple la virulence de la campagne de dénigrement des boulangers « modernes » à l'égard de leurs concurrents peuls fouta qui produisent de façon traditionnelle (four au feu de bois, pétrissage manuel de la pâte...) un pain appelé « Tapa-lapa » qui gagne peu à peu les faveurs des populations car moins cher et « plus lourd ». Jouant sur les deux tableaux de la légalité et de rumeur, les boulangers sénégalais ont ressorti un décret de 1977 interdisant la production de pain avec une énergie non électrique dans les villes de plus de 3000 habitant dès lors qu'elles sont électrifiées et véhiculé des rumeurs selon lesquelles les Peuls pétrissent la pâte avec les pieds ou encore que l'on peut trouver des cafards dans leurs pains.

<sup>173</sup> Entretien avec Albert Ndoye, Maire de la commune d'arrondissement de Rufisque-Est, 30 juillet 2010.

responsabilité de l'Office National de l'Assainissement du Sénégal (ONAS), ce champ d'intervention a été repris en charge par la municipalité, à travers sa Direction des Services techniques Municipaux (DSTM)<sup>174</sup>. Or, comme nous l'a souligné le responsable de cette Direction, cet engagement municipal a été confirmé lors de la nouvelle alternance municipale de 2009 : « *De toute les façons, même si ce n'est pas de notre compétence, les populations considèrent toujours que c'est la mairie qui ne fait rien, alors autant montrer qu'on fait quelque chose !* ». À cette fin, en 2010, la DSTM s'est d'ailleurs engagée dans une politique volontariste visant à recruter des jeunes dans les quartiers en les organisant en Groupement d'Intérêt Économique afin de nettoyer les canaux. Il s'agissait ainsi, toujours selon le directeur de la DSTM, de répondre à un triple objectif, à savoir de régler le problème de l'insalubrité des canaux à ciel ouvert, de donner du travail aux jeunes, même de façon temporaire, et de sensibiliser les populations, partant de ce principe que « les gens salissent moins ce qu'ils ont eux-mêmes dû nettoyer ». Or, la mairie n'ayant pas les moyens de ses ambitions, cet effet d'annonce politique s'est à nouveau retourné contre le pouvoir municipal, accusé de ne pas tenir ses promesses, d'avoir détourné l'argent et d'être coupable de dévoiement clientéliste dans le choix des jeunes recrutés.

À Mulhouse comme à Rufisque, s'agissant des déchets, toujours porteurs d'un risque de chaos, la faillite des différents efforts de « conversation par gestes » et l'absence de concertation, laissent la place à l'expression de violences réciproques, face auxquelles les habitants, désemparés, s'en remettent aux fondements symboliques d'une violence sacrificielle.

---

<sup>174</sup> « *Pour améliorer l'image de la ville, et de ses nouveaux gestionnaires auprès des habitants, tout en créant des emplois aux jeunes sans qualification professionnelle, les autorités locales ont en effet préféré sous-traiter directement de la main-d'œuvre locale organisée en GIE* », I. SY, « La gestion de la salubrité dans la ville de Rufisque, révélatrice de frontières intra-urbaine », *art. cit.*, p. 177.

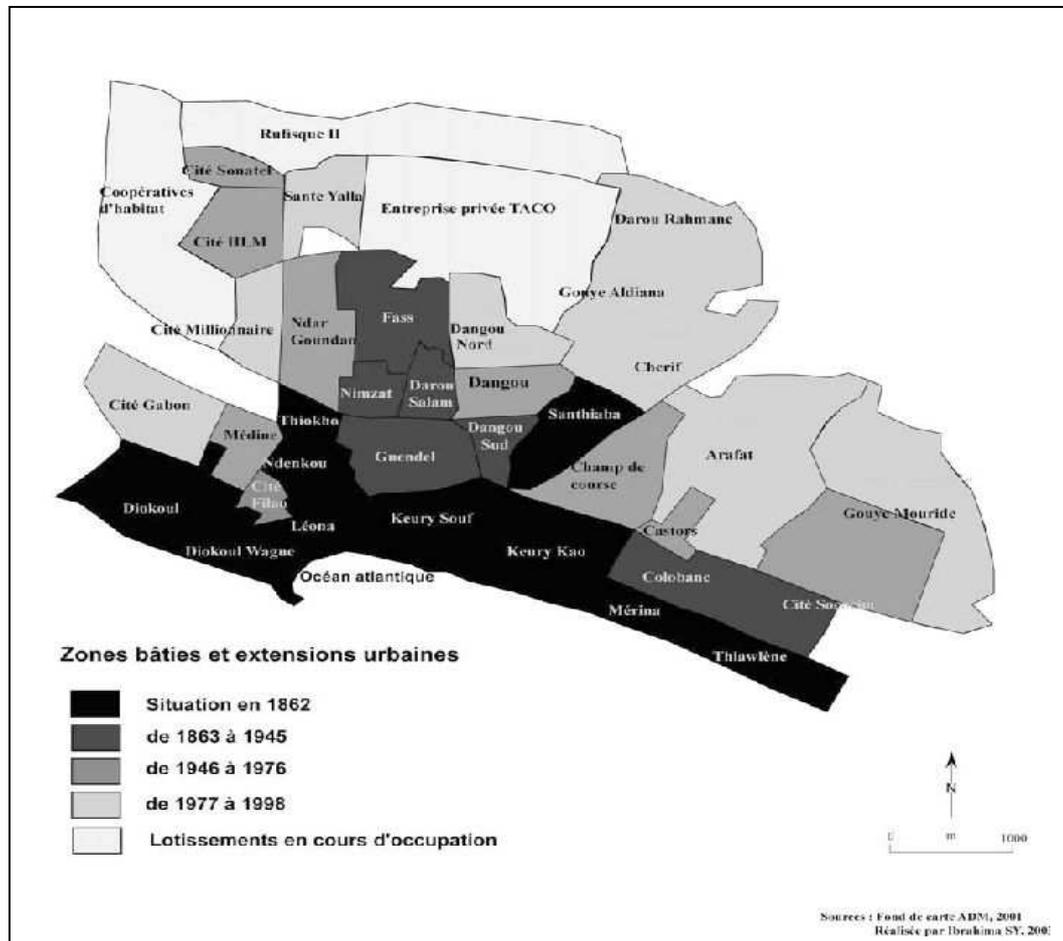
## Mémoire sociale des lieux et propreté des rues

À Rufisque, la question de la mémoire sociale des lieux se révèle particulièrement performante pour comprendre pourquoi et comment les populations de différents quartiers, peu irrigués par l'intervention des pouvoirs publics, entretiennent néanmoins un rapport différencié à l'espace public, se traduisant par une prise en charge plus ou moins concertée de la gestion des déchets et de la propreté des rues. Ainsi, dans notre partie consacrée au commentaire des quelques photos que nous avons sélectionnées, il était apparu que le quartier de Diokoul Kaw (photographies 88 à 91), que l'on peut pourtant qualifier de quartier populaire, se caractérisant par un habitat irrégulier et posant un certain nombre de contraintes matérielles au ramassage des déchets, du fait notamment de son maillage de rue étroites, se distinguait néanmoins par des rues singulièrement plus propres que celles de la plupart des autres quartiers. Or, nous avons souligné qu'il s'agissait d'un ancien quartier lebou, encore très homogène - on parle parfois de « collectivité » ou de « communauté » lebou<sup>175</sup> - et où les familles résidentes revendiquent avec fierté le fait de vivre dans les mêmes concessions depuis plusieurs générations. À l'extrême inverse, les quartiers d'habitat irrégulier plus récents, du type Gouye mouride, Arafat ou Gouye Aldiana, sont des quartiers dont l'occupation a suivi l'histoire des vagues migratoires et de l'exode rural de ces vingt dernières années. Entre les deux se trouvent des quartiers, tels que Ndenkou, Guendel ou Colobane, dont l'édification est relativement ancienne mais dont la population a considérablement évolué, sans être parvenue à maintenir un degré d'homogénéité et de cohésion comparable à celui de Diokoul Kaw.

---

<sup>175</sup> M. Diouf, « Identité ethnique et vie politique municipale (Les Lebu de Rufisque, 1945-1960) », in J.-P. Chrétien, G. Prunier (dir.), *Les ethnies ont une histoire*, Paris, Karthala, 2003, pp. 283-302.

## Étapes de l'extension urbaine de la ville de Rufisque<sup>176</sup>



Jusque dans les années 1950-1960, Rufisque avait la réputation d'être une des villes les plus propres du Sénégal. Des « anciens » racontent volontiers que pendant leur enfance, ils pouvaient même se baigner dans les canaux. Or, dans les années 1960-1970, la ville s'est peu à peu laissée déborder par une très forte croissance démographique, sous les effets conjugués de l'exode rural de populations n'ayant pas les moyens d'habiter à Dakar et de migrations de la sous-région. Encore alimentée par un fort taux de croissance naturelle, cette pression démographique a alors contraint les pouvoirs publics à déplacer des populations de certains quartiers anciens pour construire de nouveaux canaux d'évacuation. Ainsi, certains des plus anciens quartiers de la ville ont été complètement déstructurés et certaines des plus anciennes familles ont dû se réinstaller dans de nouveaux quartiers non planifiés, se retrouvant avec des

<sup>176</sup> Carte empruntée à la thèse d'I. Sy, *op. cit.*, p. 54.

populations avec lesquelles elles n'avaient aucune attache et vivant ces déplacements forcés comme une relégation sociale.

Il en résulte que dans les anciens quartiers qui sont restés à peu près intacts, la conjonction d'une forte intégration communautaire et d'une profonde mémoire sociale des lieux s'est peu à peu traduite par une véritable prise en charge collective des espaces communs. Ainsi, à Diokoul, toutes les familles se connaissent et se reconnaissent comme habitant dans le même quartier depuis plusieurs générations. Quand on entre dans une concession, il n'est pas rare de s'entendre dire que telle maison a été construite par tel aïeul, telle autre par son frère aîné... En outre, le « chef de quartier » y est une autorité légitime dont la parole est écoutée et répercutée dans les différentes strates générationnelles de chaque concession. Dès lors, on constate que s'est mise en place une forme de gestion concertée, collective, de type communautaire, de la prise en charge du quartier. Jeter n'importe quoi à même la rue ou ne pas « balayer le sable » devant sa porte y deviennent des comportements « visibles » et socialement condamnés. Entretenir le quartier, c'est s'entretenir soi-même et affirmer par là-même sa fidélité et son intégration à la communauté.

Certes, il existe bien à Diokoul quelques espaces où les populations viennent déverser leurs poubelles, notamment sur le front de mer... Il s'agit toutefois d'espaces spécifiques et concentrés, qui témoignent bien d'un certain degré de concertation dans la mesure où l'on vient jeter « là et pas ailleurs ». Autrement dit, ce que nous disent ces dépotoirs, c'est l'incapacité des pouvoirs publics à répondre positivement au geste des populations. C'est bien le double manque de concertation entre les services techniques et politiques d'une part, entre ces services et les populations d'autre part, qui se donne à lire ici, et non l'absence de concertation entre les habitants.

À l'inverse, dans les quartiers habités par des populations issues de l'exode rural, de l'immigration ou des déplacements de populations de quartiers plus anciens, l'absence de mémoire sociale des lieux se double d'un manque d'intégration collective. En témoigne le fait que la parole du chef de quartier n'y est pas écoutée mais à peine entendue et ce dans une relative indifférence, souffrant d'un manque de reconnaissance et de légitimité. Surtout, la gestion des déchets n'y obéit plus à une logique de concertation collective mais de traitement individualisé à l'échelle de l'unité domestique. Autrement dit, chacun se préoccupe, à un degré variable, de la propreté de son intérieur et de sa cour, mais en rejetant ses déchets

solides et eaux usées à même la rue ou dans les canaux les plus proches, les populations ne se sentant pas responsables de la propreté de leur environnement résidentiel.

Le fait qu'une partie importante de ces populations soient issues du monde rural n'est certes pas anodin, tant les habitudes de gestion des déchets au village se révèlent doublement inadaptées à la promiscuité et aux modes de consommation de l'espace urbain. Il s'agit là d'ailleurs d'un point volontiers mis en avant par les responsables municipaux. Ainsi, lors d'un entretien avec le maire de Rufisque-Est, rejoint par son responsable de la commission des finances, ce dernier explique que les populations qui « *viennent de l'intérieur pour s'installer en créant des quartiers périphériques comme Gouye mouride, Darou Rahmane, Gouye Aldiana... c'est 70 % des ruraux. Maintenant ils se comportent comme au village !* », et de poursuivre en expliquant qu'au village, justement, on se débarrasse des déchets en les jetant « *guinauw kër* », c'est-à-dire « derrière la maison ». À ces différences près qu'en milieu urbain, l'arrière de la maison est le devant d'une autre, que la promiscuité crée des effets de saturation et que les déchets ont changé de nature avec l'évolution des modes de consommation : les déchets alimentaires dégradables que pouvaient manger les animaux laissant notamment la place à des déchets plastiques « durables ».

La question de la mémoire sociale des lieux se révèle donc être un élément pertinent pour mieux comprendre les degrés et modalités de concertation entre habitants, à Rufisque certes, mais aussi dans les autres villes étudiées et notamment à Mulhouse. En effet, les photographies ainsi que les entretiens réalisés dans les anciennes cités ouvrières de cette ville montrent que la propreté des rues y dépend plus nettement du degré d'enracinement des habitants que de l'ancienneté des bâtiments. La rue semble bien moins salie lorsqu'elle est vécue comme une sorte de prolongement d'un « chez soi » dans lequel s'inscrit une histoire familiale partagée avec des voisins, que lorsqu'elle n'est qu'un espace neutre uniquement qualifié par ses commodités.

## **Espace domestique, espace commun et espace de soi**

Il nous semble pertinent de partir ici de des coupures radicales - qui nous ont en quelque sorte « sauté aux yeux » à Mohammedia - entre des espaces que nous pourrions considérer comme très propres alors que d'autres nous semblaient au contraire très sales. La grande proximité du propre et du sale, et non leur mélange, a formé pour nous une « situation trouble »<sup>177</sup> qui appelait un effort d'élucidation.

Nous avons noté que, dans une même rue, ces discontinuités sont le plus souvent matérialisées par des haies, des murs... De plus, elles sont également presque tangibles, lorsqu'à l'occasion d'un carrefour, nous passons d'une rue à une autre.

Nous avons d'abord pensé que la structure de l'espace bâti joue un rôle déterminant dans cette différenciation. Nous avons voulu vérifier si, lorsqu'une même rue est globalement sale on peut constater qu'il n'existe pas d'espace « privé » entre les murs des maisons et la chaussée où déambulent les passants. De plus, nous faisons l'hypothèse que dans ces situations, la chaussée est généralement très irrégulière (photographie 31). En effet, dès notre premier séjour, nous avons constaté que de nombreux déchets s'accumulent lorsque d'anciennes formes de recouvrement du sol alternent sur quelques mètres carrés en laissant parfois place entre elles à de la terre battue. À l'inverse, nous pensions que, dans les rues « propres », les trottoirs étaient plus larges et plus uniformes, des rambardes, barrières, escaliers, jardins... séparant nettement les bâtiments de la chaussée (photographies 22 et 23). Or, l'ensemble des photos que nous présentons nous amène à considérablement nuancer cette hypothèse, même si nous constatons un peu partout la présence de déchets qui se coincent plus ou moins inextricablement dans les aspérités du sol lorsque le revêtement est irrégulier.

Bien entendu, notre approche « techniciste » des caractéristiques du bâti, du revêtement des sols... appelait une explication en termes de caractéristiques socio/économiques des habitants. Nous nous demandions, en effet, si les différences que nous avons observées correspondaient à des formes de hiérarchie économique opposant des rues riches et des rues pauvres. Il est cependant difficile de dire que la présence des déchets dans les rues traduit une différence de

---

<sup>177</sup> On nous permettra de rappeler que, dans la perspective que nous adoptons pour ce rapport, une situation trouble est une situation dont les éléments constitutifs paraissent incohérents.

classe sociale. Banques internationales, bureaux d'affaires et résidences de luxe bénéficient effectivement d'un environnement privilégié à cet égard. Toutefois, la répartition de la propreté et de la saleté ne correspond que très grossièrement à de telles répartitions spatiales. Ainsi, par exemple, les abords du jardin public proche de la gare, qui jouxte l'une des rues les plus globalement propres, où nous avons pris de nombreuses photographies, sont jonchés de détritrus. De plus, à l'évidence, la répartition spatiale des groupes sociaux n'est pas toujours très nette. On peut s'en rendre compte avec la photographie 37, qui nous montre une rue où le container de ramassage des ordures déborde et où cohabitent des médecins spécialistes, des avocats, des enseignants du supérieur et des maraichers vivant dans des cabanes mais propriétaires des jardins qu'ils cultivent à côté des belles demeures de notables.

Nous nous sommes demandés si le recours à la notion d'espace interstitiel<sup>178</sup> n'était pas plus pertinent que l'opposition de la richesse et de la pauvreté pour expliquer la présence ou l'absence de déchets. Bien entendu, partout dans la ville, il existe, comme en France, des espaces où viennent se nicher les détritrus abandonnés par les passants. Mais que dire lorsqu'il s'agit de toute une rue ? Nous avons constaté que, lorsqu'il est sale, l'espace de la rue semble effectivement se constituer comme une pure spatialité dont personne ne se soucie et où les déchets paraissent relativement « in/vus ». Cependant, la généralisation à l'ensemble des espaces communs de cette impression d'indifférence – voire de négligence ! - serait trompeuse. L'espace de la rue n'est pas partout « non/qualifié » à la manière d'une sorte de vide sans signification. Comme nous le rappelions plus haut, certaines portions de cet espace semblent au contraire l'objet de soins attentifs et sont caractérisées par un souci extrême de propreté.

Ces constats nous ont amené à réfléchir plus avant sur les différents niveaux d'appréhension de la notion d'espace public en France, au Maroc et au Sénégal.

Espace concret de rassemblement en même temps que métaphore des formes de l'être ensemble, le concept ambiguë d'espace public se pense en référence à son autre, au domaine privé, à l'intime... qui se soustrait à ses impératifs de visibilité et d'exposition. On ne cesse de discuter des frontières qui séparent, voire qui opposent, ce dehors « public » et un dedans « privé ».

---

<sup>178</sup> « Est interstitiel ce qui appartient à un espace séparant deux réalités l'une de l'autre » notait F. M. Trasher cité par U. Hannerz, *Explorer la ville*, Paris, Éditions de Minuit, 1983, p.58.

On se rappellera que l'espace public désigne non seulement un lieu matériel concret de rencontre mais aussi (et peut-être surtout) un espace symbolique de débat permettant le déploiement des « vertus de la concertation »<sup>179</sup>. La figure de l'Agora symbolise cette liberté d'échange des arguments qui permet le déploiement de la rationalité dans l'organisation de la vie politique<sup>180</sup>. Le spatial et le social se superposent pour former une figure fortement structurante de la culture occidentale. L'espace public est cet espace libre d'exercice de la raison où s'effacent les autres formes d'attache et de hiérarchie (familiales notamment).

À cet égard, il importe de rappeler que la rue n'est pas seulement un canal de déplacements situé entre des bâtiments, mais qu'elle est aussi un espace de rencontres, de négociations, d'expositions aux regards d'autrui... qu'on désigne également comme espace public. « *Espace des sociabilités froides et des liens faibles* »<sup>181</sup>, espace autant que rassemblement, on peut la décrire en se référant à l'« étrangeté mutuelle des passants »<sup>182</sup> co/présents. Ne s'accordant qu'un minimum d'attention réciproque, tous veillent à rester poliment étrangers à tous. Cet environnement social, caractérisé par l'expression obligée d'une relative indifférence réciproque, est assez tolérant à l'égard du respect des normes sociales.

Revenant à Mohammedia et à notre objet, nous pouvons constater qu'il existe bien une forte tension entre deux types d'espaces. « *Je ne vais pas rapporter ces déchets chez moi !* », s'exclament des personnes discutant avec des militants associatifs à l'occasion d'une opération de sensibilisation alors qu'on leur fait remarquer qu'ils abandonnent des détritiques dans un parc public après y avoir piqueniqué. Cette réaction doit se comprendre comme une réponse à ce qu'ils perçoivent comme une proposition absurde, les invitant à violer une

---

<sup>179</sup> I. Joseph : « Reprendre la rue », in *Prendre place*, Paris, Éditions recherche Plan Urbain, 1995, p.12.

<sup>180</sup> Pour aller au delà des analyses de J. Habermas, dont on peut penser qu'elles ont une dimension historique un peu courte et un fondement anthropologique restreint, on peut mettre en regard *Les origines de la pensée grecque* (J.-P. Vernant, Paris, PUF, 1981) et *Les maîtres de vérité dans la Grèce archaïque* (M. Détienne, Librairie générale française 2006) sur la question de la constitution d'un espace public en même temps spatial et symbolique en occident.

<sup>181</sup> I. Joseph, « Reprendre la rue », in *Prendre place*, Paris, Éditions recherche Plan Urbain, 1995, p.12.

<sup>182</sup> Brezger D. et Quéré L., « L'étrangeté mutuelle des passants. Le mode de coexistence du public urbain », *Les Annales de la Recherche Urbaine*, n° 57-58, décembre 1992, mars 1993.

frontière symbolique infranchissable entre leur domicile et le reste du monde, à renverser l'ordre « normal » de circulation des choses dans lequel les détritiques ne peuvent que sortir de chez eux.

Il nous est vite apparu, cependant, que les manières de penser et d'agir concernant l'espace urbain et les objets qui s'y trouvent reposent sur un cadre culturel mettant en cause ce que nous considérons comme espace public ou privé. On pourrait être tenté de dire qu'il n'existe que des espaces privés et que ce que nous considérons habituellement comme l'espace public n'est, comme nous l'évoquions dans le paragraphe précédent, qu'une sorte de *no man's land* s'étalant parfois entre eux. F. Navez-Bouchanine rappelait à ce propos que, jusqu'à une époque récente, « l'État traditionnel (le makhzen) était le seul détenteur du pouvoir sur l'espace au-delà du seuil du logement »<sup>183</sup>. Allant dans le sens de cette remarque on peut ajouter qu'au Maghreb, le « derb », prenant souvent la forme d'une impasse, est un accès au logement dont il possède déjà certaines caractéristiques.

On se rappellera cependant, à cet égard, que le domaine privé - qu'il soit spatialisé ou non - n'existe qu'à la mesure de sa reconnaissance par le public<sup>184</sup>. Or, l'enquête tend à confirmer, qu'à Mohammedia et plus encore à Rufisque, il n'existe pas vraiment d'espace privé au sens où nous l'entendons habituellement. D'abord parce que reste prégnant un ensemble d'obligations communautaires qui laissent peu de place aux expressions de l'intimité, voire même qui les disqualifient et les stigmatisent comme des comportements déviants<sup>185</sup>. Mais surtout, de façon très pratique, parce que les contraintes de la vie urbaine imposent aux classes populaires une promiscuité qui rend le plus souvent impossible l'investissement individuel d'espaces en propre. Il existe d'ailleurs au Sénégal une formule wolof qui rend bien compte de cet état de fait, lorsque l'on dit de quelqu'un qu'il « est propre de la propreté du poulet » (« Set, setum guinaar »). Cela signifie en effet que la personne en question est toujours bien propre sur elle, à la manière du poulet qui passe son temps à nettoyer ses plumes, mais que chez elle comme dans la rue, elle est aussi sale que le poulet dans sa basse-cour. En quelque

---

<sup>183</sup> F. Navez-Bouchanine : « De l'espace public occidental aux espaces publics non occidentaux Quelques réflexions sur les rapports privé public à partir de travaux sur la ville maghrébine », in *Villes en parallèle*, 2002.

<sup>184</sup> J.-N. Ferrié, « Lieux intérieurs et culture publique au Maroc », in *Politix*, n°31, 1995.

<sup>185</sup> C'est d'ailleurs en revendiquant un certain degré d'émancipation à l'égard de ces obligations communautaires que s'est affirmé le mouvement générationnel « Bul faale » au Sénégal à la fin des années 1990. Cf. J.-F. Havard, « Ethos "bul faale" et nouvelles figures de la réussite au Sénégal », *Politique africaine*, n°82, juin 2001, pp. 63-77.

sorte, ce que nous dit cet adage assez communément employé, c'est que l'individu a d'abord tendance à maintenir propre ce qu'il possède en propre et qui engage son estime de soi, en l'occurrence ici son corps et la façon dont il le médiatise à travers ses vêtements, ainsi que sa façon de les porter et d'évoluer dans l'espace.

Ce qui se joue ici serait donc une sorte de « privatisation du privé » ne permettant pas de justifier ce qui s'y passe en termes de reconnaissance publique. Selon J.-N. Ferrié cette absence de « culture publique de la vie intime »<sup>186</sup> permet à chacun de se construire des « lieux intérieurs » en quelque sorte inaccessibles. Mais, ces lieux sans statut sont fort différents des espaces privés liés à l'espace public tels qu'ils sont reconnus en occident.

Afin de ne pas de projeter sur une autre société notre opposition du public et du privé, pouvons-nous nous référer à la notion d'appropriation ? Il semble bien que les espaces propres soient des espaces appropriés, c'est-à-dire pris en charge et assumés comme un prolongement de l'espace domestique. À cet égard, il s'agit moins de dire que la propreté est l'apanage des propriétaires que de se demander si l'on n'entretient pas la rue un peu comme on fait le ménage chez soi. Nous nous trouvons ici aux antipodes des réflexions de M. Serres lorsqu'il affirme que « *le propre s'acquiert et se garde par le sale* »<sup>187</sup>. Le rôle des vigiles et des gardiens, omniprésents dans les espaces propres, vient renforcer cette perspective d'interprétation. Ainsi, par exemple, dans une avenue rutilante, nous nous sommes fait suivre par un, puis par deux vigiles, que notre démarche inquiétait... Ces deux gardiens, qui ne pouvaient se confondre avec des policiers en civil, nous ont laissés vaquer à nos occupations lorsque nous sommes passés dans une autre rue. Cependant, si les rues de Rufisque ou de Mohammedia n'étaient que plus ou moins privatisées, elles ne seraient que des couloirs !

Alors que l'espace commun s'est progressivement constitué comme un bien commun dans les sociétés occidentales, il n'est pas tant « à tout le monde » qu'« à personne » dans les rues de Mohammedia et de Rufisque. Comme le montre bien les travaux de P. Bourdieu sur la culture kabyle<sup>188</sup> et plus près de nous ceux de N. Dris<sup>189</sup>, l'indifférence polie des civilités occidentales

---

<sup>186</sup> J.-N. Ferrié : « Lieux intérieurs et culture publique au Maroc », *Politix*, vol. 8, n°31, 1995, p. 191.

<sup>187</sup> M. Serres, *Le mal propre. Polluer pour s'approprier*, Paris, Le pommier, 2008, p.65. Pour cet auteur, « propre équivaut à "sans propriétaire encore défini", libre d'accès » (*Ibid.*, p.7).

<sup>188</sup> P. Bourdieu, *Le sens pratique*, Paris, Éditions de minuit, 1980.

<sup>189</sup> N. Dris, « Espaces publics et limites. Les implications du genre dans les usages de la ville à Alger », *Femmes et Villes*, textes réunis et présentés par S. Denèfle, Collection Perspectives « Villes et

fait place au courage d'affronter un monde du dehors caractérisé par ses dangers.

Par ailleurs, Ce sentiment de dangerosité est renforcé par le fait que, non qualifié, l'espace commun reste indéfini. C'est presque un « espace interstitiel » ou un « terrain vague » du point de vue normatif (ce que nous nous donne à voir la photographie 39). Plus que l'anonymat, qui peut toujours permettre des stratégies de détournement des normes, c'est l'indifférenciation que renforce la présence des déchets (photographie 36)<sup>190</sup>.

Face à ces risques, il importe de définir des seuils. « *Il n'y a pas de « dehors » exclusif et homogène mais des « dehors » dont il faut saisir les articulations et les sens* »<sup>191</sup>. Jusqu'où une famille peut-elle, dans le prolongement de la logique qui lui permet d'organiser l'espace domestique, contrôler l'environnement qui l'entoure. On peut sans doute dire ici que les familles tentent, dans la mesure de leurs moyens, de se montrer normative, c'est-à-dire capables d'instituer une norme au sens que G. Canguilhem accordait à ce terme<sup>192</sup>. Il s'agit en fait de contrôler son voisinage, aussi loin que possible, dans une logique de prolongement de son « chez soi ». Les espaces communs contrôlés, nettoyés... sont en quelque sorte des sas entre le désordre et l'ordre, des tampons entre la violence et la paix. Pour le comprendre, on peut regarder cette cour intérieure, sise entre deux rues, que nous montre la photographie 28 : Que pourrait signifier le geste d'y jeter un kleenex usager ou un paquet de cigarettes vide, d'abandonner un sachet plastique plein d'ordures ménagères ?

Le détour par nos terrains au Maroc et peut-être plus encore au Sénégal, témoignent bien de ce que les notions d'espaces privés et d'espaces publics n'obéissent pas à une logique universelle mais qu'il s'agit de représentations sociales, culturellement et socio-historiquement déterminées. Ainsi, dans une ville comme Rufisque et plus généralement au Sénégal, la rue est bel et bien considérée comme un espace étant moins à tous qu'à personne.

---

Territoires » n° 8, Presses Universitaires François-Rabelais, Maison des Sciences de l'Homme « Villes et Territoires », Tours, 2004.

<sup>190</sup> On se rappellera ici, comme nous l'avons vu plus haut que l'indifférenciation nous renvoie au chaos, à la confusion originelle ou finale.

<sup>191</sup> N. Dris, op. cit., p. 250.

<sup>192</sup> On retiendra d'abord que pour G. Canguilhem « Vivre c'est rayonner, c'est organiser le milieu à partir d'un centre de référence qui ne peut lui-même être référé sans perdre sa signification originale » (*La connaissance de la vie*, Paris, Vrin, 1975, p.147). On comprendra ensuite que le vivant soit qualifié de « normal » lorsqu'il s'affirme comme « instituteur de la norme » (*Ibid*, p.162).

À cet égard, il est significatif que le moindre espace qui ne se voit pas protégé par une propriété privée défendue par une occupation effective devienne un « non lieu », un lieu interstitiel, où l'on peut implicitement déverser ses déchets sans craindre la réprobation. De ce point de vue, si les quelques tentatives d'affichage sur des pancartes ou sur des murs de l'interdiction de salir (voir notamment les photographies 71 et 73) apparaissent bien vaines, ce n'est pas seulement du fait de l'illettrisme d'une partie non négligeable de la population...

À l'exception notable de quartiers qui ont réussi à préserver une forte cohésion et mémoire sociale des lieux comme Diokoul Kaw, où l'espace commun est vécu comme un espace communautaire engageant une responsabilité collective, il apparaît que ces mêmes espaces sont le plus généralement considérés comme étant de la seule responsabilité des pouvoirs publics. Ainsi, il ressort de la plupart de nos entretiens et observations que, dans l'acception des populations, la rue c'est d'abord « la rue du roi » : « mbedd mi, mbeddu buur la ». Or, comme nous l'évoquions plus haut, cette appréhension contribue à faire de la rue non pas tant un espace public qu'un espace politique, dans lequel se noue la politisation de la question de la propreté des rues.

Afin de mieux comprendre ce qui se joue entre les deux types d'espaces que nous avons tenté de caractériser par-delà nos catégories habituelles, nous proposons de les différencier selon leurs régimes d'inter/visibilité. C'est en effet en partant de ces deux mises en formes de soi sous le regard d'autrui, que nous pouvons mieux comprendre la différence entre les espaces propres et les espaces sales qui nous interpelaient lors de notre premier séjour à Mohammedia. Ainsi, nouant chacun des regards et des jugements, définissant chacun de manière différente le sens des mêmes actes, imposant chacun des formes différentes d'exposition de soi, de ses actes face aux regards des autres, constituant chacun deux formes du « souci de soi » dans lesquels se construit le sens des déchets, c'est bien à une problématique de la *subjectivation* que renvoie notre questionnement sur le rapport des individus à la production du propre et du sale. Nous suivons en cela la proposition de J.-P. Warnier qui, dans le prolongement des intuitions de M. Mauss sur les « techniques du corps »<sup>193</sup> et des travaux de M. Foucault sur la constitution du sujet, non pas du « *sujet soumis à l'autre par le contrôle et la dépendance* »,

---

<sup>193</sup> M. Mauss, « Les techniques du corps », in *Sociologie et anthropologie*, Paris, PUF, 1950 (1936), pp.363-386.

mais du « *sujet attaché à sa propre identité par la conscience ou la connaissance de soi* »<sup>194</sup>, énonce que « *les conduites motrices médiatisées par la culture matérielle peuvent être considérées comme des techniques de soi et des modalités de la subjectivation* »<sup>195</sup>. Par conséquent, pour dépasser cette dichotomie classique entre espace privés et espaces publics, il nous semble heuristiquement pertinent de proposer la notion d' « espaces de soi », renvoyant à ces territoires mouvants, fonctionnant par éclipse et à géométrie variable, dans lesquels l'individu *se construit subjectivement comme sujet*, y déclinant les expressions de son intimité, de son « souci de soi » sous le regard des autres et par là même de sa « lutte pour la reconnaissance » au sens de A. Honneth<sup>196</sup>.

---

<sup>194</sup> M. Foucault, « Le sujet et le pouvoir », in *Dits et écrits II. 1976-1988*, Paris Gallimard, 2001, pp.1041-1062, citation p.1046.

<sup>195</sup> J.-P. Warnier, *Construire la culture matérielle*, *op. cit.*, p. 35 ; voir également J.-P. Warnier, « Pour une praxéologie de la subjectivation politique », in J.-F. Bayart, J.-P. Warnier (dir.), *Matière à politique. Le pouvoir, les corps et les choses*, Paris, Karthala, 2004, pp.7-31.

<sup>196</sup> A. Honneth, *La lutte pour la reconnaissance*, Paris, Cerf, 2000.

## Conclusion

Nous avons élaboré puis réalisé notre projet de recherche conformément aux remarques des responsables du programme CDE selon lesquels, la concertation environnementale suppose « *une diversité et une ambiguïté qui appellent un pluralisme des approches* »<sup>197</sup>. En l'occurrence, prenant délibérément le contrepied des approches institutionnalistes, formalistes et « top down » de la concertation, nous avons situé nos investigations au niveau de ce palier des réalités sociales encore peu exploré, qu'à la manière de G. Perce, nous pourrions nommer l'« infra-concertation »<sup>198</sup>. Cette strate est celle des arrangements tacites qui permettent habituellement le bon déroulement de la vie ordinaire et déterminent nos rapports quotidiens avec l'environnement entendu au sens large. Il s'agissait donc d'atteindre une couche sous-jacente aux formes de concertations explicites, « objets politiques bien identifiés », voire de mettre à jour les fondations de ce qui se passe à des niveaux supérieurs, mieux visibles et mieux connus.

Lors de nos premières réflexions, alors que nous préparions notre projet, nous étions conscients que la question de la propreté des rues était un sujet relativement inexploré<sup>199</sup>, techniquement compliqué et surtout politiquement « sensible ». Nous voulions comprendre comment - par quel type de travail du social - habitants, passants, techniciens, responsables associatifs et élus tentaient de résoudre un problème « microscopique », engageant autant des interactions « en face à face », mille et mille fois répétées, que des accords entre des équipes municipales et des entreprises spécialisées. Nous pensions ainsi pouvoir recueillir ce qui s'en disait autant que nous espérons pouvoir observer ce qui se passait.

Partant de là, affirmant la dimension pragmatiste de notre travail, nous avons posé notre question de départ en termes d'« enquête » et de « communauté d'enquêteurs ». Habitants, techniciens et élus, parviennent-ils à construire une définition commune des problèmes ?

---

<sup>197</sup> « Le domaine de la concertation environnementale : une diversité et une ambiguïté qui appellent un pluralisme des approches », dans L. Mermet, M. Berlan-Darqué (dir.), *Environnement : décider autrement. Nouvelles pratiques et nouveaux enjeux de la concertation*, Paris, L'Harmattan, 2009, pp.331-344.

<sup>198</sup> G. Perce, *L'infra-ordinaire*, Paris, Seuil, 1989.

<sup>199</sup> S'il existe une littérature abordant certains aspects spécialisés (le ramassage, l'assainissement...), il n'existe quasiment pas de travaux prenant en compte la question de la propreté des rues comme « phénomène social total ».

Parviennent-ils à construire, même de manière informelle, des sortes de « forums hybrides » où les habitants trouvent moyen de se faire entendre pleinement face à la légitimité politique des élus et la légitimité technique des professionnels ? Ces arrangements sont-ils liés à des capacités spécifiques ? Varient-ils selon le lieu de résidence des habitants ?...

Le matériel recueilli nous a invité à descendre plus profondément d'un palier dans la recherche des fondations de la concertation. Comme nous avons tenté de le montrer progressivement au fil des pages de ce rapport, il nous semble désormais plus pertinent de reconnaître que la coproduction de la propreté des rues doit se comprendre en termes de conversation par gestes. Il nous faut même reconnaître qu'empiriquement - si nous ne voulons pas nous contenter de mettre au jour des « conditions sociales de possibilité » très rarement effectives -, il s'agit le plus souvent d'une conversation interrompue où d'un dialogue de sourds. En raison de ces défaillances conversationnelles, les déchets, mais aussi les gestes des différents acteurs, ne prennent à aucun moment la dimension de « symboles significatifs » que les personnes concernées pourraient partager et autour desquels leurs conduites pourraient s'ajuster. De ce point de vue, c'est moins une absence de symétrie qu'une absence de réciprocité que nous avons observée.

Que faire ? Nous avons pu voir que les différents acteurs institutionnels s'engagent volontiers dans des activités de formation ou de sensibilisation. Nous avons également pu noter leur demi-succès ! Afin d'améliorer les effets de ce type de travail ne faut-il pas reconnaître qu'elles renforcent doublement l'absence de réciprocité que nous venons d'évoquer ? D'une part, les techniciens savent ce qu'ignorent ceux qu'ils forment, d'autre part, ils nettoient alors que les habitants salissent. Les pages qui précèdent nous permettent de penser qu'il vaudrait mieux reconnaître que les pratiques des habitants ne sont pas toujours absurdes et que les techniciens devraient s'attacher à mieux les comprendre pour mieux y répondre. Sans doute leur faudrait-il aussi comprendre, dans le prolongement de cette dernière remarque, que le nettoyage et le ramassage relèvent bien de coproductions et que, dans ce but, déposer ses déchets dans une poubelle ou un bac prévus à cet effet, plutôt que de les jeter dans la rue, c'est déjà participer au recueil des déchets.

## Bibliographie

- M. Akrich, *Sociologie de la traduction. Textes fondateurs*, Paris, École des Mines, 2006.
- G. Bachelard, *L'activité rationaliste de la physique contemporaine*, Paris, PUF, 1951.
- S. Barles, *La ville délétère. Médecins et ingénieurs dans l'espace urbain XVIII<sup>e</sup> – XIX<sup>e</sup> siècle*, Seyssel, Éditions Champ Vallon, 1999.
- Y. Barthe, M. Callon, P. Lascoume, *Agir dans un monde incertain*, Paris, Seuil, 2001.
- R. Barthes, *La chambre claire*, dans *Oeuvres complètes*, Tome III, Paris, Seuil, 1995.
- J.-F. Bayart, J.-P. Warnier (dir.), *Matière à politique. Le pouvoir, les corps et les choses*, Paris, Karthala, 2004.
- J.-C. Beaune (dir.), *Le déchet, le rebut, le rien*, Champ Vallon, 1999.
- H. S. Becker, *Propos sur l'art*, Paris, L'Harmattan, 1999.
- H. S. Becker, *Paroles et musique*, Paris, L'Harmattan, 2003.
- B. Bégout, *La découverte du quotidien*, Paris, Allia, 2005.
- A. N. Benga, *Pouvoir central et pouvoir local. La gestion municipale à l'épreuve. Rufisque, Sénégal (1924-1964)*, Université Paris VII - Denis Diderot, 1995.
- J.-M. Bessette, C. Guinchard, L. Jouvét, L. Ogorzelec, *Mieux comprendre les systèmes locaux de pauvreté à partir de l'étude des villes de Besançon et Mulhouse*, LASA, Université de Franche-Comté, rapport pour l'Observatoire National de la Pauvreté et de l'Exclusion Sociale, 2006.
- L. Boltanski, L. Thévenot, *De la justification, les économies de la grandeur*, Paris, Gallimard, 1991.
- C. Bonicco, « Goffman et l'ordre de l'interaction Un exemple de sociologie compréhensive », dans *Philonsorbonne*, n° 1, Année 2006-07.
- O. Borraz, *Gouverner une ville. Besançon 1959-1989*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 1998.
- H. Botta, C. Berdier, J.-M. Deleuil, *Enjeux de la propreté urbaine*, Lausanne, Presses Polytechniques et universitaires romandes, 2002.
- P. Bourdieu, *Le sens pratique*, Paris, Éditions de minuit, 1980.
- F. Braudel, *L'identité de la France*, Paris, Flammarion, 1990.
- D. Brezger, L. Quéré, « L'étrangeté mutuelle des passants. Le mode de coexistence du public urbain »,

dans *Les Annales de la Recherche Urbaine*, n° 57-58, décembre 1992, mars 1993.

I. Calvino, *La route de San Giovanni*, Paris, Seuil, 1991.

G. Canguilhem, *La connaissance de la vie*, Paris, J. Vrin, 1975.

D. Cefaï, I. Joseph, *L'Héritage du pragmatisme*, Paris, Éditions de l'aube, 2002.

D. Cefaï et L. Quéré, « Introduction », dans G. H. Mead, *L'esprit le soi et la société*, Paris, PUF, 2006.

M. de Certeau, *L'invention du quotidien I/ Arts de faire*, Paris, U. G. E., 1980.

O. Cisse, *L'argent des déchets. L'économie informelle à Dakar*, Paris, Karthala, 2007.

D. Cortel, S. Le Play (dir.), *Les travailleurs des déchets*, Paris, ÉRÉS, 2011.

M. Détienne, *Les maîtres de vérité dans la Grèce archaïque*, Librairie générale française, 2006.

J. Dewey, *Logique. La théorie de l'enquête*, Paris, PUF, 1967.

M. Diouf, *Rufisque : des villages "lebu" à la ville européenne*, mémoire de maîtrise en histoire, Université de Paris I, 1976.

M. Diouf, « Identité ethnique et vie politique municipale (Les Lebu de Rufisque, 1945-1960) », in J.-P. Chrétien, G. Prunier (dir.), *Les ethnies ont une histoire*, Paris, Karthala, 2003.

M. Douglas, *De la souillure. Études sur la notion de pollution et de tabou*, Paris, La Découverte, 1992.

N. Dris, « Espaces publics et limites. Les implications du genre dans les usages de la ville à Alger », dans *Femmes et Villes*, textes réunis et présentés par S. Denèfle, Collection Perspectives « Villes et Territoires » n° 8, Presses Universitaires François-Rabelais, Maison des Sciences de l'Homme « Villes et Territoires », Tours, 2004.

P. Dubois, *L'acte photographique*, Paris, Nathan, 1990.

A. Dubresson, « L'espace Dakar Rufisque en devenir. De l'héritage urbain à la croissance industrielle », dans *Travaux et documents de l'ORSTOM*, 1979.

G. Dupuy, C. Knaebel, *Assainir la ville hier et aujourd'hui*, Paris, Dunod, 1982.

J.-N. Ferrié, « Lieux intérieurs et culture publique au Maroc », dans *Politix*, vol. 8, n°31, 1995.

C. Fohlen, « De la prospérité à la stagnation », dans *Histoire de Besançon, tome II*, Paris, Nouvelle librairie de France, 1965.

M. de Fornel, A. Ogien et L. Quéré (dir.), *L'ethnométhodologie Une sociologie radicale*, Paris, La Découverte, 2001.

- M. Foucault, *Dits et écrits II. 1976-1988*, Paris, Gallimard, 2001.
- W. Gaour, M. Nade, *La gestion de la croissance informelle des villes du sud : l'exemple de la ville de Mohammedia au Maroc*, Mémoire de Master I Génie Urbain, mai 2006.
- H. Garfinkel, *Recherche en ethnométhodologie*, Paris, PUF, 2007.
- M. Gaye, F. Diallo, *Programme d'assainissement de Diokoul et quartiers environnants à Rufisque*, Étude de cas publiée par la Coalition Internationale pour l'Habitat (HIC), Mexico, 1996.
- J. Greisch, *Ontologie et temporalité, Esquisse d'une interprétation intégrale de Sein und Zeit*, Paris, PUF, 1994.
- C. Guinchard, *Vers un diagnostic sociologique du Minimum Social Garanti*, Rapport de recherche pour le Secrétariat d'État à la consommation, Université de Franche-Comté, 1987.
- U. Hannerz, *Explorer la ville*, Paris, Éditions de Minuit, 1983.
- J.-F. Havard, « Ethos "bul faale" et nouvelles figures de la réussite au Sénégal », dans *Politique africaine*, n°82, juin 2001.
- N. Herpin, *Les sociologues américains et le siècle*, Paris, PUF, 1973.
- A. Honneth, *La lutte pour la reconnaissance*, Paris, Cerf, 2000.
- E.-C. Hughes, *Le Regard sociologique*, Paris, EHESS, 1996.
- V. Hugo, *Les misérables*, Paris, Seuil, 1963.
- H.-P. Jeudy, « Le choix public du propre : une propreté des sociétés modernes », *Annales de la Recherche Urbaine*, 53, 1991.
- S. Jonas, *Le Mulhouse industriel. Un siècle d'histoire urbaine 1740-1848*, 2 tomes, Paris, L'Harmattan, 1994.
- S. Jonas, *Mulhouse et ses cités ouvrières. Perspective historique*, Strasbourg, Oberlin, 2003.
- I. Joseph, *Prendre place*, Paris, Éditions Recherche Plan Urbain, 1995.
- M. Kokoreff, « L'espace public du métro : propreté, saleté et civilité », dans *Le propre de la ville : pratiques et symboles*, M. Ségaud (dir.), La Garenne-Colombes, 1992.
- R. Krauss, *Le photographique Pour une théorie des écarts*, Paris, Macula, 1990.
- P. Lascoumes, « La productivité sociale des controverses ». Intervention au séminaire « Penser les sciences, les techniques et l'expertise aujourd'hui », 25 janvier 2001.
- B. Latour, *Aramis ou l'amour des techniques*, Paris, La découverte, 1992.

- B. Latour, *Petites leçons de sociologie des sciences*, Paris, La Découverte, 2006.
- D. Lesbet, « La Casbah d'Alger. Gestion de la salubrité », *Annales de la recherche urbaine*, n°33, mars-avril 1987.
- L. Lima, M. Staffen, « Comparaison internationales en politiques publiques, stratégies de recherche, méthode et interprétation », dans *Revue internationale de politique comparée*, vol. 11, 2004/3.
- G. Livet, R. Oberlé (dir.), *Histoire de Mulhouse des origines à nos jours*, Strasbourg, Éditions des Dernières Nouvelles d'Alsace, 1977.
- J.-L. Marion, *La croisée du visible*, Paris, PUF, 1996.
- D.-C. Martin (dir.), *Sur la piste des OPNI (Objets politiques non identifiés)*, Paris, Karthala, 2002.
- M. Mathieu, *La stagnation des eaux à Rufisque (Sénégal). Une ville vouée à l'engorgement par les eaux ?* Mémoire de maîtrise de géographie, Strasbourg, 2004.
- M. Mauss, *Sociologie et anthropologie*, Paris, PUF, 1950 (1936).
- M. Mauss, *Essais de sociologie*, Paris, Les Éditions de Minuit, 1969.
- G.H. Mead, *L'esprit, le soi et la société*, Paris, PUF, 2006.
- L. Mermet, M. Berlan-Darqué (dir.), *Environnement : décider autrement. Nouvelles pratiques et nouveaux enjeux de la concertation*, Paris, L'Harmattan, 2009.
- L. Murard, P. Zylberman, *Le petit travailleur infatigable. Villes-usines, habitat et intimités au XIX<sup>e</sup> siècle*, Paris, Recherches, 1976.
- L. Murard, P. Zylberman, *L'Hygiène dans la République : la santé publique en France, ou l'utopie contrariée (1870-1918)*, Paris, Fayard, 1996.
- F. Navez-Bouchanine, « De l'espace public occidental aux espaces publics non occidentaux Quelques réflexions sur les rapports privé public à partir de travaux sur la ville maghrébine », dans *Villes en parallèle*, 2002.
- A. Ogien, L. Quéré, *La sociologie de l'action*, Paris, Ellipse, 2005.
- F. Ott, *La Société Industrielle de Mulhouse 1826-1876. Ses membres, son action, ses réseaux*, Strasbourg, Presses Universitaires de Strasbourg, 1999.
- R.-E. Park, « La ville », dans *L'école de Chicago. Naissance de l'écologie urbaine*, Paris, Aubier, 1990.
- J.-C. Passeron, *Le raisonnement sociologique*, Paris, Albin Michel, 2006.

G. Perec, *L'infra-ordinaire*, Paris, Seuil, 1989.

Péroncel – Hugoz, *Le Maroc par le petit bout de la lorgnette 2000 ans d'histoires à travers le prisme d'un port atlantique (Fédala – Mohamédia)*, Atelier Fol'fer, Anet, 2010.

A. Piette, *Le mode mineur de la réalité Paradoxe et photographies en anthropologie*, Louvain-La-Neuve, Peeters, 1992.

Platon, *Parménide*, 130b.

B. Prost, « Dissimuler, montrer, oublier nettoyage et nettoyeurs. La propreté des espaces publics parisiens dans la seconde moitié du XX<sup>e</sup> siècle, entre visibilité et invisibilité », dans *Hypothèses*, 2006/1.

R. Quilliot, R. H. Guerrand, *Cent ans d'habitat social : une utopie réaliste*, Paris, Albin Michel, 1989.

L. E. Robinson Achutti, *L'homme sur la photo. Manuel de photoethnographie*, Paris, Téraèdre, 2004.

A. Rouillé, *La photographie. Entre document et art contemporain*, Paris Gallimard, 2005.

J.-P. Sartre, *L'être et le néant*, Paris, Gallimard, 1970.

M. Serres, *Le mal propre. Polluer pour s'approprier*, Paris, Le Pommier, 2008.

Stendhal, *De l'amour*, Paris, Garnier, 1959.

I. Sy, *La gestion de la salubrité à Rufisque (Sénégal). Enjeux sanitaires et pratiques urbaines*, Thèse de doctorat en géographie, Strasbourg, 2006.

I. Sy, « Gestion de l'espace urbain et morbidité des pathologies liées à l'assainissement à Rufisque (Sénégal) », dans *L'espace géographique*, tome 40, 2011/1.

A. Sylla, *Le peuple lébou de la presqu'île du Cap-Vert*, Dakar, NEA-Sénégal, 1992.

M. Thompson, *Rubbish theory. The Creation and Destruction of value*, Oxford, Oxford University Press, 1979.

M. Tournier, *Les météores*, Paris, Gallimard, 1975.

A. Trachtenberg, *Reading American Photographs : Images as History – Matthew Brady to Walker Evans*, New-York, Hill and Wang, 1989.

J.-P. Vernant, *Les origines de la pensée grecque*, Paris, PUF, 1981.

J.-P. Warnier, *Construire la culture matérielle. L'homme qui pensait avec ses doigts*, Paris, PUF, 1999.

M. Weber, *L'éthique protestante et l'esprit du capitalisme*, Paris, Plon, 1964.

M. Weber, *Essais sur la théorie de la science*, Paris, Plon, 1965.

J. Zask, *L'opinion publique et son double. Livre II : John Dewey, philosophe du public*, Paris, L'Harmattan, 1999.

J. Zask, « L'enquête sociale comme inter-objectivation », dans la revue *Raisons pratiques* n°15 : *La croyance et l'enquête. Aux sources du pragmatisme*, Paris, EHESS, 2004.

J. Zask, « Situation ou contexte ? Une lecture de J. Dewey », dans *Revue internationale de philosophie*, n° 245, 2008/3.

## Table des matières :

P 2	<b>Première partie Discours de la méthode et présentation des terrains</b>
P 2	Retour sur la réponse et ses enjeux théoriques
P 7	La concertation dans la vie quotidienne
P 15	Eléments de mise en œuvre de la méthode
P 19	Présentation des 4 terrains
P 19	Mohammedia
P 26	Mulhouse
P 31	Besançon
P 36	Rufisque
P 43	<b>Deuxième partie Que disent les photographies ?</b>
P 43	La fonction heuristique de la photographie dans cette recherche
P 52	Assumer une écriture photographique
P 56	Photographies prises à Besançon
P 72	Photographies prises à Mohammedia
P 89	Photographies prises à Mulhouse
P 106	Photographies prises à Rufisque
P 120	Premiers commentaires sur les photographies
P 129	<b>Troisième partie Des conversations par gestes inabouties</b>
P 131	Retour sur le déchet
P 137	De l'enquête à la conversation par gestes
P 147	Sensibilisation, culpabilisation et concertation : la posture de l'instruction publique
	La politisation de la question de la propreté urbaine : à partir du cas de Mulhouse
P 161	Mémoire sociale des lieux et propreté des rues
P 171	Espace domestique, espace commun et espace de soi
P 175	
	<b>Conclusion</b>
P 183	Bibliographie
P 185	